



N° 1004-2014/APS/DFI/SAB

Date du : 22/05/2014

Rapport
à
l'assemblée de la province Sud

OBJET : relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2013 et à l'affectation du résultat 2013

P.J.: 2 projets de délibération

A - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'EXECUTION 2013.....	5
CHAPITRE 1 - L'INVESTISSEMENT.....	5
A. LES RECETTES.....	5
B. LES DEPENSES.....	6
CHAPITRE 2 - LE FONCTIONNEMENT.....	7
A. LES RECETTES.....	7
B. LES DEPENSES.....	8
B - LES RESULTATS DE CLOTURE.....	9
CHAPITRE 1 - LE RESULTAT DE L'EXERCICE.....	9
CHAPITRE 2 - L'AFFECTATION DU RESULTAT.....	10
CHAPITRE 3 - LES RESSOURCES DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2014 ISSUES DE LA GESTION 2013	10
TITRE I - L'EXECUTION BUDGETAIRE 2013 DETAILLEE	11
A - LES FINANCEMENTS	11
CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES.....	11
A. LES DOTATIONS LEGALES.....	11
B. LA FISCALITE	12
C. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES	13
D. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	15
E. LES MOUVEMENTS FINANCIERS.....	16
F. LES RECETTES DES SERVICES	16
G. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES.....	18
H. DOTATIONS DES COMMUNES	19
I. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT	19
CHAPITRE 2 - L'EMPRUNT	19
CHAPITRE 3 - LES MOUVEMENTS D'ORDRE.....	20
B - LES EMPLOIS	21
CHAPITRE 1 - LES INVESTISSEMENTS DIRECTS	21
A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE	23
B. L'ENSEIGNEMENT.....	23
C. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.....	24
D. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES.....	25
E. L'EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE	26
F. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESIONNELLE.....	27
G. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT	28
H. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	30
I. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES	31
J. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC.....	31
CHAPITRE 2 - LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS.....	32
A. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES.....	32
B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	33

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS	34
A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L’ACTION SOCIALE	35
B. L’ECONOMIE, L’EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE	38
C. L’ENSEIGNEMENT	41
D. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.....	42
E. LA CULTURE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS.....	43
F. L’AMENAGEMENT ET L’ENVIRONNEMENT	45
G. L’ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS.....	47
H. LA SECURITE ET L’ORDRE PUBLIC.....	48
CHAPITRE 4 – LA DETTE ET LES CHARGES FINANCIERES	48
A. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS	48
B. LA LIGNE DE TRESORERIE.....	48
CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS D’ORDRE.....	48
TITRE II – LES BALANCES 2013 PAR NATURE ET FONCTION	49
A - LES BALANCES PAR NATURE.....	49
B - LES BALANCES PAR FONCTION	50
C - LES BALANCES PAR CHAPITRE.....	51
TITRE III – LA RETROSPECTIVE BUDGETAIRE 2009-2013	52
A - LES RECETTES REELLES.....	52
A. LES DOTATIONS LEGALES.....	52
B. LA FISCALITE	54
C. LES PARTICIPATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES.....	55
D. LES AUTRES RECETTES DU BUDGET	56
B - LES EMPLOIS	58
CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS	58
CHAPITRE 2 – LES DEPENSES COMMUNES.....	60
A. LES FRAIS DE PERSONNEL ET ELUS.....	60
B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	60
CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS	61
C - LA DETTE	62
D - L’AUTOFINANCEMENT – LES RESULTATS	65

TITRE IV – LES INDICATEURS FINANCIERS	66
CHAPITRE 1 – LES PRINCIPAUX RATIOS	66
CHAPITRE 2 – LA TRESORERIE.....	67

ANNEXES

I - LES DOTATIONS LEGALES DE L'ETAT ET DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Annexe 01 – Les dotations en provenance de l'Etat et de la Nouvelle-Calédonie

II - L'EMPRUNT

Annexe 02 - Les emprunts provinciaux (2009 à 2013).....

Annexe 03 - L'annuité 2013

III- LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Annexe 04 - Historique des investissements (2009-2013)

IV - LES DEPENSES DE SANTE AU TITRE DE L'AIDE MEDICALE

Annexe 05 - L'aide médicale

V - LES CONTRATS DE PLAN

Annexe 06 - Le contrat de développement Etat - Province Sud 2006-2010.....

Annexe 07 - Le contrat de développement Etat - Province Sud 2011-2015.....

Annexe 08 - Le contrat d'agglomération 2006-2010 par commune.....

Annexe 09 - Le contrat d'agglomération 2011-2015 par commune.....

Annexe 10 - Le contrat inter-collectivité 2011-2015.....

Annexe 11 - Le contrat Province Sud-Etat-Communes 2006-2010

Annexe 12 - Le contrat Province Sud-Etat-Communes 2011-2015

Annexe 13 - Le contrat Province Sud-Commune de Thio-Société Le Nickel 2008-2013

VI - LES DONNEES STATISTIQUES

Annexe 14 - Etat statistique des délais de paiement.....

Annexe 15 - Evolution de l'ordonnancement

Annexe 16 - Evolution des flux de trésorerie

Annexe 17 - Etat récapitulatif des mouvements de crédits de chapitre à chapitre

VII- LES MOUVEMENTS D'ORDRE 2013

Annexe 18 - Liste des mouvements d'ordre par chapitre et imputation

VIII- LES SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE

Annexe 19 – Rapport d'analyse de l'activité et des comptes des sociétés

A - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'EXECUTION 2013

Le présent compte administratif soumis à votre approbation concerne la gestion 2013. Il présente l'exécution et les résultats qui en découlent.

CHAPITRE 1 - L'INVESTISSEMENT

A. LES RECETTES

La balance des recettes en section d'investissement se présente comme suit :

		BUDGET 2013	CA 2013	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
RECETTES	Réels	9 696 336 183	7 429 167 674	76,6%	1 976 990 056	9 406 157 730	97%
	emprunts	3 579 952 267	3 579 952 267	100,0%	0	3 579 952 267	100%
	* (1)	13 276 288 450	11 009 119 941	82,9%	1 976 990 056	12 986 109 997	98%
	résultat	2 154 622 942	2 154 622 942				
	Mvts d'ordre	7 744 072 971	3 664 975 118				
		23 174 984 363	16 828 718 001				
(1) pour mémoire CA 2012							
		10 713 619 372	7 646 102 568	71,4%	2 378 474 911	10 024 577 479	94%
	dont emprunts	3 579 952 267	3 579 952 267		0		

Les réalisations sur recettes réelles hors emprunt et résultat s'établissent à 7,429 milliards XPF, en progression de 3,363 milliards XPF par rapport à 2012 (+83%).

Cette forte croissance s'explique par un rattrapage dans le versement des participations sur opérations contractualisées (+1,737 milliard XPF) et le remboursement exceptionnel de 1 milliard XPF par PROMOSUD au titre des avances en compte courant d'associés.

Le taux de réalisation corrigé des reports s'élève à 97% en 2013 contre 94% en 2012.

93% des ressources proviennent des quatre postes principaux suivants :

- les **dotations sur opérations contractualisées**, pour 2,281 milliards XPF,
- la **dotation globale d'équipement versée par la Nouvelle-Calédonie** à hauteur de 2,187 milliards XPF, en augmentation de 166,3 millions XPF (+8%),
- les **mouvements financiers** pour 1,355 milliard XPF incluant le remboursement exceptionnel de PROMOSUD,
- la **dotation globale de construction et d'équipement des collèges** versée par l'Etat à hauteur de 1,074 milliard XPF.

Deux autres postes progressent également :

- les **dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie** réalisées à hauteur de 209,9 millions XPF (+192,5 millions XPF) pour la réalisation d'équipements publics,
- les **recouvrements et participations diverses** réalisés à hauteur de 168,5 millions XPF (+92,7 millions XPF).

Concernant les ressources externes d'**emprunt**, 100% de la prévision a été mobilisée en 2013 soit **3,5 milliards XPF**, montant identique à 2012.

Ces ressources sont complétées par l'affectation d'une partie de l'**excédent de fonctionnement de l'exercice 2012** pour 2,155 milliards XPF conformément à la délibération n° 21-2013/APS du 20 juin 2013 portant affectation du résultat 2012.

Les reports, hors résultat, s'établissent à 1,977 milliard XPF, dont :

- 1,652 milliard XPF au titre des dotations sur opérations contractualisées,
- 177,8 millions XPF de participations dont 129,5 millions XPF en provenance de VALE NC au titre de la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB),
- 115,7 millions XPF au titre des dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie.

B. LES DEPENSES

La balance des dépenses en section d'investissement se présente comme suit :

		BUDGET 2013	CA 2013	Tx réel.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
DEPENSES	Réels	16 530 063 078	13 633 852 283	82,5%	1 709 534 511	15 343 386 794	93%
	dette	2 665 000 000	1 399 637 644	52,5%	0	1 399 637 644	53%
	* (1)	19 195 063 078	15 033 489 927	78,3%	1 709 534 511	16 743 024 438	87%
	résultat	2 923 201 285	0				
	Mvts d'ordre	1 056 720 000	492 950 547				
		23 174 984 363	15 526 440 474				

(1) pour mémoire CA 2012

	15 990 602 224	13 426 924 787	84,0%	1 609 896 568	15 036 821 355	94%
dont dette	1 041 900 000	1 031 184 388		0		

Les réalisations sur dépenses réelles hors emprunt s'établissent à **13,634 milliards XPF**, en progression de 1,238 milliard XPF par rapport à 2012 (+10%).

Ces dépenses d'investissement représentent le volume le plus important de réalisation de la collectivité. Ils portent la moyenne quinquennale annuelle des investissements directs à 11,6 milliards XPF.

Les dépenses d'investissement portent sur les principaux secteurs suivants :

- **la santé et le social** → 2,460 milliards XPF,
dont 2,307 milliards XPF pour les programmes d'habitat social,
- **l'enseignement** → 2,120 milliards XPF,
dont 1,717 milliard XPF pour les collèges publics et 316,3 millions XPF pour l'enseignement privé,
- **les transports et communication** → 2,095 milliards XPF,
dont 2,049 milliards XPF pour les travaux de voirie,
- **les équipements communaux** → 2,054 milliards XPF,
répartis comme suit :
 - travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée 479,4 millions XPF,
 - voirie 329,4 millions XPF,
 - urbanisme, logement et espaces publics 302,3 millions XPF,
 - sécurité 227,8 millions XPF,
 - gestion de l'eau 175,2 millions XPF,
 - gestion des déchets et assainissement 157,0 millions XPF.
- **l'équipement de la collectivité** → 1,652 milliard XPF,
dont 531,3 millions XPF pour le Centre Administratif de la Province Sud (CAPS), 311,4 millions XPF pour l'équipement informatique et 246,3 millions XPF pour le parc automobile,
- **l'économie, l'emploi et la formation professionnelle** → 1,496 milliard XPF,
dont 587,2 millions XPF pour l'aménagement de Déva et 574,0 millions XPF pour les aides à l'investissement,
- **l'aménagement et l'environnement** → 1,157 milliard XPF,
dont 600,0 millions XPF pour la ZAC de Dumbéa sur Mer et 127,9 millions XPF pour les aires aménagées du Grand Sud,
- **la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs** → 448,5 millions XPF,
dont 82,6 millions XPF pour le golf de Tina, 61,7 millions XPF pour le Centre des Activités Nautiques (CAN) et 61,8 millions XPF pour le Centre d'Accueil Permanent (CAP) de Poé.

Concernant le remboursement en capital des emprunts, il s'établit à 1,399 milliard XPF, en progression de 368,4 millions XPF par rapport à 2012 (+36%).

Les reports de dépenses d'investissement hors résultat s'élèvent à 1,709 milliard XPF avec principalement :

- l'équipement de la collectivité → 433,8 millions XPF,
- les transports et communication → 335,9 millions XPF,
dont 315,0 millions XPF pour la voirie
- les équipements communaux → 232,2 millions XPF,
- la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs → 167,0 millions XPF,
- l'enseignement → 144,7 millions XPF.

CHAPITRE 2 - LE FONCTIONNEMENT

A. LES RECETTES

La balance des recettes en section de fonctionnement se présente comme suit :

		BUDGET 2013	CA 2013	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
RECETTES	Réels	51 390 541 196	51 180 726 767	99,6%	443 995 203	51 624 721 970	100%
	* (1)	51 390 541 196	51 180 726 767	99,6%	443 995 203	51 624 721 970	100%
	résultat	2 324 845 546	0				
	Mvts d'ordre	15 000 000	18 490 431				
		53 730 386 742	51 199 217 198				
(1) pour mémoire CA 2012		48 758 081 489	48 126 618 808	98,7%	736 424 895	48 863 043 703	100%

Les recettes réelles, s'élèvent à **51,181 milliards XPF**, avec un taux de réalisation corrigé des reports de 100%, identique à 2012.

Les réalisations 2013 progressent de 3,054 milliards XPF (+6%). Cette augmentation concerne essentiellement la dotation globale de fonctionnement (+2,779 milliards XPF) et les dotations spécifiques (+291,6 millions XPF) en provenance de la Nouvelle-Calédonie.

97% des recettes de fonctionnement sont issues des quatre postes suivants :

- **la dotation globale de fonctionnement en provenance de la Nouvelle-Calédonie** qui représente à elle seule plus de 70% des ressources de la section. Elle a été réalisée à hauteur de 36,569 milliards XPF, soit une augmentation 8% par rapport à 2012.
- **la dotation globale de fonctionnement en provenance de l'Etat**, perçue à hauteur de 5,850 milliards XPF (+0,3%).
- **la fiscalité**, réalisée à 4,784 milliards XPF, soit une diminution de -2,8% essentiellement sur les centimes additionnels aux droits d'enregistrement (-164,3 millions XPF) et sur les taxes à la nuitée (-60,8 millions XPF).
- **les dotations en provenance de la Nouvelle-Calédonie**, réalisées à hauteur de 2,202 milliards XPF soit une progression de 291,6 millions XPF.
Cette variation se compose notamment d'une augmentation de la participation au dispositif du minimum vieillesse (+657,9 millions XPF), compensée par une diminution des recettes sur les placements sociaux (-514,5 millions XPF) du fait d'un rattrapage exceptionnel qui a été opéré en 2012.

Les reports hors résultat s'établissent à 443,9 millions XPF dont 306,6 millions XPF au titre des dotations spécifiques de la Nouvelle-Calédonie répartis comme suit :

- entretien des cours d'eau → 127,7 millions XPF,
- entretien des routes territoriales → 85,4 millions XPF,
- placements sociaux → 53,0 millions XPF,
- PPIC → 38,0 millions XPF.

B. LES DEPENSES

La balance des dépenses en section de fonctionnement se présente comme suit :

		BUDGET 2013	CA 2013	Tx réal.	Reports	CA corrigé des reports	Tx corrigé
DEPENSES	Réels	46 325 613 771	42 579 166 570	91,9%	1 220 066 433	43 799 233 003	95%
	dette	702 420 000	475 370 745	67,7%	0	475 370 745	68%
	* (1)	47 028 033 771	43 054 537 315	91,6%	1 220 066 433	44 274 603 748	94%
	Mvts d'ordre	6 702 352 971	3 190 515 002				
		53 730 386 742	46 245 052 317				
(1) pour mémoire CA 2012							
		45 095 024 582	42 403 455 331	94,0%	830 642 707	43 234 098 038	96%
<i>dont dette</i>		<i>656 720 000</i>	<i>562 590 744</i>		<i>0</i>		

Les dépenses réelles hors emprunt s'établissent à **42,579 milliards XPF**, en progression de 738,3 millions XPF (+2%).

Le taux de réalisation corrigé s'affiche à 95% contre 96% l'exercice précédent.

Ces dépenses se répartissent sur les grands postes suivants :

- 18,897 milliards XPF au titre des charges de personnel et des élus, en augmentation de 266,0 millions XPF (+1%),
- 17,598 milliards XPF au titre des interventions en progression de 418,5 millions XPF (+2%),
- 4,434 milliards XPF au titre des subventions en progression de 108,7 millions XPF (+3%),
- 1,649 milliard XPF au titre du fonctionnement des services, en diminution de 54,9 millions XPF (-3%).

Sur 2013, les charges financières d'emprunts s'établissent à 475,4 millions XPF, en diminution de 87,2 millions XPF par rapport à 2012 (-16%).

Les reports hors résultat s'élèvent à 1,220 milliard XPF dont 93% de ces crédits concernent des interventions et subventions dans les domaines suivants :

- économie, emploi et formation professionnelle → 332,7 millions XPF,
- sécurité et ordre public → 235,0 millions XPF,
- santé et social → 197,4 millions XPF,
- aménagement et environnement → 153,3 millions XPF,
- enseignement → 134,1 millions XPF,
- administration générale → 88,1 millions XPF,
- culture, jeunesse, sports et loisirs → 73,2 millions XPF.

B - LES RESULTATS DE CLOTURE

CHAPITRE 1 - LE RESULTAT DE L'EXERCICE

□ En fonctionnement :

Le résultat de l'exercice s'élève à 4,954 milliards XPF. Complété du résultat antérieur placé en report à nouveau, le résultat est porté à 7,279 milliards XPF.

Sur cette section du budget l'équilibre des reports est déficitaire de - 776,0 millions XPF.

□ En investissement :

Le solde des émissions de titres et de mandats de l'exercice 2013 est arrêté à 1,302 milliard XPF. Complété du solde d'exécution reporté, le solde d'exécution arrêté à fin 2013 s'élève à -1,621 milliard XPF.

Sur cette section du budget, l'équilibre des reports est excédentaire de +267,4 millions XPF.

Au final, la section d'investissement présente un besoin de financement de 1,353 milliard XPF qu'il conviendra de couvrir par affectation d'une partie des 7,279 milliards XPF de résultat de fonctionnement.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2013 :	
Recettes réalisées :	51 199 217 198
Dépenses réalisées :	46 245 052 317
↓	
Résultat de l'exercice 2013 :	4 954 164 881
Résultat reporté (compte 002) :	2 324 845 546
RESULTAT :	7 279 010 427
<i>pour mémoire :</i>	
Restes à réaliser en recettes :	443 995 203
Restes à réaliser en dépenses :	1 220 066 433
Equilibre des reports :	-776 071 230

SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Opérations de l'exercice 2013 :	
Recettes réalisées :	16 828 718 001
Dépenses réalisées :	15 526 440 474
↓	
Solde des émissions d'investissement 2013 :	1 302 277 527
Solde d'exécution reporté (compte 001) :	-2 923 201 285
SOLDE D'EXECUTION :	-1 620 923 758
↓	
Restes à réaliser en recettes :	1 976 990 056
Restes à réaliser en dépenses :	1 709 534 511
Equilibre des reports :	267 455 545
Besoin de financement d'investissement :	-1 353 468 213

CHAPITRE 2 - L'AFFECTATION DU RESULTAT

En application de la M52, l'assemblée de province doit désormais décider de l'emploi du résultat excédentaire de la section de fonctionnement. Il doit être :

- affecté, en priorité, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement,
- et pour le solde, affecté, en excédent de fonctionnement reporté (ligne 002) ou en dotation complémentaire de la section d'investissement (compte 1068).

Pour l'exercice 2013, la province présente :

- un résultat de fonctionnement à affecter de 7 279 010 427 XPF,
- un besoin de financement de la section d'investissement de 1 353 468 213 XPF.

Conformément à l'instruction comptable M52, il est rappelé que pour la détermination du résultat à affecter, il n'est pas tenu compte des restes à réaliser de la section de fonctionnement.

Il est donc proposé :

- de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 1 353 468 213 XPF,
- de maintenir le solde en section de fonctionnement pour 5 925 542 214 XPF.

	RECETTES	DEPENSES
Investissement - compte 001 - Solde d'exécution reporté :		1 620 923 758
Investissement - compte 1068 - Excédent de fonctionnement capitalisé :	1 353 468 213	
Fonctionnement - compte 002 - Excédent de fonctionnement reporté :	5 925 542 214	

CHAPITRE 3 - LES RESSOURCES DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2014 ISSUES DE LA GESTION 2013

L'équilibre général au titre de la gestion 2013 présente un excédent de 5,149 milliards XPF détaillé ci-après :

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
Résultat cumulé	-1 620 923 758	7 279 010 427	5 658 086 669
Marge sur reports	267 455 545	-776 071 230	-508 615 685
Affectation	1 353 468 213	-1 353 468 213	0
Marge de manœuvre globale	0	5 149 470 984	5 149 470 984

Ainsi, au projet de budget supplémentaire 2014, les propositions d'inscriptions s'établiront comme suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	RECETTES	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES
RESULTAT DE GESTION				
Investissement - 001 Solde d'exécution reporté		1 620 923 758		
Investissement - 1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	1 353 468 213			
Fonctionnement - 002 Excédent de fonctionnement reporté			5 925 542 214	
REPORTS DE CREDITS				
Restes à réaliser	1 976 990 056	1 709 534 511	443 995 203	1 220 066 433
TOTAL GENERAL :	3 330 458 269	3 330 458 269	6 369 537 417	1 220 066 433
MARGE DE MANŒUVRE DU BS 2014	0		5 149 470 984	

TITRE I - L'EXECUTION BUDGETAIRE 2013 DETAILLEE

A - LES FINANCEMENTS

Les ressources de l'exercice 2013 s'élèvent à 68,027 milliards XPF dont 16,828 milliards XPF pour la section d'investissement et 51,199 milliards XPF pour la section de fonctionnement.

Elles sont composées des recettes réelles pour 64,344 milliards XPF et complétées des mouvements d'ordre pour 3,683 milliards XPF.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des ressources par nature et section pour les exercices 2012 et 2013.

	CA 2012			CA 2013			Variation
	INV	FONC	TOTAL	INV	FONC	TOTAL	
DOTATIONS LEGALES NC	2 021 032 802	33 789 142 166	35 810 174 968	2 187 299 427	36 568 912 296	38 756 211 723	8%
DOTATIONS LEGALES ETAT	1 071 876 700	5 833 428 061	6 905 304 761	1 074 859 278	5 849 729 524	6 924 588 802	0%
FISCALITE	0	4 920 602 406	4 920 602 406	0	4 784 717 236	4 784 717 236	-3%
EMPRUNTS	3 579 952 267	0	3 579 952 267	3 579 952 267	0	3 579 952 267	0%
DOTATIONS - OPC	543 400 387	119 641 752	663 042 139	2 281 217 884	131 301 003	2 412 518 887	264%
DOTATIONS NC	17 455 864	1 910 711 535	1 928 167 399	209 965 588	2 202 303 023	2 412 268 611	25%
MVTS FINANCIERS	228 261 867	283 121 690	511 383 557	1 355 187 665	269 048 465	1 624 236 130	218%
RECETTES DES SCES	0	914 108 268	914 108 268	77 155 142	978 728 944	1 055 884 086	16%
RECOUV. & PARTICIPATIONS DIV.	75 755 624	261 701 218	337 456 842	168 482 690	309 829 765	478 312 455	42%
DOTATIONS COMMUNES	105 750 000	73 731 327	179 481 327	75 000 000	83 382 511	158 382 511	-12%
DOTATIONS ETAT	2 617 057	20 430 385	23 047 442	0	2 774 000	2 774 000	-88%
RESULTAT	0	0	0	2 154 622 942	0	2 154 622 942	-
TOTAL DES MOUVEMENTS REELS	7 646 102 568	48 126 618 808	55 772 721 376	13 163 742 883	51 180 726 767	64 344 469 650	15%
MOUVEMENTS D'ORDRE	3 198 987 536	0	3 198 987 536	3 664 975 118	18 490 431	3 683 465 549	15%
TOTAL GENERAL	10 845 090 104	48 126 618 808	58 971 708 912	16 828 718 001	51 199 217 198	68 027 935 199	15%

CHAPITRE 1 - LES RECETTES REELLES

A. LES DOTATIONS LEGALES

1. Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie

Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie regroupent la Dotation Globale d'Equipelement (DGE NC) et la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF NC) définies respectivement par les articles 181-II et 181-I de la loi organique modifiée n° 99-209.

La DGE NC représente 4% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. 40% de cette assiette revient à la province Sud.

Sur l'exercice 2013, elle s'est élevée à **2,187 milliards XPF**, en augmentation de 166,3 millions XPF par rapport à 2012 (+8,2%). 1,985 milliard XPF se rapporte à la dotation primitive 2013 et 202,1 millions XPF concerne l'ajustement définitif 2012.

La DGF NC représente au minimum 51,5% des impôts, droits et taxes perçus au budget de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2003, cette quote-part a été portée à 53,5%.

Cette quote-part est ensuite répartie entre les trois provinces à concurrence de 50% pour la province Sud, 32% pour la province Nord et 18% pour la province des Iles.

Sur l'exercice 2013, elle s'est élevée à **36,569 milliards XPF**, en augmentation de 2,779 milliards XPF par rapport à 2012 (+8,2%). 33,189 milliards XPF se rapportent à la dotation primitive 2013 et 3,379 milliard XPF concerne l'ajustement définitif 2012.

2. Les dotations légales en provenance d'Etat

Les dotations légales en provenance de l'Etat regroupent la Dotation Globale de Construction et d'Equipelement des Collèges (DGCEC) et la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF Etat) définies respectivement par les articles 181-IV et 181-II de la loi organique modifiée n° 99-209.

La DGCEC est fixée annuellement par la loi de finances de l'Etat.

Pour 2013, elle s'est élevée à **1,075 milliard XPF**, en progression de 2,982 millions XPF (+0,3%).

La DGF Etat est fixée annuellement par la loi de finances de l'Etat. Elle évolue comme la dotation globale de fonctionnement versée aux collectivités métropolitaines.

Pour 2013, elle s'est élevée à **5,849 milliards XPF**, en progression de 16,3 millions XPF (+0,3%).

B. LA FISCALITE

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de **4,785 milliards XPF** en 2013, en diminution de 135,9 millions XPF par rapport à 2012 (-2,8%).

	BUDGET	CA	Reports	Tx exécution
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 500 000 000	1 562 457 310	0	104%
PATENTES	1 500 000 000	1 534 327 700	0	102%
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 400 000 000	1 148 664 695	0	82%
CONTRIBUTION FONCIERE	290 000 000	309 698 134	0	107%
TAXES NUIITEES	200 000 000	161 080 711	0	81%
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	60 000 000	68 488 686	0	114%
TOTAL GENERAL	4 950 000 000	4 784 717 236	0	97%

1. La taxe sur les communications téléphoniques

Instaurée en 2003, cette taxe a été fixée par la délibération APS n° 15-2003 du 17 juillet 2003 à 5 XPF par minute, soit le maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pour 2013, son rendement s'est élevé à **1,562 milliard XPF** contre 1,538 milliard XPF en 2012 soit +1,6%.

2. Les centimes additionnels aux patentes

En vigueur depuis 1990, ils étaient fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 15 centimes sur un maximum de 30 autorisé par le congrès jusqu'en 2009. Depuis 2010, ils ont été relevés à 30 centimes soit le maximum autorisé par délibération APS n°69-2009 du 29 décembre 2009.

Le rendement 2013 s'élève à **1,534 milliard XPF**, en progression de 39,0 millions XPF (+2,6%).

3. Les centimes additionnels aux droits d'enregistrement

Ils ont été créés à 10 centimes en 1990 par délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990.

Depuis 2007, ils ont été relevés à 20 centimes par délibération APS n° 01-07 du 26 février 2007 soit le montant maximum autorisé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Le rendement 2013 s'est élevé à **1,149 milliard XPF** contre 1,313 milliard XPF en 2012, en diminution de -164,3 millions XPF (-12,5%).

4. Les centimes additionnels à la contribution foncière

Créés en 1990, ils étaient fixés par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 10 centimes pour un plafond de 30 centimes autorisé. En 2010, ils ont été relevés à 30 centimes soit le maximum autorisé par délibération APS n°69-2009 du 29 décembre 2009.

Pour 2013, la recette s'est élevée à **309,7 millions XPF** en progression de 8,9 millions XPF (+3%).

5. La taxe à la nuitée des établissements hôteliers

Fixée par délibération de l'assemblée de province n°4-2002 du 9 janvier 2002, la taxe à la nuitée varie en fonction de la catégorie de l'hôtel qui est déterminée par le nombre d'étoiles.

Pour 2013, la recette s'est élevée à **161 millions XPF** en diminution de 60,8 millions XPF (-27,4%).

6. Les centimes additionnels aux licences de débit de boissons

Créés en 1990, leur taux a été fixé par la délibération modifiée APS n° 126-90 du 28 décembre 1990 à 50 centimes soit le montant maximum autorisé par le congrès.

Le rendement 2013 s'est élevé à **68,5 millions XPF** contre 51,3 millions XPF en 2012, en hausse de 17,2 millions XPF (+33,4%).

C. LES DOTATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Ces dotations représentent les participations de l'Etat et des communes dans le cadre :

- des contrats de développement (CD) 2006-2010 et 2011-2015,
- du contrat d'agglomération (CA) 2006-2010,
- du contrat de développement Province-Etat-Communes de l'Intérieur (CPEC) 2006-2010,
- de la Convention pour la Restructuration de l'Habitat Spontané (CRHS) 2011-2015.

Les recettes sur opérations contractualisées ont été réalisées à hauteur de **2,412 milliards XPF** dont :

- 2,281 milliards XPF en section d'investissement, soit une augmentation de +1,738 milliard XPF (+320%).
Au 31 décembre 2013, 1,653 milliard XPF de recettes sur opérations contractualisées sont reportés,
- 131,3 millions XPF en section de fonctionnement, soit une augmentation de +11,6 millions XPF (+10%).

Les perceptions par contrat, section et programme se présentent comme suit :

CONTRAT / GENERATION	INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		TOTAL GENERAL
	06-10	11-15	TOTAL	11-15	TOTAL	
CD	296 459 642	1 725 589 442	2 022 049 084	124 385 570	124 385 570	2 146 434 654
CA	148 463 416	0	148 463 416	0	0	148 463 416
CPEC	70 784 374	0	70 784 374	0	0	70 784 374
CRHS	0	39 921 010	39 921 010	6 915 433	6 915 433	46 836 443
Total général	515 707 432	1 765 510 452	2 281 217 884	131 301 003	131 301 003	2 412 518 887

PROGRAMME	INVESTISSEMENT					FONCTIONNEMENT			TOTAL GENERAL
	CD	CA	CPEC	CRHS	TOTAL	CD	CRHS	TOTAL	
HABITAT SOCIAL	1 269 637 818	0	0	39 921 010	1 309 558 828	0	6 915 433	6 915 433	1 316 474 261
RESEAU ROUTIER	408 993 686	129 176 726	0	0	538 170 412	0	0	0	538 170 412
ENSEIGNEMENT PRIVE	191 876 552	0	0	0	191 876 552	0	0	0	191 876 552
MEDICO-SOCIAL	117 014 326	0	0	0	117 014 326	0	0	0	117 014 326
EQUIPEMENT COMMUNAL	1 413 674	19 286 690	70 784 374	0	91 484 738	0	0	0	91 484 738
VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	0	0	0	0	0	52 500 000	0	52 500 000	52 500 000
INSERTION	0	0	0	0	0	30 000 000	0	30 000 000	30 000 000
INTERNATS	0	0	0	0	0	22 200 000	0	22 200 000	22 200 000
SANTE PUBLIQUE	19 894 919	0	0	0	19 894 919	0	0	0	19 894 919
EMPLOI	0	0	0	0	0	19 685 570	0	19 685 570	19 685 570
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	8 326 014	0	0	0	8 326 014	0	0	0	8 326 014
ENVIRONNEMENT	4 831 038	0	0	0	4 831 038	0	0	0	4 831 038
PATRIMOINE	61 057	0	0	0	61 057	0	0	0	61 057
Total général	2 022 049 084	148 463 416	70 784 374	39 921 010	2 281 217 884	124 385 570	6 915 433	131 301 003	2 412 518 887

1. L'habitat social

1,316 milliard XPF de participations de l'Etat au titre des opérations suivante :

- l'aide à l'habitat groupé, 714,4 millions XPF,
dont 456,8 millions XPF sur CD 11-15 et 257,6 millions XPF sur CD 06-10,
- l'aide à l'habitat individuel, 555,2 millions XPF,
dont 548,3 millions XPF sur CD 11-2015 et 6,9 millions XPF sur CD 06-10,
- la restructuration de l'habitat spontané, 46,8 millions XPF,
sur CRHS 11-15.

2. Les réseaux routiers

538,2 millions XPF de participations répartis sur les opérations suivantes :

- l'amélioration des conditions de circulation en entrée de ville, 483,9 millions XPF,
dont 364,8 millions XPF sur CD 11-15 et 119 millions XPF sur CA 06-10,
- la réfection de la RP 3 – route du Sud sur CD 11-15, 44,2 millions XPF,
- la réalisation de la voie médiane sur CA 06-10, 10,0 millions XPF.

3. L'enseignement privé

191,9 millions XPF de participations de l'Etat pour les travaux de mises aux normes et de rénovation des bâtiments des directions de l'enseignement privé dont 186,9 millions XPF sur CD 11-15 et 4,8 millions XPF sur CD 06-10.

4. Le médico-social

117,0 millions XPF de participations Etat au titre du CD 11-15 pour la construction du foyer de l'enfance et de la maison de la santé à Koutio, dont 116,3 millions XPF pour l'acquisition du foncier et 0,7 million XPF pour le lancement des études.

5. Les équipements communaux

91,5 millions XPF de participations au titre des opérations suivantes :

- le complexe sportif de Waho sur CPEC 06-10, 70,8 millions XPF,
- l'harmonisation des transports publics sur CA 06-10, 19,3 millions XPF,
- la restauration du fort de Teremba sur CD 06-10. 1,1 million XPF.

6. La vie scolaire et éducative

52,5 millions XPF de participations de l'Etat sur CD 11-15 au titre du soutien scolaire.

7. L'insertion

30,0 millions XPF au titre des chantiers de jeunes sur CD 11-15.

8. Les internats

22,2 millions XPF de participations de l'Etat, sur CD 11-15 au titre des opérations suivantes :

- le fonctionnement des internats d'excellence, 19,5 millions XPF,
- les études pour des centres éducatifs, 2,7 millions XPF.

9. La santé publique

19,9 millions XPF pour l'extension du centre médico-social de Boulari sur CD 2006-2010.

10. Les autres programmes

- l'emploi, 19,7 millions XPF,
pour la mise à disposition de personnels du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC) sur CD 11-15,
- les travaux pour tiers, 8,3 millions XPF,
dont 7,5 millions XPF pour l'amélioration de la circulation en entrée de ville sur CD 11-15,
- l'environnement, 4,8 millions XPF,
pour l'aménagement des sentiers de randonnée sur CD 06-10,
- le patrimoine, 0,06 millions XPF,
pour la fin de l'opération de toponymie kanak sur CD 06-10.

D. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Les dotations spécifiques versées par la Nouvelle-Calédonie ont été réalisées à hauteur de **2,412 milliards XPF** comprenant 209,9 millions XPF en investissement et 2,202 milliards XPF en fonctionnement. Les recettes 2013 sont réparties sur les programmes suivants :

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
MEDICO-SOCIAL	0	1 600 265 176	1 600 265 176
RESEAU ROUTIER	0	380 667 944	380 667 944
COLLEGES PUBLICS	150 000 000	0	150 000 000
SANTE PUBLIQUE	165 000	82 631 382	82 796 382
COURS D'EAU	45 521 000	45 729 000	91 250 000
ADMINISTRATION	0	36 481 691	36 481 691
ENVIRONNEMENT	1 137 240	21 651 395	22 788 635
EMPLOI	0	17 876 435	17 876 435
JEUNESSE	0	17 000 000	17 000 000
URBANISME	13 142 348	0	13 142 348
TOTAL GENERAL	209 965 588	2 202 303 023	2 412 268 611

- **MEDICO-SOCIAL** **1,600 milliard XPF,**
dont :
- 968,1 millions XPF au titre de la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif de minimum vieillesse pour l'aide aux personnes âgées dont 482,3 millions XPF au titre de 2012 et 485,7 millions XPF au titre de 2013,
- 599,7 millions XPF au titre des frais de placements des mineurs sous protection judiciaire dans les familles d'accueil et les foyers dont 104,7 millions XPF pour solde de l'exercice 2012 et 495,0 millions XPF au titre des acomptes 2013.
- **RESEAU ROUTIER** **380,7 millions XPF,**
dont :
- 317,7 millions XPF au titre du remboursement des travaux d'entretien de la voirie territoriale délégué à la province Sud par convention,
- 63,0 millions XPF au titre de la déprédation de voirie.
- **COLLEGES PUBLICS** **150,0 millions XPF,**
au titre du remboursement des travaux d'aménagement et d'équipements informatiques des collèges publics,
- **SANTE PUBLIQUE** **82,8 millions XPF,**
au titre de la participation de la Nouvelle Calédonie à la santé scolaire,
dont 32,0 millions XPF pour l'exercice 2012 et 50,6 millions XPF pour l'exercice 2013.
- **COURS D'EAU** **91,2 millions XPF,**
au titre de l'entretien des cours d'eau, délégué à la province Sud par convention.
75,0 millions XPF sont versés par l'Agence pour la Prévention et l'Indemnisation des Catastrophes Naturelles (APICAN) et 16,2 millions XPF sont versés par la Nouvelle-Calédonie,
- **ADMINISTRATION** **36,5 millions XPF,**
dont 24,4 millions XPF au titre des mises à disposition de personnels enseignants à l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle-Calédonie (IFMNC),
- **ENVIRONNEMENT** **22,8 millions XPF,**
au titre de la Taxe contre les Activités Polluantes (TAP)
relatives aux exercices 2008 à 2012,
- **EMPLOI** **17,9 millions XPF,**
au titre de la mise à disposition de personnels du programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC) en faveur d'associations à vocation sociale,

- **JEUNESSE** **17,0 millions XPF,**
 au titre du contrôle des Centres de Vacances et de Loisirs (CVL), délégué à la province Sud par convention.
- **URBANISME** **13,1 millions XPF.**
 au titre d'études de zones inondables sur des terrains appartenant à la Nouvelle-Calédonie.

E. LES MOUVEMENTS FINANCIERS

Les recettes ont été réalisées à hauteur de **1,624 milliard XPF** dont 1,355 milliard XPF en investissement et 269,0 millions XPF en fonctionnement.

Ces recettes sont décomposées comme suit par programmes et opérations :

- **PARTICIPATIONS FINANCIERES** **1,267 milliard XPF,**
 comprenant :
- le remboursement opéré par Promosud au titre des avances en comptes-courants d'associés, conformément aux dispositions de la convention modifiée n°216-06 du 12 mai 2008 1,000 milliard XPF,
 - les intérêts fixes, plafonnés et participatifs versés par la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) 265,5 millions XPF.
- **SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT** **210,8 millions XPF,**
 comprenant :
- le remboursement par la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) du fonds de soutien au secteur minier non utilisé, 111,6 millions XPF,
 - le reversement par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) du fonds de garantie de la province Sud (FGPS), 99,2 millions XPF.
- **HABITAT SOCIAL** **85,0 millions XPF,**
 concernant le remboursement des prêts accordés aux particuliers dans le cadre de l'accession au logement,
- **ADMINISTRATION** **61,2 millions XPF,**
 principalement le remboursement de créances dues par l'Etablissement Territorial de Formation Professionnelle des Adultes (ETFPA).

F. LES RECETTES DES SERVICES

Les recettes des services se sont élevées à **1,056 milliard XPF** dont 77,1 millions XPF en section d'investissement et 978,7 millions XPF en section de fonctionnement.

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
ADMINISTRATION	77 155 142	373 076 677	450 231 819
AIDE MEDICALE	0	432 272 815	432 272 815
SANTE PUBLIQUE	0	51 111 396	51 111 396
ENVIRONNEMENT	0	33 384 400	33 384 400
INTERNATS	0	23 306 507	23 306 507
SPORTS	0	20 958 000	20 958 000
JEUNESSE	0	19 649 220	19 649 220
RESEAU ROUTIER	0	12 235 732	12 235 732
STATIONS PROVINCIALES	0	8 245 361	8 245 361
MEDICO-SOCIAL	0	2 424 716	2 424 716
INFRASTRUCTURE AERIENNE	0	2 064 120	2 064 120
TOTAL GENERAL	77 155 142	978 728 944	1 055 884 086

1. L'administration

450,2 millions XPF de recettes concernant principalement les postes suivants :

- | | |
|---|---------------------|
| ▪ les locations d'immeubles, | 140,6 millions XPF, |
| ▪ les cessions de bâtiments, | 93,1 millions XPF, |
| ▪ les cessions et locations de terrains, | 84,1 millions XPF, |
| ▪ les redevances d'occupation du domaine public maritime, | 83,5 millions XPF, |
| ▪ la cession de matériels et mobiliers réformés, | 21,2 millions XPF, |
| ▪ les prestations du bureau de gestion agricole, | 12,6 millions XPF. |

2. L'aide médicale

432,3 millions XPF de recettes relatives au remboursement opéré par la CAFAT au titre du tiers-payant assuré par la province Sud dans le cadre de l'aide médicale gratuite.

3. La santé publique

51,1 millions XPF de recettes concernant principalement :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ la facturation de soins médicaux dispensés dans les structures provinciales, | 34,6 millions XPF, |
| ▪ les remboursements par la CAFAT des consultations réalisés au titre des longues maladies, de la prévention du VIH et de la tuberculose, | 15,2 millions XPF. |

4. L'environnement

33,4 millions XPF de recettes concernant :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ les droits d'entrée du parc zoologique et forestier, | 17,2 millions XPF, |
| ▪ les droits d'entrée du parc provincial de la Rivière Bleue, | 6,7 millions XPF, |
| ▪ l'aménagement et la gestion des sites terrestres, | 6,3 millions XPF, |
| ▪ les remboursements des frais d'enquêtes relatives aux Installations, Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), | 3,1 millions XPF. |

5. Les internats

23,3 millions XPF provenant de la gestion générale des internats tels la vente de matière et autres locations.

6. Les sports

20,9 millions XPF de recettes dont 15,1 millions XPF pour les participations aux stages organisés par le Centre des Activités Nautiques (CAN), 2,9 millions XPF pour la participation des particuliers aux camps de vacances et 2,8 millions XPF pour la location des installations du PLGC.

7. La jeunesse

19,6 millions XPF pour les hébergements au centre d'accueil permanent (CAP) de Poé.

8. Les autres programmes

24,9 millions XPF de recettes répartis sur les principaux programmes et opérations suivants :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ le réseau routier
dont 11,9 millions XPF pour la maîtrise d'ouvrage effectuée pour le compte des communes, | 12,2 millions XPF, |
| ▪ les stations provinciales,
dont 7,4 millions XPF pour la vente de bétail, | 8,2 millions XPF, |
| ▪ le médico-social au titre d'aides sociales indûment perçues, | 2,4 millions XPF, |
| ▪ les infrastructures aériennes,
pour la location des locaux de l'aéroport de l'île des Pins. | 2,0 millions XPF. |

G. LES RECOUVREMENTS ET PARTICIPATIONS DIVERSES

Les recouvrements et participations diverses se sont élevés **478,3 millions XPF** dont 168,5 millions XPF en investissement et 309,8 millions XPF en fonctionnement, répartis sur les programmes ci-après :

PROGRAMME	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
AIDE MEDICALE	0	153 064 373	153 064 373
HABITAT SOCIAL	72 722 788	11 572 412	84 295 200
ENVIRONNEMENT	44 425 855	31 508 602	75 934 457
ADMINISTRATION	5 239 774	46 498 334	51 738 108
EQUIPEMENT COMMUNAL	33 819 993	0	33 819 993
MEDICO-SOCIAL	0	15 185 156	15 185 156
INSERTION	0	14 868 151	14 868 151
CULTURE	0	10 939 283	10 939 283
EMPRUNTS	0	7 681 919	7 681 919
INFRASTRUCTURE AERIEENNE	0	7 303 405	7 303 405
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	6 452 901	0	6 452 901
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	4 236 149	0	4 236 149
ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	0	3 064 468	3 064 468
EMPLOI	0	2 496 125	2 496 125
MISSION CONDITION FEMININE	0	2 333 333	2 333 333
INSTITUTIONS	0	2 287 121	2 287 121
ZIZA-ZAC	1 384 008	0	1 384 008
AGRICULTURE	0	591 974	591 974
FORMATION	0	371 422	371 422
PATRIMOINE	147 000	0	147 000
SANTE PUBLIQUE	0	63 687	63 687
PECHE ET AQUACULTURE	43 717	0	43 717
COLLEGES PUBLICS	10 505	0	10 505
TOTAL GENERAL	168 482 690	309 829 765	478 312 455

Les huit premiers programmes regroupent près de 92% des réalisations et concernent les opérations suivantes :

- **L'AIDE MEDICALE** **153,1 millions XPF,**
dont 126,7 millions XPF en provenance des centres hospitaliers pour le remboursement d'un trop-perçu au titre de la dotation de fonctionnement 2012.
- **L'HABITAT SOCIAL** **84,3 millions XPF,**
comprenant notamment 67,4 millions XPF au titre de reversement sur des fins d'opérations d'aides à l'habitat individuel,
- **L'ENVIRONNEMENT** **75,9 millions XPF,**
dont 67,6 millions XPF de participations de la société VALE NC SAS dans le cadre du financement d'opérations prévues dans la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB),
- **L'ADMINISTRATION** **51,7 millions XPF,**
comprenant notamment 31,0 millions XPF au titre de rémunérations indûment perçues,
- **LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX** **33,8 millions XPF,**
dont 18,0 millions XPF de participations de la société VALE NC SAS dans le cadre du financement d'opérations prévues dans la Convention pour la Conservation de la Biodiversité (CCB) et 15,0 millions XPF de participations de l'ADEME aux opérations de gestion des déchets,
- **LE MEDICO-SOCIAL** **15,2 millions XPF,**
dont 11,6 millions XPF de reversement d'allocations non perçues,

- **L'INSERTION** **14,9 millions XPF,**
dont 7,4 millions XPF de reversement de trop-perçus au titre d'organisation de stages et chantiers de jeunes,
- **LA CULTURE** **10,9 millions XPF.**
au titre de reversement de subventions trop-perçus.

H. DOTATIONS DES COMMUNES

Les dotations perçues des communes s'élèvent à 158,4 millions XPF, dont 75,0 millions XPF en investissement et 83,4 millions XPF en fonctionnement décomposées comme suit par programmes et opérations :

- **LES EQUIPEMENTS COMMUNAUX** **75,0 millions XPF,**
au titre de la participation de la commune de Yaté à la réalisation du complexe sportif de Waho,
- **LA VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE** **72,0 millions XPF,**
au titre de la participation des communes à la location de matériel informatique dans le cadre de l'opération ODI2,
- **LA SANTE PUBLIQUE** **6,7 millions XPF,**
au titre de la participation de la Ville de Nouméa à des programmes d'insertions sociales,
- **LES TRANSPORTS PUBLICS** **4,7 millions XPF.**
au titre de la participation du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) à la gestion de la gare routière de Montravel.

I. LES DOTATIONS SPECIFIQUES DE L'ETAT

Les dotations spécifiques de l'Etat s'établissent à **2,8 millions XPF** dont 2,5 millions XPF au titre d'une participation à une étude sur les fourmis jaunes envahissantes au parc provincial de la rivière bleue.

J. L'AFFECTATION DU RESULTAT

En application des dispositions de l'instruction M52, dès lors que le solde d'exécution de la section d'investissement complété des reports présente un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit couvrir ce besoin de financement.

Conformément à ces dispositions, l'assemblée de province a affecté, par délibération n° 21-2013 du 20 juin 2013, une partie du résultat excédentaire de fonctionnement 2012 au financement de la section d'investissement.

Cette affectation se traduit par la constatation d'une recette de **2,154 milliards XPF** sur l'exercice 2013.

C'est le premier exercice qui porte une affectation du résultat de fonctionnement à hauteur de 2,154 milliards XPF.

CHAPITRE 2 – L'EMPRUNT

En 2013, **3,6 milliards XPF** de ressources externes d'emprunt ont été mobilisées pour financer les 13,6 milliards XPF de dépenses d'investissement directs soit 26% du plan de financement.

Les 3,6 milliards XPF d'emprunts mobilisés en 2013 ont été souscrits en 2012. Cet emprunt est contracté auprès de l'Agence Française de Développement (AFD) sur une durée de 15 ans et a été mobilisé sur la base d'un taux fixe de 2,05%.

CHAPITRE 3 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Au titre des mouvements d'ordre, deux catégories peuvent être établies :

- l'autofinancement qui constitue la part des recettes de fonctionnement disponibles pour financer les investissements,
- les autres mouvements d'ordre qui se caractérisent par des reclassements comptables au sein d'une même section.

Les mouvements d'ordre de l'exercice 2013 en recettes s'élèvent à **3,683 milliards XPF** dont 3,665 millions XPF en section d'investissement et 18,5 millions XPF en section de fonctionnement.

→ De section à section :

L'autofinancement est généré par des mouvements de dépenses de fonctionnement de **3,190 milliards XPF** composés de :

- 3,075 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements,
- 114,5 millions XPF au titre des cessions d'immobilisations.

→ Au sein de la section d'investissement :

Les autres mouvements d'ordre s'élèvent à 474,5 millions XPF en investissement dont 409 millions XPF au titre des apports en nature en faveur de l'opérateur forestier et 62,7 millions XPF au titre du reclassement des frais d'études, de recherches et de développement et frais d'insertion.

B - LES EMPLOIS

Les dépenses du compte administratif 2013 s'élèvent à **61,771 milliards XPF** dont 58,088 milliards XPF en mouvements réels.

En mouvements réels, 15,033 milliards XPF concerne la section d'investissement et 43,054 milliards XPF la section de fonctionnement.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des emplois par type de dépenses sur les exercices 2012 et 2013.

Type de dépenses	CA 2012			CA 2013			variation 13/12
	INV	FONC	TOTAL	INV	FONC	TOTAL	
Investissements directs	12 395 740 399		12 395 740 399	13 633 852 283		13 633 852 283	10%
Dépenses des services communs		20 335 140 365	20 335 140 365		20 546 172 126	20 546 172 126	1%
Interventions et Subventions HCD		21 505 724 222	21 505 724 222		22 032 994 444	22 032 994 444	2%
Dette	1 031 184 388	562 590 744	1 593 775 132	1 399 637 644	475 370 745	1 875 008 389	18%
Mouvements réels	13 426 924 787	42 403 455 331	55 830 380 118	15 033 489 927	43 054 537 315	58 088 027 242	4%
Mouvements d'ordre	7 036 945	3 191 950 591	3 198 987 536	492 950 547	3 190 515 002	3 683 465 549	15%
TOTAL	13 433 961 732	45 595 405 922	59 029 367 654	15 526 440 474	46 245 052 317	61 771 492 791	5%

12,774 milliards XPF de crédits de paiement sont financés sur autorisations de programme et d'engagement.

CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs comprennent l'ensemble des dépenses d'investissement à l'exception du remboursement en capital des emprunts.

Pour 2013, les investissements directs se sont élevés à 13,634 milliards XPF dont 85% sont financés sur autorisation de programme. Ces investissements directs sont en progression de +1,2 milliard XPF (+10%) par rapport à 2012 et représentent 23% des dépenses réelles.

Les réalisations sont réparties par fonction sur les exercices 2012 et 2013 comme suit :

→ Par fonction et type de dépenses :

FONCTION	CA 2012					CA 2013				
	Inv. provinciaux	Inv sur OPC (1)	Prog.non provinciaux	Mvts financiers	TOTAL	Inv. provinciaux	Inv sur OPC (1)	Prog.non provinciaux	Mvts financiers	TOTAL
4-SANTE-SOCIAL	86 924 904	1 605 858 544	457 344 832	0	2 150 128 280	87 147 723	1 747 703 619	624 793 568	0	2 459 644 910
2-ENSEIGNEMENT	1 675 668 854	250 153 326	93 084 560	0	2 018 906 740	1 617 664 308	317 519 777	184 974 427	0	2 120 158 512
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	928 875 584	588 757 569	0	0	1 517 633 153	1 400 551 455	695 257 801	0	0	2 095 809 256
10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX	0	1 067 932 451	882 364 482	0	1 950 296 933	0	740 134 760	1 314 379 024	0	2 054 513 784
0-EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE	2 212 485 343	0	30 000 000	100 000	2 242 585 343	1 557 327 135	0	30 000 000	64 803 768	1 652 130 903
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT PROFESSIONNELLE	629 234 581	0	503 649 585	12 000 000	1 144 884 166	856 809 654	0	559 408 691	80 000 000	1 496 218 345
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	491 352 430	48 888 368	406 734 429	0	946 975 227	490 342 014	0	667 583 332	0	1 157 925 346
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	238 970 914	2 506 667	68 250 147	0	309 727 728	361 944 153	0	80 544 485	6 000 000	448 488 638
11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE	0	0	114 602 829	0	114 602 829	0	78 400 000	65 937 589	0	144 337 589
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	0	0	0	0	4 625 000	0	4 625 000
TOTAL	6 263 512 610	3 564 096 925	2 556 030 864	12 100 000	12 395 740 399	6 371 786 442	3 579 015 957	3 532 246 116	150 803 768	13 633 852 283

(1) Investissement sur Opérations Contractualisées avec l'Etat, communes, autres tiers.

→ Par fonction et programmes :

N° prog	Libellé du programme	CA 2012	CA 2013	var.%
18	HABITAT SOCIAL	1 793 747 371	2 307 532 322	29%
19	MEDICO-SOCIAL	197 831 454	93 348 087	-53%
20	SANTE PUBLIQUE	141 980 685	47 863 422	-66%
01	ADMINISTRATION	16 568 770	10 901 079	-34%
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		2 150 128 280	2 459 644 910	14%
07	COLLEGES PUBLICS	1 611 279 577	1 716 689 155	7%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	249 317 211	316 319 777	27%
11	INTERNATS	157 714 590	85 920 929	-46%
01	ADMINISTRATION	595 362	1 228 651	106%
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		2 018 906 740	2 120 158 512	5%
21	RESEAU ROUTIER	1 498 949 807	2 049 587 286	37%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	8 502 336	34 558 324	306%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	4 593 750	11 663 646	154%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	5 587 260	0	-100%
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		1 517 633 153	2 095 809 256	38%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 950 296 933	2 054 513 784	5%
FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX		1 950 296 933	2 054 513 784	5%
01	ADMINISTRATION	2 242 585 343	1 652 130 903	-26%
FONCTION 0-EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE		2 242 585 343	1 652 130 903	-26%
38	TOURISME	489 742 005	605 255 702	24%
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	514 990 710	574 008 691	11%
27	ZIZA-ZAC	65 238 796	97 302 987	49%
40	STATIONS PROVINCIALES	46 626 292	89 083 831	91%
35	PECHE ET AQUACULTURE	20 592 903	88 761 954	331%
33	INSERTION	1 072 865	30 772 222	2768%
37	AGRICULTURE	4 899 796	8 630 937	76%
01	ADMINISTRATION	1 720 799	2 402 021	40%
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		1 144 884 166	1 496 218 345	31%
27	ZIZA-ZAC	375 000 000	647 500 000	73%
25	ENVIRONNEMENT	432 276 576	347 279 822	-20%
26	URBANISME	80 717 455	93 051 271	15%
29	AMENAGEMENT RURAL	45 388 211	42 779 978	-6%
23	COURS D'EAU	0	25 838 500	.
40	STATIONS PROVINCIALES	0	1 475 775	.
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	13 592 985	0	-100%
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		946 975 227	1 157 925 346	22%
15	SPORTS	183 023 940	255 830 085	40%
13	PATRIMOINE	104 139 366	121 622 346	17%
16	JEUNESSE	18 526 354	61 878 243	234%
14	CULTURE	600 000	8 570 000	1328%
01	ADMINISTRATION	3 438 068	587 964	-83%
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		309 727 728	448 488 638	45%
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	114 602 829	144 337 589	26%
FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE		114 602 829	144 337 589	26%
01	ADMINISTRATION	0	4 625 000	.
FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		0	4 625 000	.
TOTAL		12 395 740 399	13 633 852 283	10%

10,055 milliards XPF, soit 74% des investissements, ont été réalisés hors partenariat institutionnel (Etat ou communes sur financement HCD, CCB, CCA & GREEN).

La répartition par type de financement se présente comme suit (en millions de francs) :

Financement	HCD	CD	CRHS	CA	CPEC	PCI	CCB	CCA	TPSLN	GREEN	TOTAL
HCD	9 983,9						44,1	26,2		0,7	10 054,8
OPC		2 188,9	650,0	305,3	262,5	161,6	0,0	0,0	10,7	0,0	3 579,0
TOTAL	9 983,9	2 188,9	650,0	305,3	262,5	161,6	44,1	26,2	10,7	0,7	13 633,9

HCD : Hors Contrat de Développement

CD : Contrat de Développement Etat-Province Sud

CRHS : Convention Etat pour la Restructuration de l'Habitat Spontané

CA : Contrat Etat-Province Sud-Communes de l'agglomération

CPEC : Contrat Etat-Province Sud-Communes de l'intérieur

PCI : Programme d'investissements Province Sud-Communes de l'Intérieur

CCB : Convention pour la Conservation de la Biodiversité, en partenariat avec la société VALE NC SAS

CCA : Convention Cadre avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

TPSLN : Contrat commune de Thio - Province Sud - Société Le Nickel

GREEN : Gestion Raisonnée de l'Environnement et des Espaces Naturels, en partenariat avec l'ADECAL

A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **2,460 milliards XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

a. L'habitat social

2,307 milliards XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'aide à l'habitat groupé, 931,3 millions XPF,
dont 651 millions XPF sur CD 2006-2010 et 2011-2015, pour les aides à la pierre attribuées à la Société Immobilière de Calédonie (SIC), au Fonds Calédonien de l'Habitat (FCH) et la SEM AGGLO,
- l'aide à l'habitat individuel, 725,1 millions XPF,
dont 391 millions XPF sur CD 2011-2015, pour l'accession individuelle à la propriété,
- la restructuration de l'habitat spontané 650,0 millions XPF.
pour le site de « KAWATI » essentiellement.

b. Le secteur médico-social

93,3 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- la construction du foyer pour personnes âgées, sur CD 2011-2015, 40,4 millions XPF,
- la rénovation et l'équipement des foyers, 34,3 millions XPF,
principalement pour le foyer de Néméara,
- la construction du foyer pour jeunes travailleurs, sur CD 2011-2015, 7,3 millions XPF,
- les études pour le foyer de l'enfance à Koutio, 5,7 millions XPF,
- la participation à la réfection des structures d'associations, 4,1 millions XPF.

c. La santé publique

47,9 millions XPF répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'aménagement des centres médicaux, 29,4 millions XPF,
- le renouvellement du matériel médical, 11,4 millions XPF,
- l'extension du centre médico-social de Boulari, 5,7 millions XPF.

d. L'administration

10,9 millions XPF pour des travaux d'aménagement et l'acquisition de divers matériel et mobilier pour les directions.

B. L'ENSEIGNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **2,120 milliards XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

a. Les collèges publics

1,717 milliard XPF pour la construction et l'équipement des collèges publics comprenant principalement :

- la construction du collège de Dumbéa-sur-Mer 1, 905,4 millions XPF,
- les travaux d'aménagement dans divers collèges, 251,9 millions XPF,
dont 104,9 millions XPF pour de travaux de sécurité et d'hygiène et 57,3 millions XPF pour le renouvellement des équipements,
- l'extension du collège Jean FAYARD, 200,5 millions XPF,
- la dotation aux collèges pour l'acquisition d'équipements, 162,8 millions XPF,
- la poursuite des travaux de désamiantage dans les établissements, 39,0 millions XPF,
- l'installation de salles modulaires au collège de Koutio, 37,6 millions XPF,
- la poursuite des travaux de câblage informatique, 29,9 millions XPF,
- la rénovation des salles de sciences du collège de Bourail, 26,2 millions XPF,
- les études pour la construction du collège de Dumbéa-sur-Mer 2, 24,0 millions XPF.

b. L'enseignement privé

316,3 millions XPF pour la participation aux travaux de mise aux normes et de rénovation des établissements des directions de l'enseignement privés, financées sur CD 2011-2015.

c. Les internats

85,9 millions XPF au titre des internats comprenant :

- la rénovation, la sécurisation et l'équipement des internats provinciaux de La Foa et de Bourail, 61,6 millions XPF,
- l'aménagement et l'équipement des internats d'excellence, 23,5 millions XPF, dont 22,2 millions XPF pour les internats « Jeanne d'ALBRET » et « Darius VALDEN ».

d. L'administration

1,2 million XPF pour des travaux d'aménagement et l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions.

C. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **2,096 milliards XPF** répartis comme suit par programme et opérations :

a. Le réseau routier

2,050 milliards XPF de travaux sur la voirie provinciale, dont 695,2 millions XPF sur CD 2011-2015 et répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'amélioration des entrées de la Ville de Nouméa 894,4 millions XPF, comprenant notamment :
 - l'aménagement du carrefour RABOT, 324,4 millions XPF,
 - le renforcement de la chaussée de la voie express 1, 263,6 millions XPF,
 - l'échangeur de Ko We Kara, 197,7 millions XPF,
- la route provinciale n°1 – route du Sud, 427,2 millions XPF, dont 409,1 millions XPF pour la traversée de Boulari,
- les équipements d'exploitation et de sécurité routière, 114,4 millions XPF,
- la réfection de la RP 3 - desserte du Sud, 110,8 millions XPF,
- le renforcement des routes provinciales, réseau Sud, 102,9 millions XPF,
- la RP 18 – route de Sarraméa, 93,0 millions XPF, pour la réfection du radier Blivet,
- le renforcement des routes provinciales, réseau Nord, 59,9 millions XPF,
- la RP 10 – route de Petchikara, 57,0 millions XPF, pour l'élargissement du col,
- les travaux de reprise d'ouvrages d'assainissement, 41,3 millions XPF,
- la voie médiane, 36,3 millions XPF,
- la réfection des voiries du lotissement Le Calvaire, 22,0 millions XPF,
- la desserte des quartiers de Ducos, 21,2 millions XPF.

b. Les infrastructures aériennes

34,5 millions XPF pour l'aménagement et l'équipement des équipements aériens dont 30,9 millions XPF pour l'aéroport de l'Ile des Pins et 3,6 millions XPF pour l'aérodrome de Ouatom.

c. Les infrastructures portuaires

11,7 millions XPF pour l'aménagement et l'équipement des équipements portuaires dont 6,0 millions XPF pour l'entretien des wharfs et 5,6 millions XPF d'études pour la gare maritime de l'Ile des Pins.

D. L'EQUIPEMENT DES COMMUNES

La contribution provinciale aux programmes d'investissement des communes s'élève à **2,054 milliards XPF**, répartis subventions directes pour 1,575 milliard XPF et en travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée pour 479,4 millions XPF.

a. Le programme de subventions

Le tableau ci-dessous présente le détail par secteur et par financement.

SECTEUR	HCD	CA	CPEC	PCI	CCB	TPSLN	TOTAL
76-URBANISME, LOGEMENT ET ESPACES PUBLICS	225 065 796	37 394 621	33 115 292	6 718 429	0	0	302 294 138
73-GESTION DE L'EAU	4 657 500	0	170 514 551	0	0	0	175 172 051
71-GESTION DES DECHETS ET LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS	98 945 912	46 338 623	11 726 028	0	0	0	157 010 563
74-BIODIVERSITE, PROTECT*MARINE, PAYSAGES, AMENAG. FORESTIER	20 000 000	0	0	0	30 000 000	0	50 000 000
72-PRODUCTION ET MAITRISE DE L'ENERGIE	12 996 229	0	0	0	0	0	12 996 229
>> 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	361 665 437	83 733 244	215 355 871	6 718 429	30 000 000	0	697 472 981
81-INFRASTRUCTURES ET TRANSPORT TERRESTRE	71 291 946	118 781 931	7 433 124	131 908 662	0	0	329 415 663
83-INFRASTRUCTURES, TRANSPORT ET ACTIVITES NAVALS, FLUVIAUX	4 877 700	7 500 000	0	0	0	0	12 377 700
>> 8-TRANSPORT ET COMMUNICATION	76 169 646	126 281 931	7 433 124	131 908 662	0	0	341 793 363
10-SERVICES COMMUNS	227 850 000	0	0	0	0	0	227 850 000
11-POLICE	0	6 182 194	0	0	0	0	6 182 194
>> 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	227 850 000	6 182 194	0	0	0	0	234 032 194
32-SPORTS	23 000 000	3 920 000	39 151 715	16 989 781	0	0	83 061 496
31-CULTURE	31 497 500	8 607 747	600 000	1 000 000	0	0	41 705 247
38-AUTRES	6 000 000	0	0	0	0	10 716 094	16 716 094
>> 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	60 497 500	12 527 747	39 751 715	17 989 781	0	10 716 094	141 482 837
21-ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	0	73 035 968	0	5 000 000	0	0	78 035 968
>> 2-ENSEIGNEMENT	0	73 035 968	0	5 000 000	0	0	78 035 968
02-SERVICES GENERAUX	50 000 000	0	0	0	0	0	50 000 000
>> 0-ADMINISTRATION GENERALE	50 000 000	0	0	0	0	0	50 000 000
54-LOGEMENT SOCIAL	28 000 000	0	0	0	0	0	28 000 000
58-AUTRES	0	3 500 000	0	0	0	0	3 500 000
>> 5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	28 000 000	3 500 000	0	0	0	0	31 500 000
92-AGRICULTURE & PECHE - SECURITE SANITAIRE ALIMENTS & BIO SECURITE	800 000	0	0	0	0	0	800 000
>> 9-ECONOMIE	800 000	0	0	0	0	0	800 000
TOTAL	804 982 583	305 261 084	262 540 710	161 616 872	30 000 000	10 716 094	1 575 117 343

→ l'aménagement et l'environnement

697,5 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- l'urbanisme, le logement et les espaces publics, 302,3 millions XPF, dont 100 millions XPF pour le marché municipal de Boulari et 100 millions XPF pour l'acquisition d'un terrain destiné à la construction d'une gendarmerie à Dumbéa-sur-Mer,
- la gestion de l'eau, 175,2 millions XPF, pour l'adduction d'eau potable dans les communes de l'intérieur,
- la gestion des déchets, 157,0 millions XPF, dont 71,6 millions XPF pour la réhabilitation des décharges et 27,6 millions XPF pour l'extension de la station d'épuration de Tindu-Kaméré,
- la biodiversité et aménagements forestiers 50,0 millions XPF, pour l'aménagement des parcs du Mont Goumba et de la Dumbéa,
- la production et la maîtrise de l'énergie, 13,0 millions XPF, pour une participation à la réalisation du réseau électrique de Déva.

→ les transports et communication

341,8 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- l'aménagement des voiries communales, 329,4 millions XPF, comprenant 96,0 millions XPF pour les études et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transport en commun sur site propre (TCSP) et 45,1 millions XPF pour la remise en état des routes suite au passage du cyclone FREDa,
- les aménagements portuaires, 12,4 millions XPF.

→ la sécurité et l'ordre public

234,0 millions XPF de crédits dont 200,0 millions XPF pour les équipements de vidéo-surveillance et 27,8 millions XPF pour des aménagements de sécurité routière.

→ **la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs**

141,5 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- les équipements sportifs, 83,1 millions XPF,
dont 23,0 millions XPF pour la structure artificielle d'escalade,
- les équipements culturels, 41,7 millions XPF,
dont 15,5 millions XPF pour le musée de la seconde guerre mondiale
et 15,0 millions XPF pour l'équipement numérique des cinémas
de La Foa et de Bourail,
- le patrimoine, 16,7 millions XPF.
dont 10,7 millions XPF pour la réhabilitation du musée de la mine à Thio.

→ **les autres secteurs**

160,3 millions XPF de crédits décomposés comme suit :

- l'enseignement, 78,0 millions XPF,
dont 54,6 millions XPF pour le groupe scolaire de Paita Sud,
- l'administration, 50,0 millions XPF,
pour une participation aux infrastructures de la commune du Mont-Dore,
- le logement et l'habitat social, 31,5 millions XPF,
principalement pour des études,
- l'agriculture, 0,8 million XPF.

b. Le programme des maitrisés d'ouvrage délégués

Les opérations réalisées sous maîtrise d'ouvrage déléguée en faveur des communes s'élèvent à **479,4 millions XPF** répartis sur les opérations suivantes

Opérations pour tiers	Commune	secteur	DEPENSES	RECETTES (PM)
INSTITUT AUTISME	MONT-DORE	social	152 670 455	0
CS-RTE DES ARTIFICES-ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUD	NOUMEA	voirie	104 145 046	0
CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	toutes communes	enseignement	94 641 281	0
COMPLEXE SPORTIF DE WAHO	YATE	sports	37 006 935	145 784 374
EXTENSION DES PISTES DE TINA	NOUMEA	sports	26 444 522	0
COLLEGE FAYARD-INSTALLATIONS SPORTIVES	DUMBEA	sports	21 953 991	0
PLATEAU SPORTIF DU CALVAIRE	DUMBEA	sports	20 000 000	0
CONDUITE OPERATION - AEP ET ASSAINISSEMENT	toutes communes	aep-assainissement	9 072 000	0
CS-PAT-BATI-PROTECTION-ILE DES PINS	ILE DES PINS	patrimoine	7 927 500	0
CD/CS-FORT DE TERE MBA	MOINDOU	patrimoine	2 838 976	1 128 911
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	toutes communes	patrimoine	2 418 535	0
CD/CS-ROUTES COMMUNALES DU GRAND SUD	YATE	voirie	277 200	0
TOTAL			479 396 441	146 913 285

Les recettes proviennent :

- de l'Etat et de la commune de Yaté pour le complexe sportif de Waho au titre du CPEC 2011-2015,
- de l'Etat au titre du CD 2011-2015 pour le fort de Téremba.

E. L'EQUIPEMENT DE LA COLLECTIVITE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,652 milliard XPF** répartis sur les principales opérations suivantes :

a. Le centre administratif de la province Sud (CAPS)

531,3 millions XPF comprenant notamment :

- les travaux de construction, 297,8 millions XPF,
- l'acquisition de matériels et de mobilier, 131,6 millions XPF,
- le réseau et le matériel informatique spécifique au bâtiment, 100,0 millions XPF.

b. L'équipement informatique

311,4 millions XPF comprenant notamment :

- l'acquisition de micro-ordinateurs, de licences bureautiques et de matériels périphériques, 148,6 millions XPF,
dont 86,5 millions XPF sont destinés aux collèges publics,
- la mise à jour et le développement d'applications spécifiques à la collectivité, 97,9 millions XPF,
- le matériel et les logiciels nécessaires au fonctionnement et à la surveillance des réseaux, 64,8 millions XPF.

c. Le parc automobile

246,3 millions XPF de crédits pour l'acquisition et l'équipement de véhicules.

d. Le pôle technique

177,0 millions XPF pour l'acquisition du terrain destiné au futur pôle technique qui accueillera notamment les agents de la direction de l'Équipement (DEPS) et de la direction du Foncier et de l'Aménagement (DFA).

e. L'hôtel de la province Sud

66,1 millions XPF pour la réfection et divers aménagement du bâtiment.

f. Les créances immobilisées

61,0 millions XPF pour la constatation en créances d'une avance de trésorerie opérée en faveur de l'Etablissement Territorial de Formation Professionnelle des Adultes (ETFPA).

Un titre de recette d'un montant identique a été émis pour son recouvrement.

g. Les bâtiments provinciaux

60,4 millions XPF pour des travaux de réfection et d'aménagement des bâtiments provinciaux dont 17,1 millions XPF pour le câblage informatique des locaux de la Direction de l'Équipement (DEPS) et de la Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale (DPASS).

h. La délégation à la jeunesse

42,3 millions XPF pour l'aménagement et l'équipement des locaux de l'espace Jeunes.

i. Les logements

36,3 millions XPF de crédits dont 32,7 millions XPF pour les gros travaux d'entretien et de rénovation.

j. Les autres opérations

119,9 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ le renouvellement et l'acquisition de matériel de bureau et de mobilier, | 35,1 millions XPF, |
| ▪ la coopération régionale, | 30,0 millions XPF, |
| pour la réalisation d'une salle de sport sur l'île d'Espiritu Santo au Vanuatu, | |
| ▪ les études et travaux de construction de l'annexe de la Direction du Foncier et de l'Aménagement (DFA) à Ducos, | 20,0 millions XPF, |
| ▪ l'aménagement des locaux de la Direction de l'Équipement (DEPS), | 14,5 millions XPF, |
| ▪ la numérisation de données topographiques, | 8,7 millions XPF, |
| ▪ l'acquisition de données géographiques numériques, | 7,8 millions XPF, |
| ▪ l'annulation de titres de recettes émis à tort, | 3,8 millions XPF. |

F. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESIONNELLE

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,496 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

a. Le tourisme

605,2 millions XPF de crédits répartis comme suit :

→ **l'aménagement du domaine de Déva**

587,2 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- | | |
|--|---------------------|
| ▪ les travaux de voirie et de réseaux, | 412,9 millions XPF, |
| ▪ les travaux pour la desserte électrique, | 83,4 millions XPF, |
| ▪ les travaux d'irrigation, | 45,0 millions XPF. |

→ **les autres opérations**

18,0 millions XPF comprenant :

- | | |
|---|--------------------|
| ▪ les études pour le centre équestre de Déva, | 11,2 millions XPF, |
| ▪ les pistes VTT des boucles de Déva, | 4,1 millions XPF, |
| ▪ l'îlot Amédée, | 1,9 million XPF, |
| ▪ la gare maritime de l'Ile des pins, | 0,8 million XPF. |

b. Le soutien à l'investissement

574,0 millions XPF de crédits affectés sur les opérations suivantes :

- le Code des Aides pour le Soutien de l'Economie (CASE) 471,0 millions XPF,
pour des aides dans les secteurs suivants :
 - rural, 224,0 millions XPF,
 - industriel et commercial, 110,5 millions XPF,
 - maritime, 70,9 millions XPF,
 - tourisme, 65,6 millions XPF.
- le fonds d'amorçage « Sud Innovation » 80,0 millions XPF,
en partenariat avec la Banque Publique d'Investissement (BPI),
- le plan de soutien aux entreprises en difficulté pour les secteurs rural
et maritime, 23,0 millions XPF.

c. Les zones industrielles et artisanales

97,3 millions XPF de crédits pour l'extension de la zone industrielle de Ducos.

d. Les stations provinciales

89,1 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis, 59,2 millions XPF,
pour l'extension de biofabrique d'auxiliaires pour les cultures,
- la station zootechnique de Port-Laguerre, 27,5 millions XPF,
dont 21,4 millions XPF pour l'aménagement des stations bovine et
ovine-caprine,
- l'aménagement et l'équipement de la pépinière de Port-Laguerre 2,3 millions XPF.

e. La pêche et l'aquaculture

88,8 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- la technopole maritime, 60,0 millions XPF,
pour le financement du centre de sélection de la filière crevettes,
- l'aménagement de la station aquacole de Saint-Vincent, 26,7 millions XPF,
- la réalisation de dispositif de concentration de poissons (DCP), 2,1 millions XPF.

f. Les autres programmes

41,8 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- l'insertion, 30,8 millions XPF,
dont 29,1 millions XPF pour l'aménagement des locaux
de l'Ecole de la seconde chance,
- l'agriculture, 8,6 millions XPF,
dont 4,8 millions XPF pour le financement d'un carré de rodéo mobile
et 3,2 millions XPF d'acquisition de matériels techniques pour les services,
- l'administration, 2,4 millions XPF,
pour l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions.

G. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les dépenses de ce secteur s'élèvent à **1,158 milliard XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

a. Les zones industrielles et zones d'aménagement concerté

647,5 millions XPF versés à la Société d'Equipement de la Nouvelle-Calédonie (SECAL) au titre de la ZAC de Dumbéa-sur-mer comprenant :

- une subvention d'équilibre de l'opération, 600,0 millions XPF,
- la participation au transfert et à la réinstallation
de la Société Protectrice des animaux de Nouvelle-Calédonie (SPANC), 47,5 millions XPF.

b. L'environnement

347,3 millions XPF de crédits répartis comme suit par opérations :

→ **les aires aménagées du Grand Sud**

127,9 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement de l'îlot Casy en aire de camping, 101,6 millions XPF,
- l'aménagement des sites des Bois du sud et de la Netcha, 19,7 millions XPF.

→ **le parc zoologique et forestier**

74,8 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- la modernisation des installations, 41,0 millions XPF,
- la mise en valeur des lacs, 26,6 millions XPF.

→ **le parc provincial de la rivière bleue**

71,7 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement du parc, 39,9 millions XPF,
- la reconstruction d'un ouvrage de franchissement sur la rivière blanche, 13,5 millions XPF.

→ **la gestion des déchets**

31,9 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- une mission d'assistance à la structuration des filières de gestion des déchets organiques, 11,0 millions XPF,
- une étude sur le financement de la filière « Emballages » 8,4 millions XPF,
- une étude sur le coût des ordures ménagères, 3,6 millions XPF,
- une mission d'assistance à la structuration de la filière Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE), 3,2 millions XPF.

→ **les aires d'intérêts majeurs**

15,2 millions XPF de crédits pour l'aménagement des îlots, la pose de mouillage et de balises et l'acquisition de matériels.

→ **la surveillance des milieux naturels**

9,2 millions XPF de crédits pour l'entretien et l'équipement des unités de surveillance.

→ **les autres opérations**

16,4 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- les aires aménagées du Grand Nouméa, 7,2 millions XPF
pour la pose de balises maritimes principalement,
- la réserve du Cap N'Dua, 3,2 millions XPF,
- une cartographie des mangroves de l'agglomération de Nouméa, 2,6 millions XPF,
- l'acquisition de matériels techniques pour les services, 2,4 millions XPF,
- l'acquisition de matériels techniques pour les aires protégées aménagées, 0,8 million XPF.

c. L'urbanisme

93,0 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- le stockage des déchets inertes par endigage de la baie de Koutio, 57,0 millions XPF,
- les études sur les zones inondables, 30,7 millions XPF,
- les schémas provinciaux d'aménagement 3,3 millions XPF,
- les diagnostics de territoire 2,0 millions XPF.

g. Les autres programmes

70,1 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- l'aménagement rural, 42,8 millions XPF
dont 42,5 millions XPF pour la participation aux travaux de recherche d'eau,
- l'acquisition de gros matériel pour l'entretien des cours d'eau, 25,8 millions XPF,
- l'acquisition de matériels techniques pour la station de Port-Laguerre, 1,5 million XPF.

H. LA CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Les dépenses de ce secteur s'élevaient à **448,5 millions XPF** répartis principalement comme suit par programme et opérations suivantes :

a. Les sports

255,8 millions XPF de crédits répartis comme suit par opérations :

→ le golf de Tina

82,6 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- la réfection des pistes de cart, 39,9 millions XPF,
- les travaux de réfection des infrastructures, 21,1 millions XPF,
- les travaux d'assainissement, 12,7 millions XPF,
- l'acquisition de matériel, 6,0 millions XPF,
- la réfection du système d'arrosage, 2,7 millions XPF.

→ le centre des activités nautiques

61,7 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- la réalisation d'un bassin aquatique, 20,2 millions XPF,
- l'équipement en matériel nautique, 19,9 millions XPF,
- l'entretien des bâtiments et l'acquisition de divers matériels, 15,3 millions XPF,
- l'achèvement des travaux d'extension du centre 6,3 millions XPF.

→ les sentiers de randonnées

37,8 millions XPF de crédits dont 27,3 millions XPF pour l'aménagement des sentiers et 10,5 millions XPF pour la pose d'éco-compteurs.

→ les autres opérations

73,7 millions XPF de crédits répartis comme suit :

- les équipements sportifs en faveur des tiers, notamment des subventions aux comités et clubs sportifs pour l'acquisition de matériels pédagogiques et sportifs, 37,7 millions XPF
- l'aménagement et l'équipement du stade PLGC , 12,6 millions XPF,
- la remise en état des boucles de Netcha suite aux fortes pluies de juillet 2013, 12,5 millions XPF,
- l'acquisition de matériels sportifs pour les services, 7,2 millions XPF,
- le solde de la participation provinciale à la construction du village des jeux, 3,6 millions XPF.

b. Le patrimoine

121,6 millions XPF de crédits répartis comme suit par opérations :

→ la conservation et la sauvegarde du patrimoine

35,6 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les aides à la sauvegarde des bâtiments classés, 24,5 millions XPF,
- la participation à l'aménagement du musée de l'histoire maritime, 7,7 millions XPF,
- la réalisation d'une servitude au camp BRUN, 2,2 millions XPF.

→ le château HAGEN

30,7 millions XPF de crédits dont 29,3 millions XPF pour des travaux de réhabilitation et 1,4 million XPF pour l'acquisition de matériel et mobilier.

→ les autres opérations

55,3 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- l'aménagement de la boulangerie de Nouville, 23,8 millions XPF,
- les travaux de sécurisation du foyer wallisien de Magenta, 7,2 millions XPF,
- la réalisation de panneaux de valorisation des monuments historiques, 7,1 millions XPF,
- la réhabilitation des bâtiments de l'anse N'Du, 4,9 millions XPF,
- la restauration des vestiges du patrimoine bâti de l'île de Pins, 4,4 millions XPF,
- les travaux de réfection et les équipements de Ko Wé Kara, 2,9 millions XPF,
- l'acquisition d'objets et œuvres d'art, 2,4 millions XPF.

c. La jeunesse

61,9 millions XPF de crédits pour l'extension, l'aménagement et l'équipement du centre d'accueil permanent de Poé.

d. Les autres programmes

9,2 millions XPF comprenant :

- la culture 8,6 millions XPF,
5,0 millions XPF d'études pour la réhabilitation des locaux de la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) et 3,6 millions XPF d'études pour la réalisation d'un site internet dans le cadre de la promotion culturelle,
- l'administration, 0,6 million XPF.
pour l'acquisition de matériel et mobilier pour les directions.

I. LES MAITRISES D'OUVRAGES DELEGUEES

Ce programme regroupe l'ensemble des investissements réalisés sous maîtrise d'ouvrage provinciale réalisée pour le compte de personnes de droit public ou privé, hors commune.

A l'achèvement des travaux, le bilan de l'opération doit être équilibré. Cet équilibre se fait généralement par une subvention d'investissement qui représente ainsi la contribution provinciale définitive.

Les réalisations 2013 s'élèvent à **144,3 millions XPF**, répartis sur les opérations suivantes :

Opérations	secteur	DEPENSES	RECETTES (PM)
ENTREE DE VILLE-ACCESS & SECURIS.BASSIN	voirie	78 400 000	7 500 000
REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	environnement	43 672 725	4 236 149
ILOT LEPREDOUR	environnement	6 612 500	0
ENTRETIEN DES COURS D'EAU	cours d'eau	5 475 450	45 521 000
LAND ART	culture	2 405 535	0
CHAPELLE DE OUARA	patrimoine	2 371 278	0
VALORISATION BAIE DE PRONY	tourisme	1 755 600	0
PAT BATI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	patrimoine	1 338 003	0
RENOVATION DU FOYER N'GEA	social	1 008 383	0
SITE D'ESCALADE DE TEREKA	sports	997 500	0
HYDRAULIQUE AGRICOLE	aménagement rural	300 615	0
EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS	sports	0	826 014
TOTAL		144 337 589	58 083 163

a. L'amélioration de la circulation en entrée de ville

78,4 millions XPF pour la construction d'un bâtiment en faveur de l'association bouddhique, en compensation de la cession d'un terrain destiné à la réalisation d'une liaison VDE-RP14 financée sur CD 11-15,

b. La réhabilitation des sites dégradés

43,7 millions XPF dont 18,0 millions XPF pour le site du Cap N'Dua et 4,8 millions XPF pour la montagne des sources.

c. Les autres opérations

22,2 millions XPF réparties comme suit :

- la réhabilitation des pistes de l'îlot Leprédour, 6,6 millions XPF,
- l'entretien des cours d'eau, 5,5 millions XPF,
- l'opération « LAND ART », 2,4 millions XPF
pour la réalisation d'œuvres sur des mines en cours de réhabilitation,
- la restauration de la chapelle d'Ouara, 2,4 millions XPF,
- les études pour le projet de valorisation de la baie de Prony, 1,7 million XPF,
- la réalisation de panneaux pour la valorisation des monuments historiques, 1,3 million XPF,
- la rénovation du foyer pour personnes âgées de N'Géa, 1,0 million XPF.

J. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC

4,6 millions XPF pour une subvention à la Société Nationale de Sauvetage en Mer (SNSM) destinée à l'acquisition de matériels pour la station de sauvetage de Thio.

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES DES SERVICES COMMUNS

Les dépenses des services communs regroupent les dépenses de personnel et des élus ainsi que le fonctionnement des services. Sur 2013, les dépenses des services communs s'élèvent ainsi à **20,546 milliards XPF** répartis comme suit par postes et par programme.

Programme	CA 2012			CA 2013		
	Personnel et Elus	Fonc des services	TOTAL	Personnel et Elus	Fonc des services	TOTAL
ADMINISTRATION	18 191 636 875	1 704 435 488	19 896 072 363	18 456 877 116	1 649 449 662	20 106 326 778
INSTITUTIONS	439 068 002	0	439 068 002	439 845 348	0	439 845 348
TOTAL	18 630 704 877	1 704 435 488	20 335 140 365	18 896 722 464	1 649 449 662	20 546 172 126

A. LES REMUNERATIONS ET CHARGES AFFERENTES

Les dépenses 2013 relatives aux rémunérations et charges s'élèvent à **18,896 milliards XPF** et se répartissent comme suit :

- **18,456 milliards XPF** au titre de la rémunération des agents et des charges annexes,
- **439,8 millions XPF** au titre des élus provinciaux.

1. La rémunération des agents et les dépenses annexes

18,456 milliards XPF de dépenses concernant notamment :

- les rémunérations et les charges sociales pour les agents titulaires et non titulaires, 17,621 milliards XPF,
- les rémunérations et charges des remplaçants d'instituteurs, 353,3 millions XPF,
- les rémunérations et charges des remplaçants divers, 234,6 millions XPF,
- la formation du personnel provincial, 167,7 millions XPF, comprenant notamment :
 - la cotisation à l'Institut de Formation à l'Administration Publique (IFAP), 133,2 millions XPF,
 - les formations spécifiques hors IFAP, 28,4 millions XPF.
- les frais communs 79,6 millions XPF, comprenant notamment :
 - le fonds d'insertion professionnelle des personnes handicapées, 22,6 millions XPF,
 - les frais de transports de personnels et de bagages, 20,5 millions XPF,
 - les frais relatifs aux accidents du travail, 2,2 millions XPF,
 - la médecine du travail, 1,5 millions XPF,
 - les annonces relatives aux avis de vacances de postes 1,0 million XPF.

La répartition par fonction, chapitre et direction des dépenses de personnel se présente comme suit :

Fonction	Chapitre	Directions	masse salariale	remplaçants	autres dép. de personnel	TOTAL	répartition
0-ADMINISTRATION GENERALE	930	DJA-DFI-DFA-DRH-DSI	2 229 879 228	234 675 587	247 356 760	2 711 911 575	15%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 272 972 784	353 392 301	0	9 626 365 085	52%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DSL	462 073 008	0	0	462 073 008	3%
4-SANTÉ-SOCIAL	934 / 935	DASS-DL	2 731 954 130	0	0	2 731 954 130	15%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 353 684 665	0	0	1 353 684 665	7%
7-AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DENW	629 628 569	0	0	629 628 569	3%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEPS	941 260 084	0	0	941 260 084	5%
TOTAL			17 621 452 468	588 067 888	247 356 760	18 456 877 116	100%

Les crédits relatifs aux remplaçants d'instituteurs sont affectés à la fonction 2-Enseignement et ceux concernant les remplaçants divers à la fonction 0-Administration générale.

2. Les indemnités des élus et les dépenses annexes

439,8 millions XPF de dépenses concernant

- les indemnités et les charges sociales des élus, 400,8 millions XPF,
- les frais de transports et les indemnités liés aux missions, 38,9 millions XPF.

B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Les dépenses relatives au fonctionnement des services s'établissent à **1,649 milliard XPF**, réparties sur les postes suivants :

OPERATION	CA 2013
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	765 681 260
ADMINISTRATION GENERALE	386 356 387
PARC AUTOMOBILE	144 602 925
CENTIMES ADDITIONNELS	129 927 808
LOGEMENTS	67 995 163
TITRES ANNULES	55 651 705
TELECOMMUNICATIONS - LIGNES SPECIALISEES	24 363 892
HELICOPTERE	20 918 483
CHARGES DIVERSES	53 952 039
TOTAL	1 649 449 662

1. L'entretien du patrimoine

765,6 millions XPF de crédits concernant principalement :

- les locations de bâtiments, 142,1 millions XPF,
- les dépenses d'électricité, 104,8 millions XPF,
- les frais de gardiennage, 131,9 millions XPF,
dont 77,9 millions XPF pour la protection du personnel et 54 millions XPF pour la surveillance des bâtiments provinciaux.

- les frais de nettoyage des locaux, 76,3 millions XPF,
- la maintenance des logiciels informatiques, 57,3 millions XPF,
- les locations de biens mobiliers, 36,9 millions XPF,
- les travaux d'entretien des bâtiments, 36,5 millions XPF,
- la maintenance des matériels informatique et bureautique, 34,5 millions XPF,
- les charges locatives et de copropriété, 34,4 millions XPF.

2. L'administration générale

386,3 millions XPF de crédits concernant principalement :

- les frais de télécommunications, 99,8 millions XPF,
- les frais de voyages, de déplacement et de missions, 97,1 millions XPF,
- les fournitures administratives, 33,5 millions XPF,
- les frais d'honoraires et de conseils, 22,3 millions XPF,
- les prestations de services, 15,6 millions XPF,
- les frais d'actes et contentieux, 13,3 millions XPF,
- la documentation générale et technique, 10,7 millions XPF.

3. Le parc automobile

144,6 millions XPF de crédits concernant principalement :

- les locations de véhicules en longue durée, 53,3 millions XPF,
- le carburant, 50,7 millions XPF,
- l'entretien des véhicules, 25,4 millions XPF,
- les primes d'assurances, 7,8 millions XPF.

4. Les centimes additionnels

129,9 millions XPF pour les frais de collecte des centimes additionnels reversés à la Nouvelle-Calédonie.

5. Les logements

67,9 millions XPF de crédits comprenant notamment :

- les locations, 40,1 millions XPF,
- l'entretien des bâtiments, 11,4 millions XPF,
- les charges locatives et de copropriété, 11,2 millions XPF.

6. Les charges diverses

154,8 millions XPF de crédits comprenant notamment :

▪ les titres annulés,	55,6 millions XPF,
▪ les lignes spécialisées pour les liaisons informatiques et l'accès à internet,	24,3 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien de l'hélicoptère,	20,9 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien des foyers,	13,9 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien de Ko We Kara,	13,5 millions XPF,
▪ le versement de dommages-intérêts,	10,5 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien du stade PLGC,	5,9 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien de l'îlot Amédée,	4,2 millions XPF,
▪ l'indemnité de gestion du trésorier,	2,9 millions XPF,
▪ le fonctionnement et l'entretien des centres de soins,	2,6 millions XPF,
▪ les remises gracieuses,	0,1 million XPF.

La répartition par fonction, chapitre et directions de l'ensemble des dépenses communes est présentée dans le tableau ci-dessous.

Fonction	Chapitre	Directions	masse salariale	remplaçants	Institutions (Elus)	autres dép. de personnel	Fonc. des services	TOTAL	répartition
0-ADMINISTRATION GENERALE	930	DJA-DFI-DFA-DRH+DSI	2 229 879 228	234 675 587	439 845 348	247 356 760	1 223 609 602	4 375 366 525	21%
2-ENSEIGNEMENT	932	DES	9 272 972 784	353 392 301	0	0	207 033 418	9 833 398 503	48%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	933	DC-DBL	462 073 008	0	0	0	100 436 581	562 509 589	3%
4-SANTE-SOCIAL	934 / 935	DASS-DL	2 731 954 130	0	0	0	60 992 933	2 792 947 063	14%
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT ^o PROFESSIONNELLE	939	DDR-DEFE	1 353 684 665	0	0	0	33 123 189	1 386 807 854	7%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	937	DEPS	629 628 569	0	0	0	23 316 896	652 945 465	3%
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	938	DEW	941 260 084	0	0	0	937 043	942 197 127	5%
TOTAL			17 621 452 468	588 067 888	439 845 348	247 356 760	1 649 449 662	20 546 172 126	100%

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Les dépenses d'interventions et de subventions s'élèvent à **22,033 milliards XPF** dont 80% au titre des interventions et 20% au titre des subventions hors contrat.

Le secteur de la santé, de la protection et de l'action sociale représente 49% des dépenses, suivi des secteurs de l'économie, emploi, formation (18%) et de l'enseignement (16%).

L'ensemble des dépenses se répartissent sur les secteurs suivants :

FONCTION	CA 2012			CA 2013		
	Interventions	Subventions HCD(1)	TOTAL	Interventions	Subventions HCD(1)	TOTAL
4-SANTE-SOCIAL	9 426 398 402	915 333 275	10 341 731 677	9 806 106 548	969 095 345	10 775 201 893
6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT ^o PROFESSIONNELLE	1 693 398 831	1 877 880 792	3 571 279 623	1 894 702 295	2 023 297 326	3 907 999 621
2-ENSEIGNEMENT	3 675 321 137	61 117 703	3 736 438 840	3 461 284 090	85 275 160	3 546 559 250
8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 599 176 824	9 660 795	1 608 837 619	1 459 793 547	5 861 830	1 465 655 377
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	210 457 305	600 681 551	811 138 856	283 190 001	704 372 555	987 562 556
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	379 426 268	496 181 090	875 607 358	401 814 629	367 137 199	768 951 828
0-ADMINISTRATION GENERALE	196 141 553	364 548 696	560 690 249	301 980 256	146 683 663	448 663 919
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	0	132 400 000	132 400 000
TOTAL	17 180 320 320	4 325 403 902	21 505 724 222	17 598 871 366	4 434 123 078	22 032 994 444

(1) subventions hors contrat de plan

80%	20%	100%	80%	20%	100%
-----	-----	------	-----	-----	------

répartis comme suit par mode de gestion

- hors autorisation d'engagement	16 727 980 773	4 323 403 902	21 051 384 675	16 796 384 357	4 115 306 492	20 911 690 849
- sur autorisation d'engagement	452 339 547	2 000 000	454 339 547	802 487 009	318 816 586	1 121 303 595

FONCTION- PROGRAMME		CA 2012			CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
17	AIDE MEDICALE	5 918 575 336	0	5 918 575 336	6 175 077 310	0	6 175 077 310	57%
19	MEDICO-SOCIAL	3 209 444 550	473 764 919	3 683 209 469	3 256 105 543	520 050 274	3 776 155 817	35%
18	HABITAT SOCIAL	75 320 403	406 635 000	481 955 403	94 154 574	406 013 000	500 167 574	5%
20	SANTE PUBLIQUE	205 822 881	28 606 306	234 429 187	267 634 040	33 632 071	301 266 111	3%
42	MISSION CONDITION FEMININE	17 235 232	6 327 050	23 562 282	13 135 081	9 400 000	22 535 081	0%
FONCTION4-SANTE-SOCIAL		9 426 398 402	915 333 275	10 341 731 677	9 806 106 548	969 095 345	10 775 201 893	100%
38	TOURISME	229 234 399	769 259 985	998 494 384	271 470 129	769 023 983	1 040 494 112	27%
31	EMPLOI	749 589 143	0	749 589 143	845 036 716	0	845 036 716	22%
33	INSERTION	345 971 556	251 130 863	597 102 419	402 774 948	259 010 000	661 784 948	17%
37	AGRICULTURE	140 097 364	434 266 162	574 363 526	157 927 561	470 290 157	628 217 718	16%
39	EXPANSION GENERALE	24 470 430	236 750 000	261 220 430	26 438 504	294 068 531	320 507 035	8%
36	FORMATION	103 544 361	132 330 500	235 874 861	84 695 646	166 952 985	251 648 631	6%
35	PECHE ET AQUACULTURE	78 929 847	54 143 282	133 073 129	77 396 252	63 951 670	141 347 922	4%
40	STATIONS PROVINCIALES	19 655 449	0	19 655 449	18 733 427	0	18 733 427	0%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	1 906 282	0	1 906 282	229 112	0	229 112	0%
FONCTION6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT° PROFESSIONNELLE		1 693 398 831	1 877 880 792	3 571 279 623	1 884 702 295	2 023 297 326	3 907 999 621	100%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 313 718 375	0	1 313 718 375	1 301 059 060	0	1 301 059 060	37%
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 407 111 342	0	1 407 111 342	1 160 662 560	0	1 160 662 560	33%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	288 787 058	10 198 000	298 985 058	350 248 726	23 963 680	374 212 406	11%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	254 283 183	50 919 703	305 202 886	258 698 658	61 311 480	320 010 138	9%
07	COLLEGES PUBLICS	265 640 000	0	265 640 000	262 999 999	0	262 999 999	7%
11	INTERNATS	145 781 179	0	145 781 179	127 615 087	0	127 615 087	4%
FONCTION2-ENSEIGNEMENT		3 675 321 137	61 117 703	3 736 438 840	3 461 284 090	85 275 160	3 546 559 250	100%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	889 255 277	4 999 870	894 255 147	708 835 454	5 861 830	714 697 284	49%
21	RESEAU ROUTIER	646 701 158	0	646 701 158	683 833 598	0	683 833 598	47%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	61 646 553	4 660 925	66 307 478	60 387 521	0	60 387 521	4%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	1 573 836	0	1 573 836	6 736 974	0	6 736 974	0%
FONCTION8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		1 599 176 824	9 660 795	1 608 837 619	1 459 793 547	5 861 830	1 465 655 377	100%
14	CULTURE	70 779 834	216 982 300	287 762 134	93 533 849	220 802 000	314 335 849	32%
16	JEUENESSE	56 137 267	161 017 344	217 154 611	81 782 293	228 116 755	309 899 048	31%
15	SPORTS	68 933 903	150 520 981	219 454 884	84 220 966	177 872 300	262 093 266	27%
13	PATRIMOINE	14 606 301	72 160 926	86 767 227	23 600 893	77 581 500	101 182 393	10%
01	ADMINISTRATION	0	0	0	52 000	0	52 000	0%
FONCTION3-CULTURE, JEUENESSE ET SPORTS, LOISIRS		210 457 305	600 681 551	811 138 856	283 190 001	704 372 555	987 562 556	100%
25	ENVIRONNEMENT	299 108 390	231 840 700	530 949 090	347 402 971	184 789 686	532 192 657	69%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	9 787 482	112 340 390	122 127 872	11 922 985	180 047 513	191 970 498	25%
23	COURS D'EAU	60 177 896	0	60 177 896	26 046 160	0	26 046 160	3%
26	URBANISME	10 339 000	152 000 000	162 339 000	16 442 513	2 300 000	18 742 513	2%
01	ADMINISTRATION	13 500	0	13 500	0	0	0	0%
FONCTION7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		379 426 268	496 181 090	875 607 358	401 814 629	367 137 199	768 951 828	100%
02	INSTITUTIONS	184 902 805	9 500 000	194 402 805	290 094 725	12 550 000	302 644 725	67%
01	ADMINISTRATION	11 238 748	355 048 696	366 287 444	11 885 531	134 133 663	146 019 194	33%
FONCTION0-ADMINISTRATION GENERALE		196 141 553	364 548 696	560 690 249	301 980 256	146 683 663	448 663 919	100%
01	ADMINISTRATION	0	0	0	0	132 400 000	132 400 000	100%
FONCTION1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		0	0	0	0	132 400 000	132 400 000	100%
TOTAL		17 180 320 320	4 325 403 902	21 505 724 222	17 598 871 366	4 434 123 078	22 032 994 444	

A. LA SANTE, LA PROTECTION ET L'ACTION SOCIALE

Les réalisations s'élèvent à 10,775 milliards XPF répartis comme suit par programme :

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
17	AIDE MEDICALE	6 175 077 310	0	6 175 077 310	57%
19	MEDICO-SOCIAL	3 256 105 543	520 050 274	3 776 155 817	35%
18	HABITAT SOCIAL	94 154 574	406 013 000	500 167 574	5%
20	SANTE PUBLIQUE	267 634 040	33 632 071	301 266 111	3%
42	MISSION CONDITION FEMININE	13 135 081	9 400 000	22 535 081	0%
FONCTION4-SANTE-SOCIAL		9 806 106 548	969 095 345	10 775 201 893	100%

1. L'aide médicale

Les dépenses d'aide médicale s'élèvent à 6,175 milliards XPF, composés des postes suivants :

- liquidations de dépenses sous mandat CAFAT, 3,663 milliards XPF,
- les dotations globales de financement des centres hospitaliers, 2,008 milliards XPF,
- les avances à la CAFAT au titre des soins externes du Centre Hospitalier Territorial (CHT) Gaston Bourret, 190,9 millions XPF,
- les conventions CHT-CHS au titre des moyens séjours, 153,9 millions XPF,
- les frais de gestion CAFAT, 120,0 millions XPF,
- les soins externes du Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) Albert Bousquet, 30,0 millions XPF.

2. Le secteur médico-social

3,776 milliards XPF de dépenses répartis sur les principales opérations suivantes :

- l'aide aux personnes âgées 1,277 milliard XPF,
avec notamment :
 - les aides à domicile au titre du dispositif de minimum vieillesse, 1,127 milliard XPF,
 - les divers frais de placement, 130,2 millions XPF,
 - le dispositif « Sociatel », 8,8 millions XPF,
 - les aides pour le maintien à domicile, 5,7 millions XPF.

Concernant le minimum vieillesse, le montant de l'aide 2012 était de 85.000 XPF par mois pour une personne seule et 130.000 XPF par mois pour un couple.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, cette aide est passée à 86.445 XPF pour une personne seule et 132.210 XPF pour un couple.

Ainsi, sur 2013, l'augmentation de la dépense de 69 millions XPF est due, d'une part à la revalorisation annuelle du montant de l'aide de +1,7% au 1^{er} janvier 2013, conformément à l'indice de cherté de vie et d'autre part, à l'accroissement du nombre de bénéficiaires.

En effet, en 2012, la moyenne mensuelle de bénéficiaires était de 1605 personnes. Sur 2013, cette moyenne est passée à 1722 bénéficiaires soit +7%.

Il est à noter que, sur l'exercice 2013, cette dépense est associée à une recette de 968,1 millions XPF.

- l'aide aux personnes handicapées, 1,168 milliard XPF,
dont 1,165 milliard XPF au titre du fonds pour le handicap et 3,3 millions XPF pour le dispositif « Sociatel ».

Le fonds pour le handicap a été créé par la loi de pays n° 2009-2 du 7 janvier 2009. Ce régime comprend :

- une allocation personnalisée, réservée aux personnes adultes en situation de handicap,
- une aide à l'hébergement,
- une aide à l'accueil de jour,
- une aide à l'accompagnement de vie,
- une aide aux familles pour frais supplémentaires,
- une aide au transport.

Conformément à l'article 30 de la loi de pays susvisée, le financement de ces aides est assuré par une contribution des provinces en faveur de la Nouvelle-Calédonie. En contrepartie, la province Sud ne verse plus d'aides directes aux personnes handicapées.

- l'aide aux enfants assistés 547,8 millions XPF,
avec notamment :
 - les frais d'hébergement, 210,3 millions XPF,
 - la rémunération et les charges sociales des familles d'accueil, 145,6 millions XPF,
 - les aides éducatives à domicile, 68,9 millions XPF,
 - les frais de placement familial, 68,1 millions XPF,
 - les frais de transport, 20,9 millions XPF,
 - les frais de placement dans les foyers, 10,2 millions XPF.
- les subventions aux associations et organismes 520,1 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'association l'Accueil, 79,7 millions XPF,
 - l'association d'entraide sociale Foyer Béthanie, 72,0 millions XPF,
 - l'ASAMAD, 62,7 millions XPF,
 - l'association gestionnaire Les Manguiers, 35,7 millions XPF,
 - l'instance de coordination gérontologique, 34,0 millions XPF,
 - l'association ACSMS – Le refuge, 24,6 millions XPF,
 - l'association les Bois Noirs, 22,0 millions XPF,
 - l'association Valentin HAUY – Groupe NC, 21,5 millions XPF.

○ l'association de Réintégration des Anciens Prisonniers,	21,0 millions XPF,
○ l'association Pass Citoyen pour la carte sénior,	21,0 millions XPF,
○ l'OPASS Sud,	20,5 millions XPF,
○ l'association pour la surdité,	13,0 millions XPF,
○ l'association calédonienne d'aide aux personnes âgées,	10,7 millions XPF.
▪ les diverses aides à la famille, avec notamment :	194,8 millions XPF,
○ les aides à l'entrée et au maintien dans les logements,	90,3 millions XPF,
○ les aides de première nécessité,	46,8 millions XPF,
○ les aides au transport,	30,4 millions XPF,
○ les aides à la garderie,	10,7 millions XPF,
○ les aides diverses à l'insertion,	9,8 millions XPF.
▪ les vacances et les charges sociales afférentes,	39,6 millions XPF,
▪ les frais de fonctionnement des foyers provinciaux dont 10,2 millions XPF pour les dépenses alimentaires.	24,7 millions XPF.

3. L'habitat social

500,1 millions XPF de dépenses répartis sur les opérations suivantes :

▪ les subventions aux associations et organismes avec les principaux bénéficiaires suivants :	406,0 millions XPF,
○ le Fonds Social de l'Habitat (FSH), au titre de l'aide au logement,	353,2 millions XPF,
○ la participation au fonctionnement de la Maison de l'Habitat,	52,7 millions XPF.
▪ les aides directes aux logements avec notamment :	45,8 millions XPF,
○ les aides au titre du protocole unique,	21,2 millions XPF,
○ les aides à l'accès et au maintien dans les logements du parc public,	17,6 millions XPF,
○ les aides à l'accès et au maintien dans les logements du parc privé,	6,9 millions XPF.
▪ les frais de gestion des aides individuelles à l'habitat par la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI),	22,3 millions XPF.

4. La santé publique

301,2 millions XPF pour les principales opérations suivantes :

▪ l'achat de produits pharmaceutiques et de vaccins destinés aux centres médico-sociaux,	106,5 millions XPF,
▪ le fonctionnement des centres médico-sociaux, dont 28,9 millions XPF pour les honoraires médicaux et 9,6 millions XPF pour les dépenses d'alimentation,	51,0 millions XPF,
▪ les vacances et les charges sociales afférentes,	39,4 millions XPF,
▪ les subventions dont 8,7 millions XPF pour l'association d'Aide Volontaire aux Evacués Calédoniens (AVEC) et 8,2 millions XPF versés à l'Agence Sanitaire et Sociale de Nouvelle-Calédonie au titre du programme Addictologie,	33,6 millions XPF,
▪ la participation aux fonds de compensation de dépistage et de prévention en santé publique,	31,2 millions XPF,
▪ le fonctionnement du Centre Médical Polyvalent (CMP), principalement pour des frais d'analyses,	15,8 millions XPF,
▪ les frais de transport et de destruction des déchets infectieux et la blanchisserie des vêtements des structures sanitaires,	14,7 millions XPF,

- les actions d'éducation sanitaire, 3,9 millions XPF,
- le fonctionnement de la Protection Maternelle Infantile (PMI), du Centre Médico-Scolaire (CMS) et du Centre de Conseil Familial (CCF), 2,1 millions XPF.

5. La mission à la condition féminine

22,5 millions XPF de crédits pour le fonctionnement de la Maison de la Femme, les campagnes d'information et l'organisation de manifestations et d'événementiels.

B. L'ECONOMIE, L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les réalisations s'élèvent à 3,907 milliards XPF répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
38	TOURISME	271 470 129	769 023 983	1 040 494 112	27%
31	EMPLOI	845 036 716	0	845 036 716	22%
33	INSERTION	402 774 948	259 010 000	661 784 948	17%
37	AGRICULTURE	157 927 561	470 290 157	628 217 718	16%
39	EXPANSION GENERALE	26 438 504	294 068 531	320 507 035	8%
36	FORMATION	84 695 646	166 952 985	251 648 631	6%
35	PECHE ET AQUACULTURE	77 396 252	63 951 670	141 347 922	4%
40	STATIONS PROVINCIALES	18 733 427	0	18 733 427	0%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	229 112	0	229 112	0%
FONCTION6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE		1 884 702 295	2 023 297 326	3 907 999 621	100%

1. Le tourisme

1,040 milliard XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes, 769,0 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - le GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud, 682,5 millions XPF,
 - les points I d'information touristique, 47,1 millions XPF,
 - l'office du tourisme de Nouméa et de la province Sud, 22,9 millions XPF,
 - le syndicat des activités nautiques touristiques, 7,3 millions XPF,
 - l'association We Ce Ca, 5,9 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement du caisson hyperbare, 2,0 millions XPF.
- le domaine de Déva 165,3 millions XPF,
dont 131,9 millions XPF au titre des honoraires et conseils
pour l'aménagement du domaine,
- diverses interventions dans le domaine touristique 102,1 millions XPF,
comprenant :
 - la participation au fonctionnement de l'aquarium des lagons, 66,0 millions XPF,
 - diverses études et enquêtes, 14,7 millions XPF,
 - le classement, la labellisation et l'accompagnement des hôtels, gîtes et campings, 16,1 millions XPF.

2. L'emploi

845,0 millions XPF de dépenses sur les opérations suivantes notamment :

- le Programme Provincial d'Insertion Citoyenne (PPIC), 716,2 millions XPF,
dont 23,0 millions XPF au titre du soutien scolaire financé sur CD
2011-2015 et 4,6 millions XPF au titre de la formation,
- les contrats emploi-formation, 64,6 millions XPF,
- les évaluations en milieu professionnel, 20,4 millions XPF,
- les contrats à destination des personnes handicapées, 19,2 millions XPF,
- l'aide à la mobilité, 14,1 millions XPF.

3. L'insertion

661,7 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes, 259,0 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la Mission d'Insertion des Jeunes (MIJ), 207,8 millions XPF,
pour son fonctionnement et ses actions,
 - l'association « Active », 39,2 millions XPF,
pour les chantiers d'insertion et ses actions diverses,
 - l'association « L'accueil », 10,0 millions XPF,
pour son fonctionnement.

- la réalisation de chantiers de jeunes, 130,0 millions XPF,
dont 40,3 millions XPF sur CD 2011-2015 (AE 33-11-4),
- les opérations de Développement Social Urbain (DSU)
sur CA 2011-2015 (AE 33-11-6), 118,2 millions XPF,
- la réalisation de stages d'insertion SAFIR (Stages d'Aide à la
Formation et à l'Insertion), 85,9 millions XPF,
- les frais de scolarité ainsi que les indemnités,
frais de transport et d'hébergement liés à des actions d'insertion , 66,5 millions XPF.

4. L'agriculture

628,2 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes 470,2 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la Chambre d'Agriculture de Nouvelle-Calédonie
pour l'aide aux engrais 2012 et 2013, 130,9 millions XPF,
 - l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA), 81,6 millions XPF,
 - les subventions exceptionnelles aux producteurs et éleveurs,
pour l'achat de semences de maïs et de pâturages améliorés, 74,6 millions XPF,
 - l'Agence de Développement Economique de la
Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour la technopole
ressources terrestre, 52,5 millions XPF,
 - l'aide à l'organisation de courses hippiques, 35,3 millions XPF,
 - l'Association Bio Calédonia, 17,5 millions XPF,
 - l'UPRA équine, 13,0 millions XPF,
 - le comité d'organisation de la foire de Bourail, 7,2 millions XPF.

- le fonctionnement de l'Institut Agronomique Calédonien (IAC)
sur CDI 2011-2015, 75,0 millions XPF,

- les frais communs relatifs au secteur agricole, 34,7 millions XPF,
dont 25,5 millions XPF pour la chirurgie vétérinaire des animaux de rente
et de travail,
- la protection sociale des exploitants agricoles, 31,3 millions XPF,
- diverses études et actions dans le domaine agricole 16,6 millions XPF.
dont 9,8 millions XPF pour des études et des analyses de données
géographiques relatives aux exploitations agricoles.

5. L'expansion générale

320,5 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions, 294,1 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la Maison de la Nouvelle-Calédonie, 103,0 millions XPF,
 - les subventions aux radios associatives, 46,0 millions XPF,
 - l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique, 35,0 millions XPF,
 - l'association « Nouméa centre-ville », 17,6 millions XPF,
 - l'Agence de Développement Economique de la
Nouvelle-Calédonie (ADECAL), 13,7 millions XPF,

- l'association des professionnels des énergies renouvelables (SYNERGIE),
au titre des grappes d'entreprises, 13,2 millions XPF,
 - la Plate-Forme d'Initiatives Locales (PFIL), 12,0 millions XPF,
 - l'Association des professionnels de la Collecte, du Traitement et du Recyclage des Déchets (ACOTRED)
au titre des grappes d'entreprises, 7,6 millions XPF,
 - la mesure de continuité territoriale, 7,2 millions XPF,
 - l'Association des professionnels de la Maintenance industrielle Durable (AMD) au titre des grappes d'entreprises, 7,2 millions XPF.
- divers honoraires, 15,7 millions XPF,
portant notamment sur des travaux d'assistances et conseils sur les relations industrielles avec les groupes et opérateurs miniers (8,2 millions XPF)
et sur l'accueil des paquebots (7,4 millions XPF),
 - divers frais d'études et de recherches, 6,7 millions XPF.
pour la mise en place de filière dans les secteurs de l'agro-alimentaire,
du bois et des services à la personne.

6. La formation

251,6 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions , 166,9 millions XPF,
principalement pour le fonctionnement de l'Ecole de la seconde chance,
- l'organisation de stages de formation, 78,2 millions XPF,
- les actions de formation du CA 2011-2015 (AE 36-11-3), 3,7 millions XPF,
- les frais communs relatifs à la formation, 2,6 millions XPF.

7. La pêche et l'aquaculture

141,3 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions , 63,9 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'Etablissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA) 22,5 millions XPF,
au titre de la filière crevettes,
 - l'aide à l'exploitation des pêcheurs professionnels, 19,8 millions XPF,
 - les aquaculteurs-producteurs de juvéniles d'holothuries, 10,0 millions XPF,
 - le groupement des fermes aquacoles , 8,0 millions XPF,
 - l'IFREMER, 2,6 millions XPF.
au titre de la filière crevettes.
- la participation à l'Agence de Développement Economique de la Nouvelle-Calédonie (ADECAL) pour le technopôle sur CI 2011-2015, 52,5 millions XPF,
- diverses études dans le domaine de l'aquaculture, 20,7 millions XPF.
dont 14,3 millions XPF au titre de l'appui de l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) à la recherche aquacole.

8. Le fonctionnement des stations provinciales

18,7 millions XPF concernant :

- la station zootechnique de Port-Laguerre, 10,1 millions XPF,
- la pépinière de Port-Laguerre, 5,6 millions XPF,
- la station maraîchère et horticole de Saint-Louis, 2,8 millions XPF.

9. Le programme « Participations financières »

0,2 million XPF de dépenses concernant le paiement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 13,25 % sur les dividendes et jetons de présence versés par la SAVEXPRESS pour 1,7 million XPF.

C. L'ENSEIGNEMENT

Les réalisations s'élèvent à **3,546 milliards XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HD	TOTAL	
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 301 059 060	0	1 301 059 060	37%
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 160 662 560	0	1 160 662 560	33%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	350 248 726	23 963 680	374 212 406	11%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	258 698 658	61 311 480	320 010 138	9%
07	COLLEGES PUBLICS	262 999 999	0	262 999 999	7%
11	INTERNATS	127 615 087	0	127 615 087	4%
FONCTION2-ENSEIGNEMENT		3 461 284 090	85 275 160	3 546 559 250	100%

1. L'enseignement privé

1,301 milliard XPF de crédits en application des conventions relatives aux dotations de fonctionnement établies avec les directions de l'enseignement privé.

Ces crédits se répartissent au profit des bénéficiaires suivants :

- la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique (DDEC), 1,241 milliard XPF,
- l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (ASEE), 59,8 millions XPF.

2. Les allocations d'enseignement

1,160 milliard XPF de dépenses décomposées comme suit par opérations :

- ➔ 607,5 millions XPF au titre des bourses décomposés comme suit :
 - les bourses de demi-pension dans les cantines communales, 499,3 millions XPF,
 - les bourses d'internat, 71,1 millions XPF,
 - les bourses de pensions et demi-pension dans les internats provinciaux, 24,0 millions XPF,
 - les bourses d'externat, 13,0 millions XPF.

- ➔ 296,8 millions XPF au titre du dispositif de gratuité des pensions et demi-pensions décomposés comme suit :
 - la gratuité des demi-pensions, 259,9 millions XPF,
 - la gratuité des pensions , 36,8 millions XPF.

- ➔ 256,2 millions XPF d'allocations diverses décomposés comme suit :
 - les allocations spéciales de rentrée scolaire, 170,8 millions XPF,
 - la participation aux frais de transports, 64,4 millions XPF,
 - la participation à la location des manuels scolaires, 20,9 millions XPF.

3. L'enseignement supérieur

374,2 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les bourses pour les études hors de la Nouvelle-Calédonie, 148,4 millions XPF,
- les aides aux étudiants non boursiers, 56,4 millions XPF,
- les frais de transports, 32,1 millions XPF,
- une subvention à la Maison de la Nouvelle-Calédonie à Paris, 23,9 millions XPF, dont 12,5 millions XPF pour la prise en charge des étudiants admissibles et admis à l'Institut des Etudes Politiques (IEP),
- diverses actions en faveur des étudiants, 23,5 millions XPF, comprenant :
 - la couverture sociale des étudiants, 12,1 millions XPF,
 - l'accompagnement social et le suivi pédagogiques des étudiants boursiers, 11,3 millions XPF.

- les allocations de rentrée, 17,2 millions XPF,
- les bourses d'excellence, 15,6 millions XPF,
- les prix d'encouragement à la recherche, 14,8 millions XPF,
- les bourses pour les études en Nouvelle-Calédonie, 14,6 millions XPF,
- les aides aux logements, 6,7 millions XPF,

- la prise en charge des intérêts des emprunts contractés par les étudiants, 6,7 millions XPF,
- les prix d'excellence, 6,0 millions XPF,
- les aides forfaitaires aux étudiants en BTS, 3,9 millions XPF.

4. La vie scolaire et éducative

320,0 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- la location de matériel informatique pour les écoles primaires dans le cadre de l'opération « Développement de l'Internet » (ODI), 167,1 millions XPF,
- les actions de soutien scolaire sur CD 2011-2015 (AE 12-11-3), 70,0 millions XPF,
- les subventions, 61,3 millions XPF,
dont 33,8 millions XPF pour le soutien scolaire et 19,1 millions XPF pour les projets d'actions éducatives,
- les frais communs, 20,7 millions XPF,
dont 9,9 millions XPF pour les frais de transport au titre des sorties scolaires et 5,9 millions XPF pour les récompenses des bacheliers ayant obtenu une mention.

5. Les collèges publics

262,9 millions XPF pour la participation aux charges de fonctionnement des collèges publics.

6. Les internats

127,6 millions XPF comprenant

- les dépenses alimentaires, 60,9 millions XPF,
- le fonctionnement général, 41,7 millions XPF,
- le fonctionnement des internats d'excellence sur CD 2011-2015 (AE 11-11-5), 24,8 millions XPF.

D. LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les réalisations s'élèvent à **1,465 milliard XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HD	TOTAL	
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	708 835 454	5 861 830	714 697 284	49%
21	RESEAU ROUTIER	683 833 598	0	683 833 598	47%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	60 387 521	0	60 387 521	4%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	6 736 974	0	6 736 974	0%
FONCTIONS-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		1 459 793 547	5 861 830	1 465 655 377	100%

1. Le transport public terrestre

714,7 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- la participation au fonctionnement du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) au titre de l'exercice 2013, 692,0 millions XPF,
- la participation à la mise en place de l'Autorité Organisatrice des Transports (AOT) dans le cadre du CA 2011-2015, 10,3 millions XPF,
- le fonctionnement de la gare routière de Montravel, 6,4 millions XPF,
- le fonctionnement de la ligne de transport interurbain entre Nouméa et Yaté, 5,8 millions XPF.

2. Le réseau routier

683,8 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- l'entretien du réseau de voirie provinciale, 438,6 millions XPF,
- l'entretien du réseau de voirie territoriale, sous maîtrise d'ouvrage déléguée et financé intégralement par la Nouvelle-Calédonie, 229,6 millions XPF,
- la réparation des infrastructures de voirie suite aux accidents, 15,5 millions XPF.

3. Les infrastructures aériennes

60,3 millions XPF pour les postes suivants :

- le fonctionnement de l'aérodrome de l'Ile des Pins, 52,0 millions XPF,
dont 39,2 millions XPF pour la gestion déléguée et 3,6 millions XPF

- pour une certification de l'aérodrome aux normes internationales,
- l'entretien de l'aérodrome de Poé, 4,3 millions XPF,
- l'entretien de l'aérodrome de Ouatom, 3,9 millions XPF.

4. Les infrastructures portuaires

6,7 million XPF de dépenses pour l'entretien des wharfs de l'îlot Maître et de l'île des Pins notamment.

E. LA CULTURE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS

Les réalisations s'élèvent à 987,5 millions XPF répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
14	CULTURE	93 533 849	220 802 000	314 335 849	32%
16	JEUNESSE	81 782 293	228 116 755	309 899 048	31%
15	SPORTS	84 220 966	177 872 300	262 093 266	27%
13	PATRIMOINE	23 600 893	77 581 500	101 182 393	10%
01	ADMINISTRATION	52 000	0	52 000	0%
FONCTION3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		283 190 001	704 372 555	987 562 556	100%

1. La culture

314,3 millions XPF de dépenses répartis sur les deux volets suivants :

- les subventions aux associations et organismes culturels 220,8 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - la bibliothèque Bernheim, 43,0 millions XPF,
 - le Conservatoire de Musique de Nouvelle-Calédonie, 42,0 millions XPF,
 - les aides à la production audiovisuelle et cinématographique, 32,8 millions XPF,
 - le théâtre de l'île, 23,0 millions XPF,
 - l'Agence de Développement de la Culture Kanak, 14,0 millions XPF,
 - l'aide à diverses associations œuvrant dans le domaine culturel, 7,8 millions XPF,
 - l'association « le Chapito » de Nouvelle-Calédonie, 7,5 millions XPF,
 - l'aide à la création de compagnies professionnelles de théâtre, 6,7 millions XPF,
 - l'école de cirque, 6,5 millions XPF,
 - la maison du livre, 6,2 millions XPF,
 - l'association « le Mouv », 3,2 millions XPF.
- diverses animations culturelles, 24,5 millions XPF, dont 11,4 millions XPF pour l'organisation du festival culturel à Déva et 1,7 million XPF au titre de diverses animations par une harmonie musicale,
- la création et la diffusion de la musique, 14,1 millions XPF, dont 5,3 millions XPF au titre de la prestation des « Voix du Sud »,
- les formations artistiques, 13,2 millions XPF, dont 9,8 millions XPF au titre des bourses d'enseignement artistiques,
- la création et la diffusion de cultures urbaines, 10,9 millions XPF, dont 8,5 millions XPF pour l'organisation d'une sélection de danseurs
- la création et la diffusion audiovisuelle 8,0 millions XPF, comprenant notamment :
 - l'opération « Un été au ciné », 2,4 millions XPF,
 - l'opération « Collège au cinéma », 1,7 million XPF,
 - l'opération « Ciné Sud », 1,5 million XPF.
- les actions du bureau d'accueil de tournage, 6,0 millions XPF,

dont 2,4 millions XPF pour l'entretien de la machinerie,

- diverses animations culturelles en faveur du public spécifiques, 5,0 millions XPF.
dont 4,1 millions XPF pour la mise en place de divers ateliers artistiques.

2. La jeunesse

309,9 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes 228,1 millions XPF,
comprenant notamment :
 - l'aide aux vacances en faveur des enfants défavorisés, 86,6 millions XPF,
 - l'aide aux associations pour l'organisation de centres de vacances et de loisirs et d'actions de formation, 65,8 millions XPF,
 - le fonctionnement des organismes conventionnés, 36,2 millions XPF,
dont 21,0 millions XPF pour la Fédération des Œuvres Laïques (FOL) et 9,7 millions XPF pour l'association des villages de Magenta,
 - l'association Pass Citoyen au titre du dispositif de la carte jeune, 30,0 millions XPF.
- le fonctionnement du centre d'accueil permanent de Poé, 56,2 millions XPF,
- l'organisation de la journée et de la conférence en faveur de la jeunesse, 17,6 millions XPF.

3. Les sports

262,0 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes sportifs 177,8 millions XPF,
comprenant notamment :
 - le soutien aux associations et clubs sportifs, 61,3 millions XPF,
 - le soutien aux mini-jeux de Wallis et Futuna, 24,0 millions XPF,
 - l'aide à l'organisation de manifestations sportives, 23,0 millions XPF,
 - l'aide exceptionnelle aux associations, 16,5 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement du comité olympique et sportif sud, 9,0 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement de la ligue calédonienne de golf, 8,0 millions XPF,
 - la participation au fonctionnement de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), 6,5 millions XPF,
 - le soutien au comité provincial Sud de football, 6,0 millions XPF,
 - l'aide aux déplacements extérieurs des sports collectifs, 3,5 millions XPF.
- l'entretien des sentiers de randonnées, 28,0 millions XPF,
- diverses actions directes en faveur du sport, 24,3 millions XPF,
dont 7,9 millions XPF pour l'organisation de camps sportifs et 4,3 millions XPF pour les vacances et charges sociales des animateurs sportifs,
- le fonctionnement du Centre des Activités Nautiques, 14,8 millions XPF,
- l'entretien des boucles de Netcha, 7,8 millions XPF,
- l'entretien de la piste de Tina, 5,0 millions XPF,
- l'entretien du site d'escalade de Téréka, 4,1 millions XPF.

4. Le patrimoine

101,1 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine 77,5 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - l'Institut d'Archéologie de Nouvelle-Calédonie

- et du Pacifique, 22,5 millions XPF,
 - l'association Marguerite, 18,0 millions XPF,
 - le musée de l'histoire maritime, 12,0 millions XPF,
 - le musée de la seconde guerre mondiale, 6,9 millions XPF,
 - l'académie des langues kanak, 6,0 millions XPF,
 - l'association « témoignage d'un passé », 5,5 millions XPF.
- les opérations de valorisation et sensibilisation du patrimoine, 10,3 millions XPF, dont 7,3 millions XPF pour le mois du patrimoine,
 - l'inventaire, l'entretien et la gestion des collections provinciales, 5,0 millions XPF,
 - la réalisation d'un documentaire et les archives orales pour le musée de la seconde guerre mondiale, 3,1 millions XPF,
 - les frais d'entreposage et de gardiennage de la collection Paturel, 2,4 millions XPF.

F. L'AMENAGEMENT ET L'ENVIRONNEMENT

Les réalisations s'élèvent à **768,9 millions XPF** répartis comme suit par programme :

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
25	ENVIRONNEMENT	347 402 971	184 789 686	532 192 657	69%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	11 922 985	180 047 513	191 970 498	25%
23	COURS D'EAU	26 046 160	0	26 046 160	3%
26	URBANISME	16 442 513	2 300 000	18 742 513	2%
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		401 814 629	367 137 199	768 951 828	100%

1. L'environnement

532,1 millions XPF de dépenses réparties sur les opérations suivantes :

- les subventions, 184,7 millions XPF, avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - le Syndicat Mixte des Grandes Fougères, 83,7 millions XPF,
 - le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVM) Sud pour la gestion du centre de tri, 32,5 millions XPF,
 - la fédération de la chasse et de la faune sauvage, 15,0 millions XPF,
 - le Centre d'Initiation à l'Environnement (CIE), 11,1 millions XPF,
 - le renfort technique au SIVM et SIGN, 12,6 millions XPF, au titre de la convention-cadre ADEME 2011-2015,
 - l'association SCAL'AIR, 9,5 millions XPF.
- le suivi des projets industriels et miniers du Grand Sud 74,3 millions XPF, dont 61,0 millions XPF pour le fonctionnement de l'Observatoire de l'Environnement et 8,1 millions XPF pour la mise en œuvre de la convention pour la conservation de la biodiversité (CCB 09-13),
- le fonctionnement et l'entretien du parc provincial de la rivière bleue, 38,1 millions XPF,
- le fonctionnement et l'entretien du parc zoologique et forestier, 33,4 millions XPF,
- le Conservatoire des Espaces Naturels de Nouvelle-Calédonie, 27,2 millions XPF,
- la conservation et la gestion de la biodiversité, 27,0 millions XPF, dont 6,1 millions XPF d'honoraires pour :
 - la valorisation des espèces animales et végétales, 2,9 millions XPF,
 - la sensibilisation écologique sur les fonds marins des îlots, 1,9 millions XPF,
 - la conservation des espèces micro-endémiques 1,4 millions XPF.
- la surveillance des milieux naturels, 26,5 millions XPF, comprenant :
 - le carburant des unités de surveillances marines, 8,6 millions XPF,
 - le contrôle et l'éradication des espèces envahissantes dont le Miconia, 4,5 millions XPF,
 - l'entretien des unités de surveillances marines, 3,0 millions XPF,

- la mise à disposition de bateaux de surveillance, 2,8 millions XPF.
- la gestion et l'entretien des aires aménagées du Grand Sud (Netcha, Madeleine et Bois du Sud), 25,9 millions XPF,
- la chasse et la faune sauvage, 20,1 millions XPF,
dont 11,4 millions XPF pour les prestations de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) en matière d'organisation de la chasse et de la gestion de la faune sauvage et 4,6 millions XPF pour la régulation des cervidés,
- la gestion et l'entretien des aires aménagées du Grand Nouméa, 13,9 millions XPF,
- le fonctionnement du Centre National de Recherche sur le nickel et l'environnement (CNRT), au titre du CDI 11-15, 11,6 millions XPF,
- le suivi des installations classées, 11,3 millions XPF,
dont 10,6 millions XPF pour les prestations de la Direction des Mines et de l'Energie (DIMENC).
- la gestion des déchets 10,7 millions XPF,
dont 4,9 millions XPF pour une enquête sur les pratiques de gestion des déchets et un guide sur le compostage domestique,
- la préservation des espèces emblématiques 7,4 millions XPF.
dont 3,4 millions XPF pour un plan d'action et de sauvegarde du cagou et 2,5 millions XPF pour une étude sur le comportement et les déplacements des dugongs.

2. Le développement forestier

191,9 millions XPF de dépenses composés des opérations suivantes :

- les subventions 180,0 millions XPF,
avec les principaux bénéficiaires suivants :
 - le fonctionnement de l'opérateur forestier « Sud Forêt » 170,0 millions XPF,
 - l'ERPA au titre de la filière bois, 10,0 millions XPF.
- l'entretien des bois et des forêts, 7,6 millions XPF,
- l'achat de plants forestiers destinés au reboisement des sites dégradés, 4,3 millions XPF.

3. Les cours d'eau

26,0 millions XPF pour l'entretien des cours d'eau dont 22,9 millions XPF pour le compte de l'APICAN et 3,0 millions XPF pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

4. L'urbanisme

18,7 millions XPF de dépenses composés des opérations suivantes :

- les interventions du CA 2011-2015 au titre de l'urbanisme (AE 26-11-6), 8,4 millions XPF,
dont 6,2 millions XPF pour la mission d'observatoire urbain du SIGN et 2,1 millions XPF pour le projet de renouvellement urbain,
- des opérations relatives à l'urbanisme et à l'aménagement 5,7 millions XPF,
dont 3,1 millions XPF pour la rémunération des commissaires enquêteurs,
- la subvention pour le fonctionnement du CELECO-BTP 2,3 millions XPF.

G. L'ADMINISTRATION GENERALE ET LES INSTITUTIONS

Les réalisations s'élèvent à **448,6 millions XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
02	INSTITUTIONS	290 094 725	12 550 000	302 644 725	67%
01	ADMINISTRATION	11 885 531	134 133 663	146 019 194	33%
FONCTIONO-ADMINISTRATION GENERALE		301 980 256	146 683 663	448 663 919	100%

1. Les institutions

302,6 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- la communication et l'information, 260,5 millions XPF,
- les relations publiques, 29,5 millions XPF,
- les subventions, 12,5 millions XPF.

Les actions de communication et d'information, antérieurement réparties sur les différents programmes, sont désormais regroupées au sein du programme 02 – Institutions, opération « Communication-Information » du chapitre 930 – Administration générale.

Pour 2013, les principales réalisations concernent les actions et domaines suivants :

- la jeunesse, 32,8 millions XPF
dont 13 millions XPF pour le magazine Tazar,
- la protection de l'environnement 19,1 millions XPF,
dont 3,1 millions XPF pour l'opération RAMSAR,
- la vie scolaire et éducative, 19,0 millions XPF,
- la communication institutionnelle, 18,7 millions XPF,
- la culture, 16,6 millions XPF,
- La réalisation des agendas 2013 et 2014, 15,8 millions XPF,
- la réalisation du magazine Horizon Sud, 12,7 millions XPF,
- la location de panneaux publicitaires, 10,9 millions XPF,
- l'administration 10,6 millions XPF,
dont 2,4 millions XPF pour des insertions visuelles dans l'annuaire OPT,
- les sports, 10,5 millions XPF,
- l'habitat social, 9,8 millions XPF,
- divers annonces et insertions, 9,5 millions XPF,
- la condition féminine, 7,5 millions XPF.

2. L'administration générale

146,0 millions XPF de dépenses principalement sur les postes suivants :

- les subventions aux associations et organismes 134,1 millions XPF,
comprenant notamment :
 - la participation au fonctionnement des infrastructures communales 100,0 millions XPF,
 - l'amicale des personnels de la province Sud, 15,0 millions XPF,
 - les subventions au titre de la coopération régionale, 10,5 millions XPF,
 - la gestion déléguée des débits de boissons par les communes, 5,6 millions XPF,
 - la subvention à Wallis et Futuna suite au cyclone EVAN, 3,0 millions XPF.
- les opérations directes de coopération régionale, 7,5 millions XPF,
- l'entretien et la gestion du domaine public maritime, 4,2 millions XPF.

H. LA SECURITE ET L'ORDRE PUBLIC

Les réalisations s'élèvent à **132,4 millions XPF** répartis comme suit par programme.

FONCTION- PROGRAMME		CA 2013			%
		Interventions	Subventions HCD	TOTAL	
01	ADMINISTRATION	0	132 400 000	132 400 000	100%
FONCTION1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		0	132 400 000	132 400 000	100%

Pour 2013, les principales réalisations concernent les actions et domaines suivants :

- la participation aux missions de protection des personnes et de surveillance de bâtiments, 125,0 millions XPF,
- la participation à l'amélioration de la sécurité routière, 7,4 millions XPF.

CHAPITRE 4 – LA DETTE ET LES CHARGES FINANCIERES

A. LE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS

Les annuités d'emprunts s'élèvent à **1,870 milliard XPF**. Ces annuités sont composées :

- du remboursement en capital 1,399 milliard XPF,
en hausse de 368 millions XPF par rapport à 2012 (+36)%,
- des intérêts (dont ICNE 2013) 470,8 millions XPF,
en baisse de 74 millions XPF par rapport à 2012 (-14)%,

78% de cette enveloppe concernent des emprunts à taux fixe ou adossés au livret A, le solde soit 22% concernent les emprunts à taux indexés ou structurés.

B. LA LIGNE DE TRESORERIE

Sur l'exercice 2013, un remboursement à hauteur de 1,3 milliard XPF a été opéré auprès de la Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB) au titre d'un tirage 2012.

Sur cet exercice, les intérêts et frais de gestion relatifs à la ligne de trésorerie se sont élevés à **4,5 millions XPF**.

CHAPITRE 5 – LES MOUVEMENTS D'ORDRE

Au titre des mouvements d'ordre, deux catégories peuvent être établies :

- l'autofinancement qui constitue la part des recettes de fonctionnement disponibles pour financer les investissements,
- les autres mouvements d'ordre qui se caractérisent par des reclassements comptables au sein d'une même section.

Les mouvements d'ordre de l'exercice 2013 en dépenses s'élèvent à 3,683 milliards XPF dont 492,9 millions XPF en investissement et 3,190 milliards XPF en fonctionnement.

→ De section à section :

L'autofinancement est généré par des mouvements de dépenses de fonctionnement de **3,190 milliards XPF** composés de :

- 3,075 milliards XPF au titre de la dotation aux amortissements,
- 114,5 millions XPF au titre des cessions d'immobilisations.

→ Au sein de la section d'investissement :

Les autres mouvements d'ordre s'élèvent à 474,4 millions XPF en investissement dont 409 millions XPF au titre des apports en nature en faveur de l'opérateur forestier et 62,7 millions XPF au titre du reclassement des frais d'études, de recherches et de développement et frais d'insertion.

TITRE II – LES BALANCES 2013 PAR NATURE ET FONCTION

A - LES BALANCES PAR NATURE

RECETTES

Section d'investissement

			Valeurs		
Code	Gr. Cpt	Libellé du grp de compte/chapitre	budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	4 341 922 369	4 341 922 369	100%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	5 685 278 924	3 517 419 325	62%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 580 752 267	3 580 112 267	100%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 266 935	36 898 689	701%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0	7 183 978	
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 373 940 454	1 475 209 807	107%
	45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	414 920 443	204 996 448	49%
	95	PRODUIT DES CESSIIONS D'IMMOBILISATIONS	28 830 000	0	0%
Total REELLE			15 430 911 392	13 163 742 883	85%
ORDRE	021	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	3 516 552 826	0	0%
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	6 360 000	357 995	6%
	19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	0	108 466 028	
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	63 000 000	62 700 245	100%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	412 360 000	417 472 156	101%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	54 000 000	0	0%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	506 000 000	0	0%
	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	3 185 800 145	3 075 978 694	97%
Total ORDRE			7 744 072 971	3 664 975 118	47%
Total général			23 174 984 363	16 828 718 001	73%

Section de fonctionnement

			Valeurs		
Code	Gr. Cpt	Libellé du grp de compte/chapitre	budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	2 324 845 546	0	0%
	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	0	846 240	
	64	CHARGES DE PERSONNEL	0	30 889 709	
	70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	531 347 343	447 199 301	84%
	73	IMPOTS, DROITS ET TAXES	4 951 000 000	4 785 717 236	97%
	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	45 024 091 680	44 744 100 390	99%
	75	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITE	671 983 219	595 000 383	89%
	76	PRODUITS FINANCIERS	197 518 954	269 048 465	136%
	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 600 000	307 925 043	2109%
Total REELLE			53 715 386 742	51 180 726 767	95%
ORDRE	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	15 000 000	18 490 431	123%
Total ORDRE			15 000 000	18 490 431	123%
Total général			53 730 386 742	51 199 217 198	95%

76 905 371 105 | 68 027 935 199 | 88%

DEPENSES

Section d'investissement

			Valeurs		
Code	Gr. Cpt	Libellé du grp de compte/chapitre	budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	2 923 201 285	0	0%
	16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 665 800 000	1 399 637 644	53%
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 809 498 347	4 789 865 292	82%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 666 624 767	1 254 081 514	75%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	7 302 017 596	6 064 080 046	83%
	26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	80 000 000	80 000 000	100%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	827 091 401	822 091 401	99%
	45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	844 030 967	623 734 030	74%
Total REELLE			22 118 264 363	15 033 489 927	68%
ORDRE	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	15 000 000	14 007 651	93%
	19	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'IMMOBILISATIONS	0	4 482 780	
	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	362 551 876	6 520 816	2%
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 670 000	18 594 888	75%
	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	94 540 000	40 344 412	43%
	26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	409 958 124	409 000 000	100%
	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	150 000 000	0	0%
Total ORDRE			1 056 720 000	492 950 547	47%
Total général			23 174 984 363	15 526 440 474	67%

Section de fonctionnement

			Valeurs		
Code	Gr. Cpt	Libellé du grp de compte/chapitre	budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	642 974 039	567 465 441	88%
	61	SERVICES EXTERIEURS	2 554 676 535	2 118 335 565	83%
	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 239 233 494	1 732 957 417	77%
	63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	138 361 650	133 649 358	97%
	64	CHARGES DE PERSONNEL	19 626 298 392	19 021 960 311	97%
	65	AUTRES CHARGES D'ACTIVITE	20 930 486 963	18 823 633 659	90%
	66	CHARGES FINANCIERES	702 420 000	475 370 745	68%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	193 582 698	181 164 819	94%
Total REELLE			47 028 033 771	43 054 537 315	92%
ORDRE	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 516 552 826	0	0%
	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	114 536 308	
	68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3 185 800 145	3 075 978 694	97%
Total ORDRE			6 702 352 971	3 190 515 002	48%
Total général			53 730 386 742	46 245 052 317	86%

76 905 371 105 | 61 771 492 791 | 80%

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT	1 302 277 527
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	4 954 164 881
EQUILIBRE GENERAL	6 256 442 408

B - LES BALANCES PAR FONCTION

RECETTES

Section d'investissement

Code Natl	Fonctio	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	8 407 365 533	8 270 426 000	98%
	2	ENSEIGNEMENT	1 622 888 327	1 416 746 335	87%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	345 820	492 820	143%
	4	SANTE	21 957 418	20 059 919	91%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 597 894 507	1 584 332 697	61%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	272 710 479	97 356 474	36%
	8	TRANSPORT ET COMMUNICATION	1 297 749 308	557 457 102	43%
	9	ECONOMIE	1 210 000 000	1 216 871 536	101%
	Total REELLE			15 430 911 392	13 163 742 883
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	7 744 072 971	3 664 975 118	47%
Total ORDRE			7 744 072 971	3 664 975 118	47%
Total général			23 174 984 363	16 828 718 001	73%

Section de fonctionnement

Code Natl	Fonctio	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	50 120 383 333	47 871 132 919	96%
	2	ENSEIGNEMENT	166 030 000	207 223 300	125%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	59 600 000	70 076 314	118%
	4	SANTE	167 450 000	144 779 106	86%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 114 991 156	2 224 132 107	105%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	202 266 435	85 297 703	42%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	345 866 146	138 378 739	40%
	8	TRANSPORT ET COMMUNICATION	518 699 672	413 365 683	80%
	9	ECONOMIE	20 100 000	26 340 896	131%
Total REELLE			53 715 386 742	51 180 726 767	95%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	15 000 000	18 490 431	123%
Total ORDRE			15 000 000	18 490 431	123%
Total général			53 730 386 742	51 199 217 198	95%

DEPENSES

Section d'investissement

Code Natl	Fonctio	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	8 954 504 903	3 725 502 577	42%
	1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	249 557 194	238 657 194	96%
	2	ENSEIGNEMENT	2 439 452 186	2 198 194 480	90%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	848 191 954	576 942 907	68%
	4	SANTE	151 643 099	58 012 788	38%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 519 716 486	2 433 132 122	97%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	32 589 184	30 772 222	94%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	2 717 073 200	2 442 621 352	90%
	8	TRANSPORT ET COMMUNICATION	3 192 359 446	2 437 602 619	76%
9	ECONOMIE	1 013 176 711	892 051 666	88%	
Total REELLE			22 118 264 363	15 033 489 927	68%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	1 056 720 000	492 950 547	47%
Total ORDRE			1 056 720 000	492 950 547	47%
Total général			23 174 984 363	15 526 440 474	67%

Section de fonctionnement

Code Natl	Fonctio	Libellé de la fonction	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
REELLE	0	ADMINISTRATION GENERALE	5 947 853 099	5 299 401 189	89%
	1	SECURITE ET ORDRE PUBLIC	508 000 000	132 400 000	26%
	2	ENSEIGNEMENT	14 048 312 035	13 233 917 268	94%
	3	CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	1 616 441 583	1 486 774 800	92%
	4	SANTE	3 188 846 760	3 064 886 417	96%
	5	PROTECTION ET ACTION SOCIALE	11 608 174 176	10 649 303 024	92%
	6	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	2 096 132 188	1 758 470 295	84%
	7	AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	1 820 807 413	1 587 216 453	87%
	8	TRANSPORT ET COMMUNICATION	2 459 370 375	2 407 852 504	98%
9	ECONOMIE	3 734 096 142	3 434 315 365	92%	
Total REELLE			47 028 033 771	43 054 537 315	92%
ORDRE	0	ADMINISTRATION GENERALE	6 702 352 971	3 190 515 002	48%
Total ORDRE			6 702 352 971	3 190 515 002	48%
Total général			53 730 386 742	46 245 052 317	86%

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT	1 302 277 527
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	4 954 164 881
EQUILIBRE GENERAL	6 256 442 408

C - LES BALANCES PAR CHAPITRE

RECETTES

Sect	Gr. C	Chapitre - libellé chapitre	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
INV	90	900-ADMINISTRATION GENERALE	40 940 454	143 394 916	350%
		902-ENSEIGNEMENT	1 622 888 327	1 416 746 335	87%
		903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	345 820	492 820	143%
		904-SANTE	21 957 418	20 059 919	91%
		905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 597 894 507	1 584 332 697	61%
		907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	272 710 479	97 356 474	36%
		908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	1 297 749 308	557 457 102	43%
		909-ECONOMIE	1 210 000 000	1 216 871 536	101%
		Gr CHAP90-OPERATIONS VENTILEES	7 064 486 313	5 036 711 799	71%
	92	922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	2 187 299 427	2 187 299 427	100%
		923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	5 735 375 209	5 734 735 209	100%
		924-OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)	414 920 443	204 996 448	49%
		925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	1 041 720 000	474 460 116	46%
		926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	3 185 800 145	3 190 515 002	100%
	Gr CHAP92-OPERATIONS NON VENTILEES	12 565 115 224	11 792 006 202	94%	
95	951-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)	3 516 552 826	0	0%	
	954-PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	28 830 000	0	0%	
	Gr CHAP95-OPERATIONS SPECIFIQUES	3 545 382 826	0	0%	
Total INV		23 174 984 363	16 828 718 001	73%	
FONC	93	930-ADMINISTRATION GENERALE	229 383 643	392 819 970	171%
		932-ENSEIGNEMENT	166 030 000	207 223 300	125%
		933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	59 600 000	70 076 314	118%
		934-SANTE	167 450 000	144 779 106	86%
		935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 114 991 156	2 224 132 107	105%
		936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	202 266 435	85 297 703	42%
		937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	345 866 146	138 378 739	40%
		938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	518 699 672	413 365 683	80%
		939-ECONOMIE	20 100 000	26 340 896	131%
	Gr CHAP93-OPERATIONS VENTILEES	3 824 387 052	3 702 413 818	97%	
	94	940-IMPOSITIONS DIRECTES	1 700 000 000	1 723 538 021	101%
		941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	3 250 000 000	3 061 179 215	94%
		942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	42 418 635 190	42 418 641 820	100%
		943-OPERATIONS FINANCIERES	197 518 954	274 953 893	139%
		946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	15 000 000	18 490 431	123%
Gr CHAP94-OPERATIONS NON VENTILEES		47 581 154 144	47 496 803 380	100%	
Total FONC		51 405 541 196	51 199 217 198	100%	
Total général		74 580 525 559	68 027 935 199	91%	

DEPENSES

Sect	Gr. C	Chapitre - libellé chapitre	Valeurs		
			budg. 13	CA 2013	Tx de réal.
INV	90	900-ADMINISTRATION GENERALE	2 521 472 651	1 702 130 903	68%
		901-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	249 557 194	238 657 194	96%
		902-ENSEIGNEMENT	2 439 452 186	2 198 194 480	90%
		903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	848 191 954	576 942 907	68%
		904-SANTE	151 643 099	58 012 788	38%
		905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	2 519 716 486	2 433 132 122	97%
		906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	32 589 184	30 772 222	94%
		907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	2 717 073 200	2 442 621 352	90%
		908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	3 192 359 446	2 437 602 619	76%
	909-ECONOMIE	1 013 176 711	892 051 666	88%	
	Gr CHAP90-OPERATIONS VENTILEES	15 685 232 111	13 010 118 253	83%	
	92	923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	2 665 800 000	1 399 637 644	53%
		924-OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS (COMPLETE DU N° DE MANDAT)	844 030 967	623 734 030	74%
		925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	1 041 720 000	474 460 116	46%
		926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	15 000 000	18 490 431	123%
Gr CHAP92-OPERATIONS NON VENTILEES	4 566 550 967	2 516 322 221	55%		
Total INV		20 251 783 078	15 526 440 474	77%	
FONC	93	930-ADMINISTRATION GENERALE	5 114 433 099	4 694 102 636	92%
		931-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	508 000 000	132 400 000	26%
		932-ENSEIGNEMENT	14 048 312 035	13 233 917 268	94%
		933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 616 441 583	1 486 774 800	92%
		934-SANTE	3 188 846 760	3 064 886 417	96%
		935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	11 608 174 176	10 649 303 024	92%
		936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	2 096 132 188	1 758 470 295	84%
		937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	1 820 807 413	1 587 216 453	87%
		938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	2 459 370 375	2 407 852 504	98%
	939-ECONOMIE	3 734 096 142	3 434 315 365	92%	
	Gr CHAP93-OPERATIONS VENTILEES	46 194 613 771	42 449 238 762	92%	
	94	940-IMPOSITIONS DIRECTES	127 000 000	126 706 195	100%
		941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	4 000 000	3 221 613	81%
		943-OPERATIONS FINANCIERES	702 420 000	475 370 745	68%
		946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	3 185 800 145	3 190 515 002	100%
Gr CHAP94-OPERATIONS NON VENTILEES	4 019 220 145	3 795 813 555	94%		
95	953-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)	3 516 552 826	0	0%	
	Gr CHAP95-OPERATIONS SPECIFIQUES	3 516 552 826	0	0%	
Total FONC		53 730 386 742	46 245 052 317	86%	
Total général		73 982 169 820	61 771 492 791	83%	

SOLDE D'EXECUTION D'INVESTISSEMENT	1 302 277 527
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	4 954 164 881
EQUILIBRE GENERAL	6 256 442 408

TITRE III – LA RETROSPECTIVE BUDGETAIRE 2009-2013

A - LES RECETTES REELLES

Le tableau ci-dessous présente par rubriques puis par section les réalisations de recettes de 2009 à 2013.

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
DOTATIONS LEGALES NC	29 232 025 200	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723
DOTATIONS LEGALES ETAT	6 800 358 078	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802
FISCALITE	3 610 411 188	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236
DOTATIONS - OPC	2 180 208 229	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887
DOTATIONS NC	577 712 153	935 147 266	667 089 941	1 928 167 399	2 412 268 611
RESULTAT	0	0	0	0	2 154 622 942
MVTS FINANCIERS	440 889 339	398 403 751	617 847 715	511 383 557	1 624 236 130
RECETTES DES SCES	1 236 005 095	1 080 318 895	1 017 724 219	914 108 268	1 055 884 086
RECOUV. & PARTICIP. DIV.	622 463 407	967 742 505	1 318 651 330	337 456 842	478 312 455
DOTATIONS COMMUNES	58 167 316	99 042 586	80 630 242	179 481 327	158 382 511
DOTATIONS ETAT	18 631 221	68 388 132	18 631 221	23 047 442	2 774 000
Total général	44 776 871 226	47 615 878 637	51 181 713 192	52 192 769 109	60 764 517 383

répartis comme suit par section

en investissement	5 463 574 504	6 003 248 216	6 534 411 592	4 066 150 301	9 583 790 616
en fonctionnement	39 313 296 722	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 180 726 767

variation annuelle	-10 445 233 881	2 839 007 411	3 565 834 555	1 011 055 917	8 571 748 274
	-19%	6%	7%	2%	16%

Sur 2013, 87% des ressources sont composées des dotations légales de la Nouvelle-Calédonie et de l'Etat, de la fiscalité et des dotations sur opérations contractualisées.

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
DOTATIONS LEGALES NC	29 232 025 200	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723
DOTATIONS LEGALES ETAT	6 800 358 078	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802
FISCALITE	3 610 411 188	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236
DOTATIONS - OPC	2 180 208 229	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887
Total général	41 823 002 695	44 066 835 502	47 461 138 524	48 299 124 274	52 878 036 648
% des recettes réelles :	93%	93%	93%	93%	87%

variation annuelle	-10 103 115 163	2 243 832 807	3 394 303 022	837 985 750	4 578 912 374
	-19%	5%	8%	2%	9%

A. LES DOTATIONS LEGALES

Les dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie et de l'Etat représentent en moyenne 79% des ressources de la collectivité.

Dans le détail, ces ressources se répartissent comme suit :

→ dotations légales de la Nouvelle-Calédonie

Section	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
investissement	1 649 779 200	1 723 714 632	1 881 108 355	2 021 032 802	2 187 299 427
fonctionnement	27 582 246 000	28 818 354 001	31 449 780 307	33 789 142 166	36 568 912 296
Total général	29 232 025 200	30 542 068 633	33 330 888 662	35 810 174 968	38 756 211 723

variation annuelle	-9 289 482 092	1 310 043 433	2 788 820 029	2 479 286 306	2 946 036 755
	-24%	4%	9%	7%	8%

Les dotations budgétaires comprennent la dotation primitive de l'exercice complétée, dans le cadre du budget supplémentaire, de l'ajustement définitif de l'exercice précédent.

En rattachant les ajustements définitifs à l'exercice d'origine, les dotations corrigées présentent alors l'évolution suivante :

	Ex. 2 008	Ex. 2 009	Ex. 2 010	Ex. 2 011	Ex. 2 012	Ex. 2 013
DOTATION DE FONCTIONNEMENT (DGF NC)						
Dotation primitive	29 676 664 000	27 582 246 000	27 983 255 250	29 476 734 500	31 744 867 000	33 189 099 500
Ajustement	-654 934 439	835 098 751	1 973 045 807	2 044 275 166	3 379 812 796	non encore connus
DOTATION DEFINITIVE	29 021 729 561	28 417 344 751	29 956 301 057	31 521 009 666	35 124 679 796	33 189 099 500
DOTATION D'EQUIPEMENT (DGE NC)						
Dotation primitive	1 775 052 800	1 649 779 200	1 673 764 800	1 763 094 400	1 898 758 400	1 985 142 400
Ajustement	-39 173 649	49 949 832	118 013 955	122 274 402	202 157 027	non encore connus
DOTATION DEFINITIVE	1 735 879 151	1 699 729 032	1 791 778 755	1 885 368 802	2 100 915 427	1 985 142 400
TOTAL :	30 757 608 712	30 117 073 783	31 748 079 812	33 406 378 468	37 225 595 223	
var.		-640 534 929	1 631 006 029	1 658 298 656	3 819 216 755	
%		-2%	5%	5%	11%	

Sur les dotations légales versées par la Nouvelle-Calédonie, deux périodes peuvent être soulignées :

- **2008-2009** : ralentissement de l'activité économique liée à la conjoncture mondiale qui influence le marché du nickel. Ainsi, au titre de l'exercice 2008, la province devra procéder à un remboursement de 694 millions XPF moyennant une remise gracieuse de la Nouvelle-Calédonie de 347 millions XPF.
- **2010-2013** : retour de la croissance constatée par des ajustements définitifs en hausse comme suit :
 - ⇒ ajustement définitif 2009 sur l'exercice 2010 à hauteur de 885 millions XPF,
 - ⇒ ajustement définitif 2010 sur l'exercice 2011 à hauteur de 2,091 milliards XPF dont 1,5 milliard XPF au titre du redressement fiscal de la société Le Nickel,
 - ⇒ ajustement définitif 2011 sur l'exercice 2012 à hauteur de 2,166 milliards XPF,
 - ⇒ ajustement définitif 2012 sur l'exercice 2013 à hauteur de 3,581 milliards XPF.

→ dotations légales de l'Etat

Section	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
investissement	1 015 256 885	1 040 905 464	1 055 266 354	1 071 876 700	1 074 859 278
fonctionnement	5 785 101 193	5 819 811 814	5 832 033 419	5 833 428 061	5 849 729 524
Total général	6 800 358 078	6 860 717 278	6 887 299 773	6 905 304 761	6 924 588 802
variation annuelle	125 702 017	60 359 200	26 582 495	18 004 988	19 284 041
	2%	1%	0,4%	0,3%	0,3%

Les dotations légales de l'Etat constituent le second poste du budget provincial. Ces dotations n'offrent pas de croissance sensible sur la période.

S'agissant de la dotation d'équipement, le préfinancement effectué par la collectivité au titre du programme des collèges publics reste toujours aussi élevé. En effet, au 31 décembre 2012, il s'élève désormais à 6,67 milliards XPF.

B. LA FISCALITE

En troisième position, la fiscalité qui affiche fin 2013 un rendement budgétaire à hauteur de 4,7 milliards XPF.

Libellé de l'opération	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 446 834 820	1 465 334 470	1 503 496 685	1 538 330 267	1 562 457 310
PATENTES	727 773 200	714 061 666	1 250 655 749	1 495 302 361	1 534 327 700
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 070 769 470	1 271 369 725	1 389 105 835	1 312 968 850	1 148 664 695
CONTRIBUTION FONCIERE	86 533 367	277 288 002	289 741 674	300 747 209	309 698 134
TAXES NUITEES	221 440 801	141 713 295	172 954 199	221 930 284	161 080 711
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	57 059 530	56 973 916	60 185 356	51 323 435	68 488 686
CONTRIBUTION TELEPHONIQUE	0	16 685	6 800	0	0
Total général	3 610 411 188	3 926 757 759	4 666 146 298	4 920 602 406	4 784 717 236
variation annuelle	-231 638 320	316 346 571	739 388 539	254 456 108	-135 885 170
	-6%	9%	19%	5%	-3%

La période est marquée par le relèvement, en 2010, des plafonds relatifs à la contribution foncière de 10 à 30 centimes et ceux relatifs à la contribution des patentes de 15 à 30 centimes.

Suite à ces relèvements, la contribution foncière affiche une croissance de +190,7 millions XPF entre 2009 et 2010 et la patente de + 536,6 millions XPF entre 2010 et 2011.

Pour rappel, les taux retenus concernant la fiscalité sont les suivants :

Contributions directes	Plafond fixé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie	Taux appliqués par décision de l'Assemblée de province
Taxe provinciale sur les communications téléphoniques	5 centimes	5 centimes
Centimes additionnels sur les patentes	30 centimes	30 centimes
Centimes additionnels sur la contribution foncière	30 centimes	30 centimes
Contributions indirectes		
Centimes additionnels sur les droits d'enregistrement	20 centimes	20 centimes
Centimes additionnels sur les droits de licence	50 centimes	50 centimes

Rattachées par exercice d'origine, les recouvrements se présentent comme suit :

Montant titre TTC	Origine	2 010	2 011	2 012	2 013
OP - Libellé court	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
CONTRIBUTION FONCIERE	86 533 367	278 997 759	289 804 692	299 284 140	309 330 873
DROIT D'ENREGISTREMENT	1 254 300 050	1 389 389 025	1 257 837 075	1 282 530 570	1 123 896 475
LICENCE DEBITS DE BOISSONS	56 721 083	57 420 712	59 738 560	51 845 952	67 932 391
PATENTES	713 104 326	1 242 909 052	1 495 302 361	1 534 327 700	1 559 174 578
CENTIMES ADDITIONNELS	2 110 658 826	2 968 716 548	3 102 682 688	3 167 988 362	3 060 334 317
COMMUNICATION TELEPHONIQUE	1 452 751 365	1 477 242 090	1 506 776 040	1 550 642 792	1 565 511 775
TAXES NUITEES	200 111 551	180 270 011	177 485 079	178 914 838	160 452 511
TAXES	1 652 862 916	1 657 512 101	1 684 261 119	1 729 557 630	1 725 964 286
	3 763 521 742	4 626 228 649	4 786 943 807	4 897 545 992	4 786 298 603

C. LES PARTICIPATIONS SUR OPERATIONS CONTRACTUALISEES

Toutes sections confondues, les participations sur opérations contractualisées représentent une ressource annuelle moyenne de l'ordre de 2,1 milliards XPF.

Les hausses sur les exercices 2010 et 2013 correspondent à des rattrapages de versements opérés par l'Etat au titre de la fin d'exécution du contrat 2006-2010.

En 2013, le taux de recouvrement sur les opérations contractualisées est très raisonnable (67% sur une prévision de 3,5 milliards XPF).

Malgré ces recouvrements, au 31 décembre 2013, la province affiche une recette attendue estimée à 1,6 milliard XPF.

Type de contrat	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
CD	2 146 150 430	2 687 741 292	2 318 517 795	377 910 046	2 146 434 654
CA	12 700 000	47 802 674	208 087 498	206 065 275	148 463 416
CPEC	2 343 750	0	49 598 498	79 066 818	70 784 374
CI	19 014 049	1 747 866	600 000	0	0
CRHS	0	0	0	0	46 836 443
Total général	2 180 208 229	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887

répartis comme suit par section

investissement	1 913 656 398	2 420 209 134	2 441 387 208	543 400 387	543 400 387
fonctionnement	266 551 831	317 082 698	135 416 583	119 641 752	119 641 752

variation annuelle	-707 696 768	557 083 603	-160 488 041	-1 913 761 652	1 749 476 748
	-25%	26%	-6%	-74%	264%

Une présentation par programme et opération permet de constater qu'en moyenne, sur la période considérée, les contributions de l'Etat et des communes concernent essentiellement les investissements relatifs à l'habitat social, au réseau routier, à l'enseignement privé, aux équipements communaux et la vie scolaire et éducative.

PAR PROGRAMME

↓

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	MOYENNE
HABITAT SOCIAL	1 316 236 400	1 522 675 834	1 573 406 967	71 013 168	1 316 474 261	1 159 961 326
RESEAU ROUTIER	213 859 666	270 921 090	362 042 614	209 975 156	538 170 412	318 993 788
ENSEIGNEMENT PRIVE	89 011 818	433 316 227	155 198 829	82 239 515	191 876 552	190 328 588
EQUIPEMENT COMMUNAL	44 977 073	48 623 136	153 616 559	100 756 226	91 484 738	87 891 546
VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	71 512 564	78 877 436	75 000 000	52 500 000	52 500 000	66 078 000
INSERTION	105 622 308	133 547 447	30 000 000	30 000 000	30 000 000	65 833 951
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	79 956 659	47 754 081	41 229 629	11 421 018	8 326 014	37 737 480
PATRIMOINE	53 678 012	57 172 886	38 574 877	2 545 602	61 057	30 406 487
SPORTS	86 628 878	16 250 000	47 450 000	1 300 000	0	30 325 776
EMPLOI	20 533 347	82 000 000	0	19 129 282	19 685 570	28 269 640
MEDICO-SOCIAL	0	0	0	0	117 014 326	23 402 865
ENVIRONNEMENT	37 988 393	7 306 488	36 824 222	26 684 846	4 831 038	22 726 997
SANTE PUBLIQUE	0	0	16 875 000	30 727 326	19 894 919	13 499 449
INTERNATS	0	0	13 500 000	18 000 000	22 200 000	10 740 000
AUTRES SECTEURS	60 203 111	38 847 207	33 085 094	6 750 000	0	27 777 082
Total général	2 180 208 229	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	2 113 972 976

PAR OPERATION

↓

Libellé de l'opération	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	MOYENNE
AIDE A L'HABITAT GROUPE	1 204 537 400	1 106 766 834	1 075 934 967	71 013 168	714 427 818	834 536 037
AIDES A L'HABITAT INDIVIDUEL	111 699 000	415 909 000	497 472 000	0	555 210 000	316 058 000
ENSEIG. PRIVE	89 011 818	433 316 227	155 198 829	82 239 515	191 876 552	190 328 588
ENTREE DE VILLE	0	30 000 000	268 631 048	158 548 627	483 965 618	188 229 059
ROUTES DU GRAND SUD	144 255 942	225 921 090	16 974 202	0	0	77 430 247
SOUTIEN SCOLAIRE	71 512 564	78 877 436	75 000 000	52 500 000	52 500 000	66 078 000
AIJ-CHANTIERS DE JEUNES	50 000 000	50 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	38 000 000
CPEC-EQUIPEMENTS PUBLICS	2 343 750	0	25 330 194	76 541 677	70 784 374	34 999 999
VOIE MEDIANE	0	15 000 000	75 390 592	51 426 529	10 041 333	30 371 691
STAGES ET CHANTIERS JEUNES	48 750 000	70 419 755	0	0	0	23 833 951
ROUTES COMM. DU GD SUD	0	27 563 854	66 084 491	13 920 774	0	21 513 824
AUTRES OPERATIONS	458 097 755	283 517 636	290 787 468	126 851 849	303 713 192	292 593 580
Total général	2 180 208 229	2 737 291 832	2 576 803 791	663 042 139	2 412 518 887	2 113 972 976

D. LES AUTRES RECETTES DU BUDGET

Sur la période, ces recettes représentent une enveloppe moyenne de 4,4 milliards XPF par an et concernent les postes suivants :

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	MOYENNE
DOTATIONS NC	577 712 153	935 147 266	667 089 941	1 928 167 399	2 412 268 611	1 304 077 074
RECETTES DES SCES	1 236 005 095	1 080 318 895	1 017 724 219	914 108 268	1 055 884 086	1 060 808 113
RECouv. & PARTICIPATIONS DIV.	622 463 407	967 742 505	1 318 651 330	337 456 842	478 312 455	744 925 308
M/TS FINANCIERS	440 889 339	398 403 751	617 847 715	511 383 557	1 624 236 130	718 552 098
RESULTAT	0	0	0	0	2 154 622 942	430 924 588
DOTATIONS COMMUNES	58 167 316	99 042 586	80 630 242	179 481 327	158 382 511	115 140 796
DOTATIONS ETAT	18 631 221	68 388 132	18 631 221	23 047 442	2 774 000	26 294 403
DOTATIONS ETAT	2 953 868 531	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	4 400 722 331

répartis comme suit par section

investissement	884 882 021	818 418 986	1 156 649 675	429 840 412	4 040 414 027
fonctionnement	2 068 986 510	2 730 624 149	2 563 924 993	3 463 804 423	3 846 066 708

variation annuelle	-342 118 718	595 174 604	171 531 533	173 070 167	3 992 835 900
	-10%	20%	5%	5%	103%

Concernant les recettes 2013, la hausse de 3,9 milliards XPF entre 2012-2013 est essentiellement liée au 2,1 milliards XPF d'affectation du résultat. Hors résultat, la hausse des recettes entre 2012-2013 est de 1,8 milliard XPF.

Concernant les participations de la Nouvelle-Calédonie, elles représentent une ressource annuelle moyenne de l'ordre de 1,3 milliard XPF.

Ce poste enregistre une hausse de 25% sur 2013 marquée à la fois par la régularisation de sommes attendues au titre du dispositif de minimum vieillesse pour l'aide aux personnes âgées pour l'année 2012 et 2013 (+657,8 millions XPF entre 2012 et 2013) et la mise en recouvrement de la participation au titre de l'équipement informatique des collèges (+150,0 millions XPF).

Par ailleurs, les mouvements financiers 2013 affichent une forte croissance liée au remboursement exceptionnelle de la SEM PROMOSUD au titre des avances en compte-courant (+900 millions XPF), au reversement par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) du fonds de garantie de la province Sud (FGPS) (+100,0 millions XPF) et le reversement par la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI) du fonds conjoncturel minier non utilisé à ce jour (+110,0 millions XPF).

De 2009 à 2013, les réalisations des dix premiers postes de recettes, hors emprunt, dotations légales, fiscalité et opérations contractualisées se présentent comme suit par programme et opération :

PAR PROGRAMME

↓

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA moyen
MEDICO-SOCIAL	417 391 643	546 285 921	186 189 220	1 452 598 108	1 617 875 048	844 067 988
PARTICIPATIONS FINANCIERES	331 128 160	285 877 468	513 657 356	383 121 690	1 267 271 974	556 211 330
AIDE MEDICALE	461 859 413	378 185 351	419 268 424	428 636 860	585 337 188	454 657 447
RESULTAT	0	0	0	0	2 154 622 942	430 924 588
ADMINISTRATION	443 753 744	283 954 240	451 672 174	346 081 274	599 611 618	425 014 610
HABITAT SOCIAL	384 507 422	506 607 790	691 116 029	129 759 688	169 331 955	376 264 577
RESEAU ROUTIER	22 232 569	276 121 705	243 635 837	270 069 335	392 903 676	240 992 624
SANTE PUBLIQUE	145 270 948	235 444 029	81 244 673	220 366 771	140 939 465	164 653 177
ENVIRONNEMENT	139 686 083	92 857 646	106 902 229	155 924 629	134 613 492	125 996 816
TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	10 211 724	189 157 472	307 704 306	7 478 265	4 666 921	103 843 738
AUTRES PROGRAMMES	597 826 825	754 551 513	719 184 420	499 608 215	819 306 456	678 095 486
Total général	2 953 868 531	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	4 400 722 381

PAR OPERATION

↓

Libellé de l'opération	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA moyen
PLACEMENTS SOCIAUX - MEDICO-SOCIAL	377 012 815	487 473 275	167 110 822	1 114 185 136	599 718 224	549 100 054
RESULTAT	0	0	0	0	2 154 622 942	430 924 588
CAFAT - LIQUIDATIONS DEPENSES DE SANTE	450 965 140	375 817 789	392 916 056	376 582 005	432 272 815	405 710 761
PROMOSUD	50 000 000	50 000 000	200 000 000	100 000 000	1 000 000 000	280 000 000
PROG CALEDONIEN- ENTRETIENDES RT	1 295 334	3 879 845	6 475 154	310 276 688	979 745 317	260 334 468
STCPI	240 563 773	195 313 081	277 813 081	254 313 081	265 542 862	246 709 176
PROG CALEDONIEN- ENTRETIENDES ROUTES TERRITORIALES	0	124 798 067	231 846 655	226 240 372	317 699 922	180 117 003
AIDE A L'HABITAT GROUPE	64 266 900	148 319 950	573 663 515	0	5 266 935	158 303 460
IMMEUBLES - ADMINISTRATION	139 940 893	133 549 106	138 025 195	126 387 489	140 612 410	135 703 019
TERRAINS - ZIZA	274 049 300	136 557 450	65 347 375	0	0	95 190 825
AUTRES OPERATIONS	1 355 774 376	1 893 334 572	1 667 376 815	1 385 660 064	1 990 999 308	1 658 629 027
Total général	2 953 868 531	3 549 043 135	3 720 574 668	3 893 644 835	7 886 480 735	4 400 722 381

B - LES EMPLOIS

Sur la période 2009-2013, les dépenses de la collectivité se répartissent comme suit par postes.

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	moyenne	%
INVEST. DIRECTS	10 836 162 004	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	11 590 955 217	22%
DÉPENSES COMMUNES	19 516 064 750	20 343 154 166	20 526 483 050	20 335 140 365	20 546 172 126	20 253 402 891	38%
INTERVENT [°] ET SUBVENT [°]	19 654 507 567	20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	20 606 302 143	38%
DETTE	913 207 288	998 960 565	1 195 144 477	1 593 775 132	1 875 008 389	1 315 219 170	2%
Total général	50 919 941 609	52 325 447 585	51 665 600 552	55 830 380 118	58 088 027 242	53 765 879 421	100%

répartis comme suit par mode de gestion

hors AP/AE	41 344 563 751	42 482 831 042	41 131 155 917	43 609 329 843	45 313 451 320
sur AP/AE	9 575 377 858	9 842 616 543	10 534 444 635	12 221 050 275	12 774 575 922

répartis comme suit par type de financement

- hors opérations contractualisées	46 924 604 233	48 130 604 292	48 317 369 689	51 827 452 073	54 040 657 608
- sur opérations contractualisées	3 995 337 376	4 194 843 293	3 348 230 863	4 002 928 045	4 047 369 634

En moyenne, les financements provinciaux intéressent pour :

- 22 % les investissements directs,
- 38 % les dépenses communes,
- 38 % les interventions et subventions,
- 2 % le service de la dette.

CHAPITRE 1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

La structure des dépenses d'investissements directs se présente comme suit par grands postes :

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
INV-PROVINCIAUX - HCD	4 457 355 983	5 235 834 305	4 772 318 623	6 263 512 610	6 371 786 442
INV - OPC	3 214 706 844	3 487 051 954	2 992 313 013	3 564 096 925	3 579 015 957
SUBVENTIONS - HCD	2 193 456 481	1 405 768 123	1 944 290 925	1 649 055 922	2 617 630 283
INV POUR TIERS - HCD	443 646 840	411 057 051	348 313 361	906 974 942	914 615 833
MMTS FINANCIERS	526 995 856	316 920 000	175 154 044	12 100 000	150 803 768
Total général	10 836 162 004	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283

REPARTIS

▣ ▣ par mode de gestion

- sur autorisations de programmes	9 575 377 858	9 842 616 543	9 372 504 375	11 635 969 433	11 597 426 148
- hors autorisations de programmes	1 260 784 146	1 014 014 890	859 885 591	759 770 966	2 036 426 135

▣ ▣ par type de financement

- hors opérations contractualisées	7 621 455 160	7 369 579 479	7 240 076 953	8 831 643 474	10 054 836 326
- sur opérations contractualisées	3 214 706 844	3 487 051 954	2 992 313 013	3 564 096 925	3 579 015 957

Sur la période :

- les investissements directs ont progressé de 2,7 milliards XPF, soit +26%, passant ainsi de 10,8 milliards XPF en 2009 à 13,6 milliards XPF en 2013,
- la plus forte réalisation est constatée sur l'exercice 2013 avec 13,633 milliards XPF,
- l'exécution moyenne des investissements directs se situe à **11,6 milliards XPF**.

Sur 2009-2013, 75% des investissements directs en moyenne soit **8,7 milliards XPF** se concentrent sur six programmes conformément à la répartition suivante des dépenses :

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Moyenne
HABITAT SOCIAL	2 650 528 850	1 913 529 760	1 515 128 854	1 793 747 371	2 307 532 322	2 036 093 431
EQUIPEMENT COMMUNAL	1 269 345 437	1 631 734 365	1 800 690 178	1 950 296 933	2 054 513 784	1 741 316 139
ADMINISTRATION	977 370 384	1 855 732 343	1 413 560 975	2 264 908 342	1 671 875 618	1 636 689 532
COLLEGES PUBLICS	1 649 968 967	1 558 956 463	778 333 684	1 611 279 577	1 716 689 155	1 463 045 569
RESEAU ROUTIER	474 279 486	833 564 677	1 109 522 893	1 498 949 807	2 049 587 286	1 193 180 830
SOUTIEN A L'INVEST	1 092 835 114	596 462 115	579 595 189	514 990 710	574 008 691	671 578 364
ENSEIGNEMENT PRIVE	579 525 169	381 870 893	208 533 016	249 317 211	316 319 777	347 113 213
ZIZA-ZAC	72 487 382	45 546 623	388 887 579	440 238 796	744 802 987	338 392 673
SPORTS	285 431 306	317 326 797	642 880 078	183 023 940	255 830 085	336 898 441
TOURISME	185 050 370	194 906 721	112 707 890	489 742 005	605 255 702	317 532 538
ENVIRONNEMENT	236 595 804	209 797 157	326 533 819	432 276 576	347 279 822	310 496 636
PATRIMOINE	298 827 460	273 344 912	266 030 671	104 139 366	121 622 346	212 792 951
SANTE PUBLIQUE	270 332 805	202 362 414	261 923 873	141 980 685	47 863 422	184 892 640
INTERNATS	174 405 852	84 115 426	232 253 827	157 714 590	85 920 929	146 882 125
TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	136 615 361	71 966 102	134 970 801	114 602 829	144 337 589	120 498 536
MEDICO-SOCIAL	27 500 000	98 815 742	37 387 411	197 831 454	93 348 087	90 976 539
URBANISME	81 046 123	82 029 690	55 271 037	80 717 455	93 051 271	78 423 115
STATIONS PROVINCIALES	49 446 759	93 832 004	41 932 258	46 626 292	90 559 606	64 479 384
PECHE ET AQUACULTURE	89 424 373	12 091 967	105 002 223	20 592 903	88 761 954	63 174 684
DEVELOPPEMENT FORESTIER	84 679 790	64 602 155	72 632 729	13 592 985	0	47 101 532
INFRASTRUCTURE AERIENNE	33 082 809	86 461 128	48 719 996	8 502 336	34 558 324	42 264 919
INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	0	149 849 499	25 171 351	4 593 750	11 663 646	38 255 649
AMENAGEMENT RURAL	26 726 400	14 816 225	32 790 681	45 388 211	42 779 978	32 500 299
JEUNESSE	25 413 304	3 189 214	0	18 526 354	61 878 243	21 801 423
AGRICULTURE	16 012 447	8 839 146	27 269 771	4 899 796	8 630 937	13 130 419
TRANSPORT PUB TERR.	21 484 396	28 967 895	2 559 182	5 587 260	0	11 719 747
PARTICIPAT° FIN.	21 995 856	31 920 000	4 100 000	0	0	11 603 171
INSERTION	0	0	0	1 072 865	30 772 222	6 369 017
COURS D'EAU	4 500 000	0	0	0	25 838 500	6 067 700
CULTURE	1 250 000	0	5 000 000	600 000	8 570 000	3 084 000
FORMATION	0	10 000 000	0	0	0	2 000 000
EXPANSION GENERALE	0	0	3 000 000	0	0	600 000
Total général	10 836 162 004	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283	11 590 955 217

↓
↓
↓

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Moyenne
PROGRAMMES > 500 MF	8 114 328 238	8 389 979 723	7 196 831 773	9 634 172 740	10 374 206 856	8 741 903 866
AUTRES PROGRAMMES	2 721 833 766	2 466 651 710	3 035 558 193	2 761 567 659	3 259 645 427	2 849 051 351

↓

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Moyenne
PROGRAMMES > 500 MF	80%	81%	72%	80%	78%	78%
AUTRES PROGRAMMES	20%	19%	28%	20%	22%	22%

CHAPITRE 2 – LES DEPENSES COMMUNES

Les dépenses communes regroupent les frais de personnel et élus ainsi que le fonctionnement des services de la collectivité.

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
PERSONNEL ET ELUS	17 775 901 401	18 660 117 135	18 857 755 980	18 630 704 877	18 896 722 464
FONC DES SCES	1 740 163 349	1 683 037 031	1 668 727 070	1 704 435 488	1 649 449 662
Total général	19 516 064 750	20 343 154 166	20 526 483 050	20 335 140 365	20 546 172 126

A. LES FRAIS DE PERSONNEL ET ELUS

Les frais de personnel représentent une enveloppe moyenne de 18,5 milliards XPF sur la période 2009-2013.

Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA moyen
ADMINISTRATION	17 346 614 783	18 222 641 714	18 430 045 930	18 191 636 875	18 456 877 116	18 129 563 284
dont :						
- masse salariale	16 269 219 707	17 336 590 334	17 602 177 239	17 385 867 921	17 621 452 468	17 243 061 534
- remplacements instituteurs	490 989 417	450 545 979	416 644 807	395 097 724	353 392 301	421 334 046
- remplacements divers	304 268 704	188 556 231	184 651 792	169 478 520	234 675 587	216 326 167
- formation du personnel	167 032 708	158 442 542	158 766 498	156 386 569	167 754 199	161 676 503
- autres dépenses de personnel	115 104 247	88 506 628	67 805 594	84 806 141	79 602 561	87 165 034
INSTITUTIONS	429 286 618	437 475 421	427 710 050	439 068 002	439 845 348	434 677 088
dont :						
- indemnités des élus	403 552 927	405 149 823	399 067 340	412 278 511	400 894 720	404 188 664
- autres dépenses	25 733 691	32 325 598	28 642 710	26 789 491	38 950 628	30 488 424
TOTAL	17 775 901 401	18 660 117 135	18 857 755 980	18 630 704 877	18 896 722 464	18 564 240 371
variation annuelle	1 073 117 780	884 215 734	197 638 845	-227 051 103	266 017 587	
	6%	5%	1%	-1%	1%	

Sur 2013, les charges de personnels sont réparties sur les secteurs suivants :

Fonction M52	%
2-ENSEIGNEMENT	51%
0-ADMINISTRATION GENERALE	17%
4-SANTE	14%
9-ECONOMIE	7%
8-TRANSPORT ET COMMUNICATION	5%
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	3%
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	2%
5-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	1%
Total général	100%

B. LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES

80% soit 1,3 milliard XPF des dépenses de fonctionnement des services se concentrent sur l'entretien du patrimoine, les dépenses d'administration et le parc automobile.

Les autres postes regroupent principalement les versements sur centimes additionnels, l'entretien des logements, les lignes spécialisées et l'entretien de l'hélicoptère.

Libellé de l'opération	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	Moyenne
ENTRETIEN DU PATRIMOINE	754 360 418	724 894 820	734 083 463	717 178 644	765 681 260	739 239 721
ADMINISTRATION GENERALE	391 091 953	366 824 556	307 232 963	358 477 001	386 356 387	361 936 572
PARC AUTOMOBILE	279 765 058	293 977 454	267 338 760	224 629 821	144 602 925	242 062 804
sous-total	1 425 217 429	1 385 696 830	1 308 655 186	1 300 285 466	1 296 640 572	1 343 299 097
AUTRES POSTES	314 945 920	297 340 201	360 071 884	404 150 022	352 809 090	345 863 423
TOTAL	1 740 163 349	1 683 037 031	1 668 727 070	1 704 435 488	1 649 449 662	1 689 162 520
variation annuelle	250 256 176	-57 126 318	-14 309 961	35 708 418	-54 985 826	
	17%	-3%	-1%	2%	-3%	

CHAPITRE 3 – LES INTERVENTIONS ET SUBVENTIONS

Sur la période 2009-2013, les interventions et subventions représentent en moyenne 50% du total des dépenses annuelles de fonctionnement soit 20,6 milliards XPF.

Entre 2009 et 2013, elles progressent de 2,3 milliards XPF soit +12%.

Durant cette période, les actions dans le domaine de la santé, de la protection et des actions sociales ont progressé de 29% soit +2,4 milliards XPF.

Le secteur de l'économie et de l'emploi a baissé de 972 millions XPF essentiellement lié à une politique de rationalisation des dépenses dans le secteur du tourisme (-526,7 millions XPF), dans le programme provincial d'insertion citoyenne (PPIC) (-241,2 millions XPF) et la fin du dispositif PREGO (-222,1 millions XPF).

RUBRIQUES	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	moyenne
INTERVENTIONS (HCD&OPC)	15 122 925 390	15 497 827 046	15 464 522 328	17 178 414 038	17 598 642 254	16 172 466 211
SUBVENTIONS	4 526 207 391	4 623 499 589	4 242 510 115	4 325 403 902	4 434 123 078	4 430 348 815
MVS FINANCIERS	5 374 786	5 374 786	4 550 616	1 906 282	229 112	3 487 116
Total général	19 654 507 567	20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	20 606 302 143

II par type de financement

- hors opérations contractualisées	18 873 877 035	19 418 910 082	19 355 665 209	21 066 893 102	21 564 640 767	20 055 997 239
- sur opérations contractualisées	780 630 532	707 791 339	355 917 850	438 831 120	468 353 677	550 304 904

II par fonction M52

4-SANTÉ & 5-PROTECTION ET ACTIONS SOCIALE	8 383 935 331	9 169 725 928	9 093 200 766	10 341 731 677	10 775 201 893	9 552 759 119
9-ECONOMIE & 6-TRAVAIL, EMPLOI, FORMATION PROF.	4 869 528 911	4 182 198 320	3 518 027 470	3 423 556 200	3 738 664 414	3 946 395 063
2-ENSEIGNEMENT	3 392 896 950	3 596 373 687	3 675 432 439	3 736 438 840	3 546 559 250	3 589 540 233
8-TRANSPORT ET COMMUNICATION	1 118 414 286	1 172 359 604	1 424 484 993	1 608 837 619	1 465 655 377	1 357 950 376
3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS	1 146 922 987	1 095 261 769	908 171 182	816 529 259	991 578 603	991 692 760
7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT	658 537 440	846 154 085	996 867 347	1 017 940 378	934 270 988	890 754 048
0-ADMINISTRATION GÉNÉRALE	84 271 662	64 628 028	95 398 862	560 690 249	448 663 919	250 730 544
1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC	0	0	0	0	132 400 000	26 480 000

Les dépenses d'interventions et de subventions se présentent comme suit par fonction M52 et programme SURFI.

Fcton M52	Libellé du programme	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA moyen
	AIDE MEDICALE	5 140 254 361	5 615 872 749	5 998 622 386	5 918 575 336	6 175 077 310	5 769 680 428
	MEDICO-SOCIAL	2 795 436 006	2 843 469 520	2 435 833 699	3 683 209 469	3 776 155 817	3 106 820 902
	HABITAT SOCIAL	262 740 761	496 145 032	485 218 002	481 955 403	500 167 574	445 245 354
	SANTÉ PUBLIQUE	139 686 566	178 290 837	146 040 441	234 429 187	301 266 111	199 942 628
	MISSION CONDITION FEMININE	45 817 637	35 947 790	27 486 238	23 562 282	22 535 081	31 069 806
F. 4-SANTÉ-SOCIAL		8 383 935 331	9 169 725 928	9 093 200 766	10 341 731 677	10 775 201 893	9 552 759 119
	TOURISME	1 418 723 509	1 016 526 409	992 291 759	998 494 384	1 040 494 112	1 093 306 035
	EMPLOI	1 417 632 929	1 104 439 963	772 288 198	749 589 143	845 036 716	977 797 390
	INSERTION	674 666 410	644 794 781	550 983 858	597 102 419	661 784 948	625 866 483
	AGRICULTURE	583 653 355	565 383 998	488 777 688	574 363 526	628 217 718	568 079 257
	EXPANSION GÉNÉRALE	539 260 762	662 104 127	518 700 208	261 220 430	320 507 035	460 358 512
	FORMATION	160 119 171	185 559 785	188 448 421	235 874 861	251 648 631	204 330 174
	PECHE ET AQUACULTURE	61 405 490	70 496 407	113 746 431	133 073 129	141 347 922	104 013 876
	STATIONS PROVINCIALES	19 196 694	19 306 221	17 891 930	19 655 449	18 733 427	18 956 744
	PARTICIPATIONS FINANCIERES	5 374 786	8 193 998	4 550 616	1 906 282	229 112	4 050 959
F. 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE		4 880 033 106	4 276 805 689	3 647 679 109	3 571 279 623	3 907 999 621	4 056 759 430
	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 191 762 902	1 361 594 915	1 345 184 460	1 407 111 342	1 160 662 560	1 293 263 236
	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 083 357 411	1 149 969 640	1 195 575 150	1 313 718 375	1 301 059 060	1 208 735 927
	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	367 034 701	356 671 362	399 419 493	298 985 088	374 212 406	359 264 604
	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	389 281 509	346 575 041	343 972 266	305 202 886	320 010 138	341 008 368
	COLLEGES PUBLICS	263 823 308	267 876 704	262 999 998	265 640 000	262 999 999	264 668 002
	INTERNATS	97 637 119	113 686 025	128 281 072	145 781 179	127 615 087	122 600 096
F. 2-ENSEIGNEMENT		3 392 896 950	3 596 373 687	3 675 432 439	3 736 438 840	3 546 559 250	3 589 540 233
	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	679 709 148	706 580 896	819 961 999	894 255 147	714 697 284	763 040 895
	RESEAU ROUTIER	368 924 392	402 752 370	549 547 305	646 701 158	683 833 598	530 351 765
	INFRASTRUCTURE AERIENNE	43 874 239	52 999 670	51 456 824	66 307 478	60 387 521	55 005 146
	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	25 906 507	10 026 668	3 518 865	1 573 836	6 736 974	9 552 570
F. 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		1 118 414 286	1 172 359 604	1 424 484 993	1 608 837 619	1 465 655 377	1 357 950 376
	CULTURE	524 456 281	457 642 991	320 086 362	287 762 134	314 335 849	380 856 723
	JEUNESSE	218 598 635	236 836 126	287 464 053	217 154 611	309 899 048	253 990 495
	SPORTS	279 423 563	281 611 813	216 098 911	219 454 884	262 093 266	251 736 487
	PATRIMOINE	124 444 508	119 170 839	84 521 856	86 767 227	101 182 393	103 217 365
	ADMINISTRATION	0	0	0	0	52 000	10 400
F. 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		1 146 922 987	1 095 261 769	908 171 182	811 138 856	987 562 556	989 811 470
	ENVIRONNEMENT	480 503 956	443 846 974	574 253 714	530 949 090	532 192 657	512 349 278
	URBANISME	19 571 210	168 893 667	175 557 238	162 339 000	18 742 513	109 020 726
	DEVELOPPEMENT FORESTIER	57 574 721	69 166 124	55 743 197	122 127 872	191 970 498	99 316 482
	COURS D'EAU	90 383 358	69 639 951	61 661 559	60 177 896	26 046 160	61 581 785
	ADMINISTRATION	0	0	0	13 500	0	2 700
F. 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		648 033 245	751 546 716	867 215 708	875 607 358	768 951 828	782 270 971
	INSTITUTIONS	68 899 556	52 164 017	65 187 893	194 402 805	302 644 725	136 659 799
	ADMINISTRATION	15 372 106	12 464 011	30 210 969	366 287 444	146 019 194	114 070 745
F. 0-ADMINISTRATION GÉNÉRALE		84 271 662	64 628 028	95 398 862	560 690 249	448 663 919	250 730 544
	ADMINISTRATION	0	0	0	0	132 400 000	26 480 000
F. 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		0	0	0	0	132 400 000	26 480 000
Total général		19 654 507 567	20 126 701 421	19 711 583 059	21 505 724 222	22 032 994 444	20 606 302 143

C - LA DETTE

Sur la période considérée, **12,3 milliards XPF** d'emprunts ont été mobilisés pour afficher une dette en place totale de 25,3 milliards XPF au 31 décembre 2013.

Sur les cinq années, c'est en moyenne 2,4 milliards XPF d'emprunts par an qui sont mobilisés contre 1,1 milliard par an pour la période 2004-2008.

L'Agence Française de Développement (AFD) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sont les principaux bailleurs de fonds de la collectivité avec près de 84% des emprunts souscrits et mobilisés sur la période.

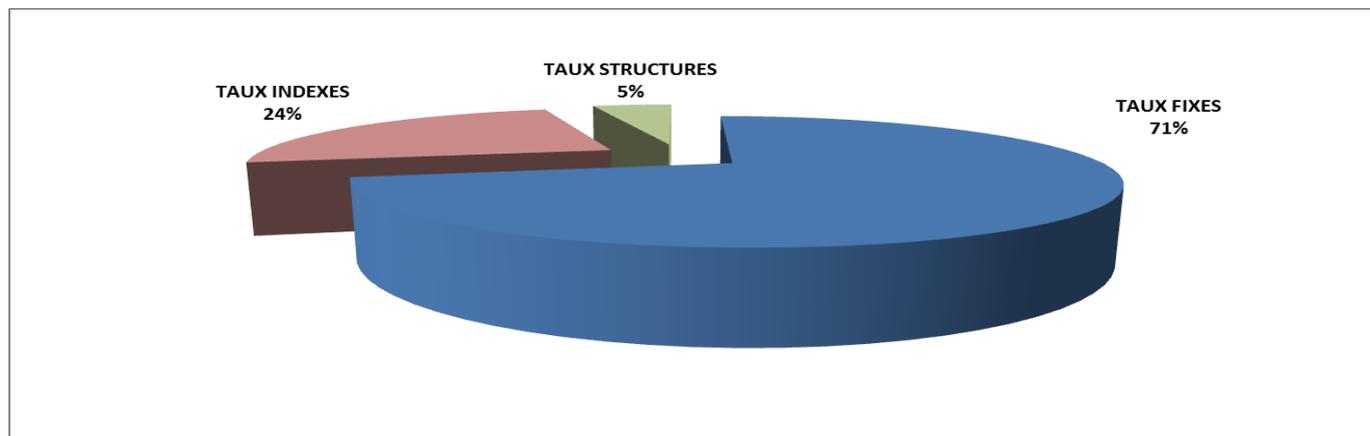
La collectivité s'attache à diversifier ses partenaires financiers en souscrivant auprès de nouveaux partenaires financiers tels que la Société de Financement Local (SFIL, anciennement DEXIA-CLF Banque) et la Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB).

Pour la période 2009-2013, le tableau ci-dessous présente les prévisions budgétaires, les mobilisations d'emprunt par prêteur ainsi que l'évolution de l'encours de dette par année.

HISTORIQUE DE LA DETTE	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
1 - Prévisions budgétaires	2 000 000 000	5 200 000 000	4 400 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
BP	900 000 000	3 200 000 000	3 000 000 000	5 200 000 000	5 000 000 000
reports	0	2 000 000 000	3 200 000 000	1 200 000 000	0
DM1	365 000 000				0
BS	735 000 000		-1 800 000 000	-2 820 047 733	-1 420 047 733
2 - Mobilisation					
- cumulé depuis l'origine	12 974 831 487	14 974 831 487	18 174 831 487	21 754 783 754	25 334 736 021 (a)
- de l'exercice	0	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
SFIL (ex DEXIA)			500 000 000		
CDC		1 500 000 000		1 200 000 000	
AFD		500 000 000	1 200 000 000	2 379 952 267	3 579 952 267
SGCB			1 500 000 000		
3 - Remboursements cumulé du capital	5 438 576 072	6 125 586 620	6 960 631 719	7 991 816 107	9 391 453 751 (b)
AFD	431 868 957	462 619 387	560 285 528	646 969 253	943 130 322
CENC	75 713 178	79 126 391	80 423 977	80 276 642	80 740 007
SFIL (ex DEXIA)	66 342 288	68 659 402	96 092 371	106 980 322	109 662 672
CDC	38 726 706	76 605 368	98 243 223	96 958 171	166 104 643
SGCB				100 000 000	100 000 000
4 - Annuités	910 115 621	980 881 193	1 171 884 623	1 431 018 645	1 877 080 045
Evol. Annuité	84 326 164	70 765 572	191 003 430	259 134 022	446 061 400
capital	612 651 129	687 010 548	835 045 099	1 031 184 388	1 399 637 644
intérêts	297 464 492	293 870 645	336 839 524	399 693 475	466 242 469
autres frais financiers				140 782	11 199 932
ICNE				145 125 501	-6 577 866
5 - Encours de dette	7 536 255 415	8 849 244 867	11 214 199 768	13 762 967 647	15 943 282 270 (c) = (a)-(b)
dette non mobilisée	2 000 000 000	3 200 000 000	1 200 000 000	0	0
dette en place (fonds mobilisés)	12 974 831 487	14 974 831 487	18 174 831 487	21 754 783 754	25 334 736 021
6 - RRF	39 313 296 722	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 390 541 196
Taux d'endettement : <150%	19,17%	21,27%	25,12%	28,60%	31,02%

L'analyse de la structure de l'encours permet d'identifier l'exposition au risque de taux et à l'évolution des marchés.

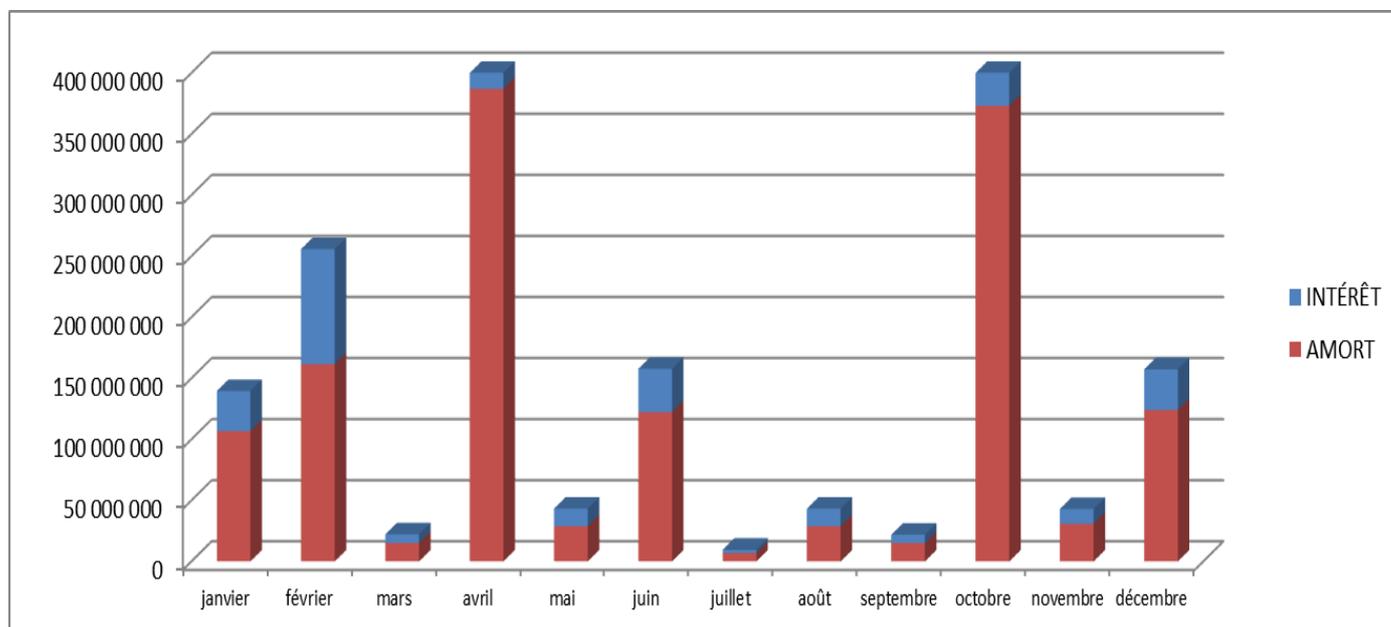
Au 31 décembre 2013, sur les 15,943 milliards XPF d'encours de dette, 71% de cet encours est en taux fixe, 24% en taux indexé (livret A, livret épargne populaire, EONIA, EURIBOR 1 et 12 mois) et 5% en indice structuré (taux de change USD/YEN).



Au titre des échéances 2013, sur les 1,877 milliard XPF, la périodicité des remboursements est la suivante :

- ⇒ 59% en remboursement semestriel,
- ⇒ 21% en remboursement annuel,
- ⇒ 19% en remboursement trimestriel,
- ⇒ 1% en remboursement mensuel.

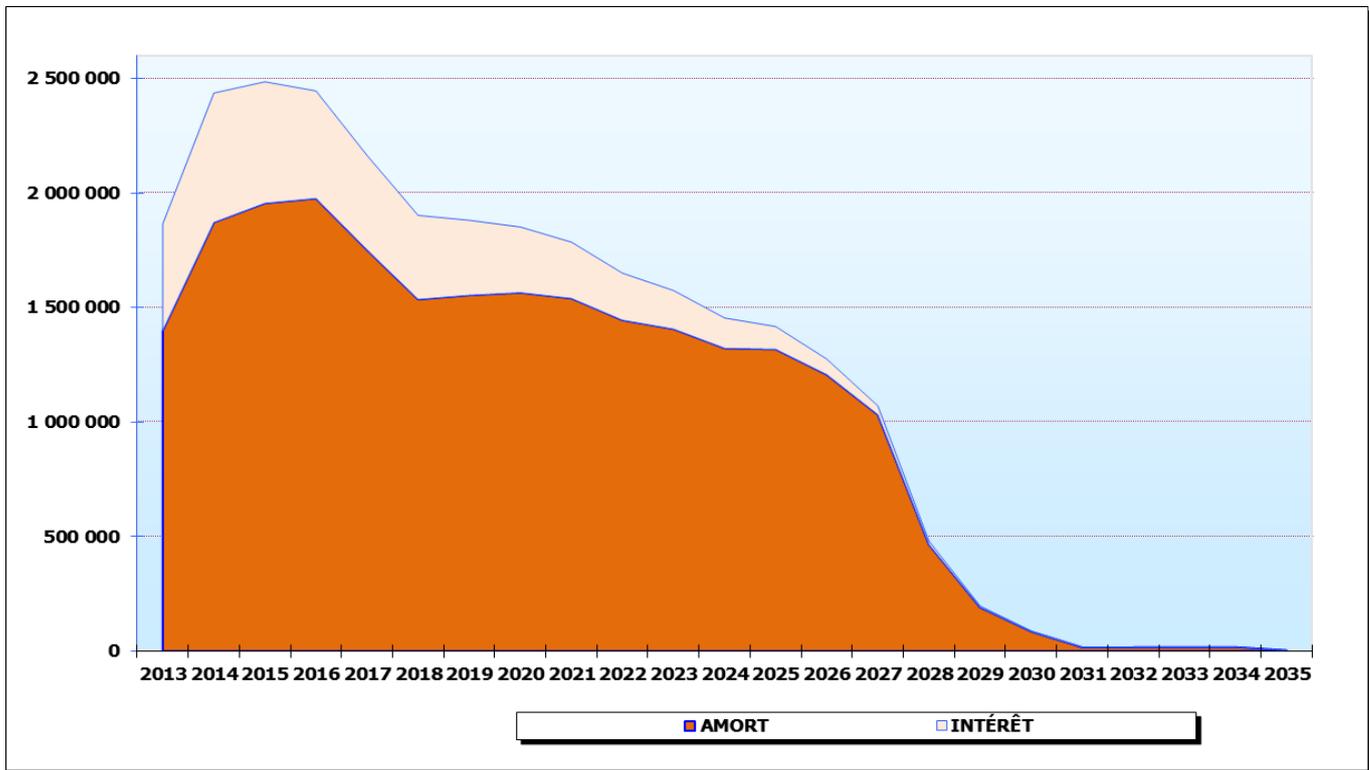
Sur l'année écoulée, l'échéancier des remboursements se présente comme suit :



Ce profil de remboursement annuel doit être pris en compte pour les prochaines mobilisations, arbitrages ou renégociations afin de l'adapter aux objectifs de gestion optimale de la trésorerie de la collectivité.

L'extinction de la dette provinciale est prévue en 2035 si aucun nouvel emprunt n'est contracté. Ce profil d'extinction repose sur la charge annuelle de la dette.

La répartition de l'annuité entre capital et intérêt se présente comme suit par année (en milliers XPF) :



D - L'AUTOFINANCEMENT – LES RESULTATS

En section de fonctionnement, l'excédent de recettes sur les dépenses représente l'épargne qui est dégagée par la collectivité. Cet excédent constitue la capacité d'autofinancement de la collectivité.

L'autofinancement est la part de cette épargne qui est consacrée au financement des investissements. Lorsque l'épargne couvre l'autofinancement, la province affiche un résultat de l'exercice excédentaire. A défaut, ce sont les résultats cumulés des exercices antérieurs qui permettront de couvrir l'autofinancement.

Sur la période considérée, 2009 et 2010 sont marqués par un résultat déficitaire en fonctionnement. A partir de 2011, le résultat de fonctionnement est excédentaire pour atteindre 4,9 milliards XPF en fin de gestion 2013.

CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
---------	---------	---------	---------	---------

L'autofinancement

FONCTIONNEMENT						
Recettes réelles	A	39 313 296 722	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 180 726 767
Dépenses réelles	B	39 471 128 476	40 781 805 606	40 598 165 487	42 403 455 331	43 054 537 315
↓						
EPARGNE ¹	A-B	-157 831 754	830 824 815	4 049 136 113	5 723 163 477	8 126 189 452
AUTOFINANCEMENT REEL	C	-5 053 074 269	-4 125 287 887	-3 946 134 893	-3 191 950 591	-3 172 024 571

résultat de fonctionnement	A-B-C	-5 210 906 023	-3 294 463 072	103 001 220	2 531 212 886	4 954 164 881
-----------------------------------	--------------	-----------------------	-----------------------	--------------------	----------------------	----------------------

¹ EPARGNE = CAPACITE REELLE DE L'EXERCICE A L'AUTOFINANCEMENT

INVESTISSEMENT						
Recettes réelles	A	5 463 574 504	6 003 248 216	6 534 411 592	4 066 150 301	9 583 790 616
Dépenses réelles	B	11 448 813 133	11 543 641 979	11 067 435 065	13 426 924 787	15 033 489 927
↓						
BFI - Besoin de financement	A-B	-5 985 238 629	-5 540 393 763	-4 533 023 473	-9 360 774 486	-5 449 699 311
EMPRUNTS	C	0	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
AUTOFINANCEMENT REEL	D	5 053 074 269	4 125 287 887	3 946 134 893	3 191 950 591	3 172 024 571
Solde d'exécution de l'investissement	A-B+C+D	-932 164 360	584 894 124	2 613 111 420	-2 588 871 628	1 302 277 527

CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
---------	---------	---------	---------	---------

Les résultats

FONCTIONNEMENT						
report à nouveau	E	10 350 623 477	5 139 717 454	1 845 254 382	1 948 255 602	2 324 845 546
résultat de l'exercice	F	-5 210 906 023	-3 294 463 072	103 001 220	2 531 212 886	4 954 164 881
Résultat final	G=E+F	5 139 717 454	1 845 254 382	1 948 255 602	4 479 468 488	7 279 010 427
affectation du résultat (compte 1068)	H			0	-2 154 622 942	-1 353 468 213
report à nouveau	I=G-H	5 139 717 454	1 845 254 382	1 948 255 602	2 324 845 546	5 925 542 214

INVESTISSEMENT						
solde reporté	J	-2 600 170 841	-3 532 335 201	-2 947 441 077	-334 329 657	-2 923 201 285
solde des émissions de l'exercice	K	-932 164 360	584 894 124	2 613 111 420	-2 588 871 628	1 302 277 527
solde cumulé d'exécution	L=J+K	-3 532 335 201	-2 947 441 077	-334 329 657	-2 923 201 285	-1 620 923 758
Restes à réaliser en recettes	M	2 000 000 000	4 888 530 853	1 776 646 478	2 378 474 911	1 976 990 056
Restes à réaliser en dépenses	N	-774 833 433	-1 498 028 036	-418 602 855	-1 609 896 568	-1 709 534 511
Financement de l'investissement	O=L+M-N	-2 307 168 634	443 061 740	1 023 713 966	-2 154 622 942	-1 353 468 213

En application des dispositions de l'instruction M52, la priorité doit être donnée à la couverture des besoins d'investissements dès lors que le solde d'exécution de la section d'investissement complété des reports présente un besoin de financement. Le résultat de fonctionnement doit donc couvrir ce besoin de financement.

L'exercice 2012 représente le premier exercice qui porte une affectation du résultat de fonctionnement à hauteur de 2,154 milliards XPF.

Sur l'exercice 2013, l'affectation du résultat de fonctionnement pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement s'élève à 1,353 milliard XPF.

TITRE IV – LES INDICATEURS FINANCIERS

CHAPITRE 1 – LES PRINCIPAUX RATIOS

La situation financière de la collectivité au travers de plusieurs indicateurs se présente comme suit :

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
--	---------	---------	---------	---------	---------

La gestion de l'épargne

recettes totales	1	40 013 103 215	41 654 741 911	44 680 895 000	48 126 618 808	51 199 217 198
opérations d'ordre	2	699 806 493	42 111 490	33 593 400	0	18 490 431
dotation d'équipement du TER inscrites au fonc.	3	0	0	0	0	0
I Recettes réelles de fonctionnement	A (1-2-3)	39 313 296 722	41 612 630 421	44 647 301 600	48 126 618 808	51 180 726 767
Var.		-9 400 412 855	2 299 333 699	3 034 671 179	3 479 317 208	3 054 107 959
Var. %		-19%	6%	7%	8%	6%
dépenses totales	1	45 224 009 238	44 949 204 983	44 577 893 780	45 595 405 922	46 245 052 317
opérations d'ordre	2	5 752 880 762	4 167 399 377	3 979 728 293	3 191 950 591	3 190 515 002
II Dépenses de gestion	B(1-2)	39 471 128 476	40 781 805 606	40 598 165 487	42 403 455 331	43 054 537 315
Var.		2 592 399 809	1 310 677 130	-183 640 119	1 805 289 844	651 081 984
Var. %		7,03%	3,32%	-0,45%	4,45%	1,54%
dont frais de personnel (M61 qpte 61/M62 qpte 64)		18 375 404 565	19 058 569 249	19 209 891 956	18 722 868 774	19 124 344 434
dont intérêts sur emprunts et LT		297 464 492	293 870 646	360 099 378	562 590 744	475 370 745
Var. frais de pers.		6%	4%	1%	-3%	2%
Epargne Brute	C(A-B)	-157 831 754	830 824 815	4 049 136 113	5 723 163 477	8 126 189 452
remboursement du capital	K	612 651 129	687 010 546	835 045 099	1 031 184 388	1 399 637 644
Epargne nette	H(C-K)	-770 482 883	143 814 269	3 214 091 014	4 691 979 089	6 726 551 806

Le financement des investissements

dépenses totales		13 223 278 329	13 355 323 568	11 079 435 065	13 433 961 732	15 526 440 474
opérations d'ordre		-1 774 465 196	-1 811 681 589	-12 000 000	-7 036 945	-492 950 547
remboursement des emprunts garantis et appelé		0	0	0	0	0
remboursement du capital		-612 651 129	-687 010 546	-835 045 099	-1 031 184 388	-1 399 637 644
III Dépenses d'investissement directs	I	10 836 162 004	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283
recettes totales		12 291 113 969	13 940 217 692	13 692 546 485	10 845 090 104	16 828 718 001
opérations d'ordre		-6 827 539 465	-5 936 969 476	-3 958 134 893	-3 198 987 536	-3 664 975 118
emprunts mobilisés		0	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
remboursement du capital et des emprunts garantis et appelé		-612 651 129	-687 010 546	-835 045 099	-1 031 184 388	-1 399 637 644
Résultat affecté à l'inv.						-2 154 622 942
IV Recettes d'investissement directes	J	4 850 923 375	5 316 237 670	5 699 366 493	3 034 965 913	6 029 530 030

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
--	---------	---------	---------	---------	---------

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	10 836 162 004	10 856 631 433	10 232 389 966	12 395 740 399	13 633 852 283
recettes d'investissements directs	4 850 923 375	5 316 237 670	5 699 366 493	3 034 965 913	6 029 530 030
autofinancement	5 053 074 269	4 125 287 887	3 946 134 893	3 191 950 591	5 326 647 513
emprunts	0	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
↓					
Besoin de financement	932 164 360	0	0	2 588 871 628	0
Excédent de financement	0	-584 894 124	-2 613 111 420	0	-1 302 277 527
recettes d'investissements directs	45%	49%	56%	24%	44%
autofinancement	47%	38%	39%	26%	39%
emprunts	0%	18%	31%	29%	26%
Besoin de financement	9%	0%	0%	21%	0%
Excédent de financement	0%	-5%	-26%	0%	-10%
	100%	100%	100%	100%	100%

Les emprunts

V Emprunts mobilisés	L	0	2 000 000 000	3 200 000 000	3 579 952 267	3 579 952 267
Encours de dette au 31/12		7 536 255 415	8 849 244 869	11 214 199 770	13 762 967 649	15 943 282 279

Les ratios

		CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
TALX D'EPARGNE BRUTE <i>Ep. Brute / Rec. Réelles de fonc.</i>	>10%	-0,4%	2,0%	9,1%	11,9%	15,9%
CAPACITE DE DESENDTEMENT <i>Dette / Ep. Brute</i>	<7ans	47,75	10,65	2,77	2,40	1,96
NIVEAU D'ENDETTEMENT <i>Dette / Rec. Réelles de fonc.</i>	<150%	19,17%	21,27%	25,12%	28,60%	31,15%
DEPENSES DE PERSONNEL <i>Qpte 64* / Rec. Réelles de fonc.</i>	<40%	46,74%	45,80%	43,03%	38,90%	37,37%
EFFORT D'EQUIPEMENT <i>Dépenses d'équipement / Rec. Réelles de fonc.</i>		27,56%	26,09%	22,92%	25,76%	26,64%

CHAPITRE 2 – LA TRESORERIE

Au 1^{er} janvier 2013, la balance d'entrée s'élève à 2,881 milliards XPF soit 19 jours de paiement sur la base des décaissements 2012.

Pendant, cette balance d'entrée comprend un encours sur la ligne de trésorerie de 1,3 milliard XPF nécessaires pour assurer les fortes décaissements de la période complémentaire 2012. En déduisant ce tirage, la balance d'entrée nette serait excédentaire de 1,581 milliard XPF.

Les encaisses 2013 hors emprunts et ligne de trésorerie se sont élevées à 55,8 milliards XPF, en hausse de 7,098 milliard XPF par rapport à 2012 (+14,56%). L'encaisse moyenne mensuelle s'élève à 4,6 milliards XPF contre 4,0 milliards XPF en 2012.

Les décaissements 2013 hors ligne de trésorerie se sont élevées à 57,8 milliards XPF, en progression de 2,4 milliards XPF par rapport à 2012 (+4,34%). La décaisse moyenne mensuelle s'élève à 4,8 milliards XPF contre 4,6 milliards XPF en 2012.

Au 31 décembre 2013, la situation de trésorerie est excédentaire de 4,410 milliards XPF soit 28 jours de paiement sur la base des décaissements 2012. Cette balance finale ne comprend aucun encours sur la ligne de trésorerie.

Les principales encaisses et décaissements hors ligne de trésorerie ainsi que les soldes de trésorerie constatés sur l'exercice 2013 se présentent comme suit (en milliards XPF) :

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	octobre	nov.	déc.	TOTAL
DGE-NC		331	165	165	0	331	165	165	0	331	165	165	1 985
DGF-NC		5 532	2 766	2 766	0	5 532	2 766	2 766	0	5 532	2 766	2 766	33 189
Ajust. DGF-NC 12									0	0	2 535	0	2 535
Ajust. DGE-NC 12									0	0	153	0	153
DGCEC Etat							1 074						1 074
DGF Etat				4 679								1 169	5 848
Emprunt	3 580												3 580
Fiscalité			490	1 758	46	175	106	470	84	910	90		4 129
Recettes OPC		871	530	321	44		81	7		50		491	2 402
STCPI									129	104			233
ACC Promosud	1 000												1 000
Encaisses aléatoires	798	175	238	45	2	431	346	472	181	437	562	900	4 587
Ligne de trésorerie													0
1- Encaisses avec LT:	5 378	6 908	4 189	9 734	92	6 468	4 538	3 880	401	7 363	6 271	5 491	60 716
Décaisses	-3 910	-5 072	-3 916	-4 146	-4 539	-4 103	-6 218	-3 632	-4 047	-5 698	-4 951	-7 655	-57 887
Ligne de trésorerie		-1 300											-1 300
2- Décaisses avec LT:	-3 910	-6 372	-3 916	-4 146	-4 539	-4 103	-6 218	-3 632	-4 047	-5 698	-4 951	-7 655	-59 187
3- Solde avec LT:	4 349	4 885	5 158	10 746	6 299	8 665	6 985	7 233	3 588	5 253	6 573	4 410	
4- Solde hors LT:	4 349	6 185	5 158	10 746	6 299	8 665	6 985	7 233	3 588	5 253	6 573	4 410	

Sur l'exercice 2013 :

- la balance d'entrée, excédentaire de 2,881 milliards XPF, représente 19 jours de paiement. Cette balance d'entrée comprend un encours sur la ligne de trésorerie de 1,3 milliard XPF nécessaires pour assurer les fortes décaissements de la période complémentaire 2012,
- 3,6 milliards XPF d'emprunt ont été mobilisés dès le début de l'exercice,
- aucun crédit de trésorerie n'a été injecté,
- la variation annuelle de la trésorerie 2013 (solde final moins solde initial) est excédentaire de 1,5 milliard XPF contre un déficit de 1,9 milliard XPF en 2012.

Cette variation annuelle excédentaire de 1,5 milliard XPF s'explique par :

- une forte hausse des encaisses de +7,1 milliards XPF soit +14,56%,
- une progression des décaissements plus faibles que les encaisses avec +2,4 milliards XPF soit +4,34%,
- l'évolution de ces flux sur 2013 ont permis de ne pas procéder à des tirages sur la ligne de trésorerie.

L'évolution comparée des trésoreries 2012 et 2013 hors ligne de trésorerie se présente comme suit (en milliards XPF) :

